.ORDRE DU JOUR
SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 19 décembre 2024

*
* *

Le conseil municipal est convoqué en séance publique à l'Hôtel de Ville le jeudi 19 décembre 2024 à 18h00, conformément aux dispositions de l'article L.2121-9 du code général des collectivités territoriales.

Ville durable et responsable

- Versement d'une subvention au profit du centre communal d'action sociale – collectif associatif « Bus Union Solidarité »
- 001 - Rapport de situation en matière de développement durable de la ville de Beauvais – année 2023-2024
- 002 - Rapport 2023 sur la situation en matière d'égalité Femmes-Hommes
- 003 - Plan égalité Femme-Homme 2025-2027
- 004 - Rapport d'orientations budgétaires 2025
- 005 - Admission en non valeur
- 006 - Décision modificative n°2 -2024 - budget principal
- 007 - Autorisation donnée à Monsieur le Maire de procéder au paiement de dépenses d'investissement en 2025 avant l'adoption du budget primitif
- 008 - Mise à jour du Règlement Budgétaire et Financier
- 009 - Fiabilisation de l'inventaire - Rapprochement état de l'actif - Inventaire comptable - Opérations non budgétaires
- 010 - Convention de refacturation de dépenses entre la ville de Beauvais, la communauté d'agglomération du Beauvaisis, le centre communal d'action sociale de Beauvais et l'office du tourisme de l'agglomération de Beauvais
- 011 - Actualisation de la longueur de voirie communale au 1er janvier 2025
- 012 - Bilan des travaux de la commission consultative des services publics locaux (CCSPL) de l'année 2023
- 013 - Commission consultative des services publics locaux -CCSPL- Réseau de chaleur Saint Jean - Rapport 2023
- 014 - Présentation du rapport annuel d'activités de la délégation de service public du stationnement - année 2023
- 015 - Avenant à la convention relative à la mise à disposition de services entre la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis et la commune de Beauvais
- 016 - Avenant à la convention relative à la création de services communs entre la communauté d'agglomération du Beauvaisis, l'office de tourisme de l'agglomération de Beauvais, la ville de Beauvais et le centre communal d'action sociale
- 017 - Ajustement du tableau des emplois
- 018 - Instauration d'une participation à la protection sociale complémentaire prévoyance des agents
- 019 - Action sociale – avenant n°1 à la convention COS 2024-2026
- 020 - Foncier – Convention de rétrocession avec l'Office Public de l'Habitat de l'Oise
- 021 - Acquisition de la parcelle cadastrée section AX n°128 - Saint Just des Marais
- 022 - Reversement indemnités de la Ville de Beauvais à la communauté d'agglomération du Beauvaisis suite au transfert de compétence réseau de chaleur
- 023 - Signature d'une convention tripartite entre la commune de Saint-Léger-en Bray, Beauvais et

GRDF relative au rattachement des canalisations et ouvrages associés de distribution publique de gaz naturel de GRDF au contrat de concession de la Ville de Beauvais

Ville attractive et solidaire

024 - Adhésion de la Ville de Beauvais à l'association "Nos quartiers ont des talents" (NQT)

025 - Culture - Le Quadrilatère, centre d'art - signature d'une convention avec le Centre Pompidou

026 - Culture - Signature d'une convention avec l'association le Comptoir Magique et attribution d'une subvention

027 - Culture - Signature d'une convention avec l'Association pour le Rayonnement du Violoncelle et attribution d'une subvention

028 - Service vie associative et relations internationales - soutien à l'Association des Amis des Fêtes Jeanne Hachette – Attribution d'une subvention pour 2025

029 - Service vie associative et relations internationales – modification du règlement du prix écoresponsable

030 - Subventions aux associations hébergées au sein de la Maison des associations Harmonie

031 - Sports - Subvention sur projet

032 - Economie-Commerce- Dérogation au repos dominical 2025

Compte rendu des décisions prises par le Maire.

Fait à Beauvais, le 13 décembre 2024

Le jeudi 19 décembre 2024 à 18h00

Le conseil municipal de la ville de Beauvais, dûment convoqué par monsieur le maire conformément aux dispositions de l'article L.2121-9 du code général des collectivités territoriales, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances.

PRESIDENT Monsieur Franck PIA

PRESENTS Franck PIA - Lionel CHISS - Isabelle SOULA - Anne-Françoise LEBRETON - Charles LOCQUET - Corinne FOURCIN - - Jacqueline MÉNOUBÉ - Mamadou LY - Farida TIMMERMAN - Monette-Simone VASSEUR - Caroline CAYEUX - Catherine THIEBLIN - Jacques DORIDAM - Ali SAHNOUN - Cédric MARTIN - Peggy CALLENS - Charlotte COLIGNON - Ludovic CASTANIE - Josée MARINHO - Loïc BARBARAS - Vanessa FOULON - Victor DEBIL-CAUX - Thierry AURY - Dominique CLINCKEMAILLIE - Grégory NARZIS - Leïla DAGDAD - Mehdi RAHOUI - Claire MARAIS-BEUIL - Marie-Christine BAUDIN CHENU - Philippe ENJOLRAS

SUPPLEANTS

ABSENTS Christophe GASPART - Excusée : Marianne SECK

POUVOIRS Sandra PLOMION à Caroline CAYEUX - Yannick MATURA à Victor DEBIL-CAUX - Jérôme LIEVAIN à Franck PIA - Philippe VIBERT à Lionel CHISS - Patricia HIBERTY à Jacqueline MENOUBE - Guylaine CAPGRAS à Anne-Françoise LEBRETON - Frédéric BONAL à Jacques DORIDAM - Halima KHARROUBI à Farida TIMMERMAN - Antoine SALITOT à Isabelle SOULA - Mamadou BATHILY à Grégory NARZIS - Mohrad LAGHRARI à Dominique CLINCKEMAILLIE - Hatice KILINC-SIGINIR à Thierry AURY - Roxane LUNDY à Philippe ENJOLRAS

Date d'affichage	26 décembre 2024
Date de la convocation	13 décembre 2024
Nombre de présents	30
Nombre de votants	43

Le secrétaire désigné pour toute la durée de la séance est M. Victor DEBIL-CAUX

M. LE MAIRE : Je vous remercie. Le quorum étant atteint, nous allons pouvoir tenir notre Conseil.

Je voudrais, tout d'abord, exprimer un mot de soutien concernant Marianne SECK.

Mes chers collègues, avant de démarrer cette séance du Conseil Municipal, je souhaite avoir, à mon tour, un mot pour notre collègue Marianne SECK qui traverse, depuis quelques jours, une terrible épreuve. Nous étions d'ailleurs plusieurs à être aux obsèques de son papa cet après-midi même. Cela a déjà été évoqué lors du Conseil Communautaire de jeudi dernier, mais je voudrais que toutes et tous ici, nous puissions, à notre tour, lui témoigner toute notre affection et notre solidarité, alors qu'elle doit faire face à la disparition brutale de ses parents, puisqu'elle a perdu également, comme chacun le sait, sa maman. Il me semble, en effet, important qu'elle puisse ressentir, dans ce moment si cruel, l'union et la compassion de notre Conseil Municipal. Qu'elle sache que nous nous tenons à ses côtés pour l'aider et la soutenir, autant qu'il est possible, dans cette douloureuse épreuve.

Je vous remercie.

Je voudrais aussi faire une intervention et vous demander une minute de silence. Mais avant, je vais faire une intervention pour les victimes du passage du cyclone Chido sur Mayotte.

Mes chers collègues, il m'a semblé indispensable, en effet, en préambule de notre Conseil Municipal de l'année qui s'écoule, de témoigner toute notre compassion et toute notre solidarité aux habitants de Mayotte, 101^{ème} département français, qui viennent de littéralement vivre l'enfer avec le passage du cyclone Chido. Alors, c'est vrai que les images parlent d'elles-mêmes ; ce ne sont que des paysages de dévastation et de désolation sur l'île de Mayotte. La population se trouve dans un désespoir profond et, à l'heure où je vous parle, nous ne connaissons pas encore, avec certitude, ni le nombre de blessés, ni le nombre de victimes, qui pourraient être douloureusement élevés. Peut-être d'ailleurs, ne les connaissons-nous jamais précisément, tant il est difficile de savoir exactement qui était sur l'île pendant le cyclone.

Je voudrais témoigner ici du soutien unanime du Conseil Municipal de la ville de Beauvais pour les habitants de Mayotte. Nous nous associerons, bien entendu, au deuil national décrété par le Président de la République, en mettant les drapeaux en berne et en respectant une minute de silence ce lundi 23 décembre à 11h00.

Je veux aussi vous informer, qu'immédiatement après ce tragique évènement climatique, j'ai demandé à ce que le C.C.A.S. joue pleinement son rôle à travers le dispositif du B.U.S., Beauvais Union Solidarité, pour mobiliser les forces humanitaires et associatives locales, afin d'apporter toute notre aide financière, matérielle ou humaine aux Mahorais. Sachez qu'une urne destinée à recueillir vos dons est à votre disposition dans le petit salon qui se trouve juste derrière vous. Je vous invite à exprimer votre solidarité avec les habitants de Mayotte en y glissant votre contribution. Cette urne retournera ensuite au C.C.A.S. pour continuer à recueillir les fonds destinés à aider nos compatriotes.

Par ailleurs, j'ai décidé, en urgence, que nous apportions, le Conseil Municipal, une aide de 5 000 € de la ville de Beauvais au C.C.A.S., à travers le dispositif B.U.S., que maintenant tout le monde connaît bien. Cette délibération a d'ailleurs été ajoutée à l'ordre du jour de notre Conseil Municipal.

Et je voudrais enfin dire à nos amis et compatriotes Mahorais, que leur douleur est la nôtre, leur désespoir est le nôtre. C'est pourquoi, je souhaite, mes chers collègues, qu'en mémoire des habitants de Mayotte, qui ont perdu la vie dans ce tragique évènement, nous puissions observer toutes et tous, une minute de silence. Je vous remercie.

(Minute de silence)

MME MARAIS-BEUIL : Merci Monsieur le Maire. Merci à vous tous. Je voulais m'associer avec vous à cette tragédie. Tragédie qui, ces derniers jours, a frappé Mayotte et qui a causé de nombreux dégâts, à la fois matériels, et a perturbé la vie quotidienne de nombreux habitants. J'ai eu, tout à l'heure, juste avant de venir ici à ce Conseil Municipal, des informations du centre hospitalier de Mamoudzou où ils travaillent, je tiens à vous le dire, aujourd'hui, avec des lampes frontales, où ils sont démunis de tout, où ils ne savent pas encore comment ils font tout ce qu'ils peuvent pour soigner les gens, mais c'est très compliqué. Et je voulais avoir une pensée pour tous ces gens qui, aujourd'hui, œuvrent, travaillent, dans ce Département français, le 101^{ème}, complètement dévasté et où il ne reste plus rien. On ne sait pas, on nous annonce 23 morts, mais nous savons tous que ces 23 morts, c'est un chiffre qui ne reflète pas la vérité. J'espère qu'un jour, on saura. Mais, aujourd'hui, c'est ensemble, ensemble que nous devons soutenir ce peuple, soutenir ces Français qui sont là-bas, soutenir tous ces Français qui souffrent. Et je tenais donc à m'associer, vous remercier pour le geste que vous faites au nom de tous, que le C.C.A.S. va apporter ce soutien, car c'est ensemble, ensemble que Mayotte se reconstruira. C'est en entendant notre soutien à tous et, pour cela, je tenais à nous associer avec vous Monsieur le Maire.

M. BARBARAS : Merci Monsieur le Maire. Bien évidemment, on s'associe tous, aujourd'hui, avec ce terrible drame.

Je voulais vous interpeller Madame la Conseillère Municipale, Madame BEUIL, ou plutôt devrais-je dire Madame la Députée. J'ai pris connaissance de vos préoccupations soulevées concernant un possible conflit d'intérêt, lié aux cadeaux de fin d'année pour les agents, préoccupations que vous avez formulées dans un courrier avec votre entête de parlementaire et donc bien en votre qualité de Députée, que vous avez interpellé le Maire de Beauvais. Je tiens à vous assurer, Madame la Députée, que je prends ces préoccupations très au sérieux et souhaite apporter des éclaircissements transparents sur cette situation.

Tout d'abord, permettez-moi de rappeler que je ne suis pas au fait de gestes de la Mairie, de ce cadeau qui doit être, en ces temps difficiles, très apprécié par les agents. Ce type de démarche, très certainement conformément aux règles établies, doit faire l'objet d'un marché ou d'un appel d'offres auquel je ne suis en aucune manière impliqué. En tant que conseiller municipal, Vice-président de l'Agglomération, je m'efforce de garantir que mes actions respectent les principes légaux, cela est primordial, cela est fondamental, cela est nécessaire. Mais au-delà de la légalité, il existe une responsabilité éthique qui s'impose à nous, à nous tous, et à laquelle nous ne pouvons transiger, particulièrement à une époque où des élus politiques sont mis en cause dans différentes affaires et où les citoyens font preuve de défiance envers la politique.

Vous vous êtes abaissée, Madame, à colporter des rumeurs auprès du Maire, sans prendre le soin de vérifier, très simplement en m'interpellant directement, comme vous auriez pu le faire, si une de mes sociétés était réellement concernée par cette transaction, mettant ainsi en cause, potentiellement, mon intégrité, ma probité et mon honneur. Je ne me suis pas engagé en politique pour tirer profit de ma position, bien au contraire.

M. BARBARAS (SUITE) : Nombreux sont ceux qui, comme moi, renonçons volontairement à répondre à des appels d'offres, afin d'éviter toute suspicion. Je suis connu et reconnu pour mon intégrité, ainsi que pour la rigueur et la bonne gestion que j'applique dans chacune de mes sociétés, chacune de mes activités, toujours dans l'intérêt de mes clients, de mes salariés, de mes partenaires, de nos administrés. Vous ou vos assistants, avez commis une erreur concernant le prestataire ou la société qui a fourni ces cadeaux de fin d'année, jetant ainsi l'opprobre sur ma personne, je trouve ça scandaleux. Nous sommes près de 150 franchisés de la marque que vous citez, potentiellement 150 autres possibilités de fournisseurs.

Je vous demanderais donc à l'avenir, Madame, de bien vouloir, s'il vous plaît, approfondir vos investigations avant de porter atteinte à l'honneur et la réputation d'élus profondément attachés à leur Ville, à leur Agglomération, à leurs administrés. Merci.

M. PIA : Je voudrais ajouter dans la poursuite des propos de Loïc BARBARAS, que j'ai été particulièrement choqué, en effet, et surpris d'ailleurs, de ce courrier. Habituellement, vous avez d'autres méthodes qui consistent simplement à vérifier les informations, soit directement auprès du principal intéressé, soit auprès de moi-même. De faire un courrier qui peut, on le sait, être diffusé un peu partout ; je trouve ça pas vraiment très sympathique vis-à-vis d'un de vos collègues du Conseil Municipal. Et pour être très concret et précis, puisque je vais vous apporter la réponse, vous savez que chaque année, nous faisons effectivement un cadeau aux agents. C'est un bon d'achat de 20 € et non pas une boîte de chocolats qui, effectivement, viendrait de l'enseigne de Loïc BARBARAS. Donc, il fallait tout simplement me contacter ou contacter les services et on vous aurait donné une information vraie et non pas encore un message, un courrier qui pourrait être assimilé à une fake news. C'est vraiment, aujourd'hui, un principe, malheureusement, qu'on retrouve régulièrement dans les extrêmes. Je trouve ça inadmissible et qui porte préjudice, vraiment, à la fonction d'élu.

MME MARAIS-BEUIL : Oui, tout à fait. Cette lettre, je vous l'ai adressée. Je ne l'ai diffusée nulle part. Aujourd'hui, vous en faites part à tout le monde. C'est aujourd'hui qu'est diffusée l'information, ce n'est pas moi. Moi je ne l'ai relayée nulle part. Pouvez-vous me dire, avez-vous vu ma lettre diffusée sur les réseaux sociaux ? Mes collègues en ont-ils entendu parler ? Non. Je vous ai adressé une lettre. J'attendais la réponse. Vous la donnez publiquement. C'est vous qui diffusez l'information, Monsieur le Maire.

M. PIA : Au moins, les choses sont rectifiées Madame BEUIL, parce que je n'ai aucun doute sur le fait qu'une telle fake news aurait été diffusée au sein du personnel, d'ailleurs, ça avait déjà fait plus ou moins écho, et que la population en aurait été avisée. Au moins, les choses sont claires et je vous réponds de manière très claire, Madame BEUIL, sur nos intentions.

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0314

Versement d'une subvention au profit du centre communal d'action sociale - collectif associatif
"Bus Union Solidarité"

M. Franck_PIA, Maire

Le cyclone tropical Chido a frappé de plein fouet l'ensemble de l'île de Mayotte ce samedi 14 décembre. Le bilan humain est terrible et un grand nombre d'habitations et d'équipements publics ont été fortement endommagés, voire même détruits.

La remise en état et la reconstruction prendront des années, avec des dégâts matériels estimés à plusieurs millions d'euros.

Face à cette catastrophe, un élan de solidarité s'est mis en place, permettant de collecter des dons indispensables pour pallier l'urgence.

La ville de Beauvais souhaite accompagner l'île de Mayotte et ses habitants par le versement d'une aide d'un montant de 5.000€ au profit du centre communal d'action sociale, pilote du collectif associatif « Beauvais Union Solidarité » (B.U.S.).

Il est donc proposé aux membres du conseil municipal d'approuver le versement d'une subvention de 5.000 € au profit du centre communal d'action sociale, afin de venir en aide aux sinistrés.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à l'unanimité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 43

VERSEMENT D'UNE SUBVENTION AU PROFIT DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE – COLLECTIF ASSOCIATIF « B.U.S. UNION SOLIDARITÉ »

M. PIA : Comme je l'ai dit dans ma déclaration préalable, je vous propose, mes chers collègues, de faire le versement d'une aide d'un montant de 5 000 € au profit du Centre Communal d'Action Sociale, pilote du collectif associatif Beauvais Union Solidarité, qui s'est d'ailleurs déjà réuni sous la présidence d'Isabelle SOULA, notre collègue Vice-présidente en charge du C.C.A.S., pour définir les modalités de l'organisation de cette collecte de dons.

Tu peux peut-être d'ailleurs nous dire où nous en sommes aujourd'hui.

MME SOULA : Nous nous sommes réunis hier soir pour envisager une première action demain, qui sera une action simple, qu'on a déjà pu mettre en place dernièrement pour l'Espagne ; malheureusement, les actions se répètent, même si l'importance majeure de ce drame vient nous interpeller au C.C.A.S. très rapidement, une collecte sera faite dès ce samedi, à partir de 9h30, place Jeanne Hachette, avec une réponse des Beauvaisiens qui avaient été très forte et qui, je pense, le sera à nouveau, puisqu'il faut avoir une action rapide. Mais évidemment, on va travailler dans le temps et je dois avouer que la réunion d'hier a été un peu, sinon difficile, en tout cas émouvante, puisque des personnes natives de l'île de Mayotte étaient présentes et qu'il a fallu travailler d'abord sur l'émotion qu'elles ont pu dégager de cette soirée, avant de pouvoir déjà définir un projet qui se fera dès janvier et dont nous vous informerons. Donc c'est lancé dès ce samedi. Merci Monsieur le Maire, Président du C.C.A.S., de faire cette proposition ce soir.

M. LE MAIRE : Merci ma chère Isabelle. Je vous propose de voter ce rapport. Est-ce qu'il y a des questions ? Pas de questions, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée à l'unanimité.

Le jeudi 19 décembre 2024 à 18h00

Le conseil municipal de la ville de Beauvais, dûment convoqué par monsieur le maire conformément aux dispositions de l'article L.2121-9 du code général des collectivités territoriales, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances.

PRESIDENT Monsieur Franck PIA

PRESENTS Franck PIA - Lionel CHISS - Isabelle SOULA - Anne-Françoise LEBRETON - Charles LOCQUET - Corinne FOURCIN - Jacqueline MÉNOUBÉ - Mamadou LY - Farida TIMMERMAN - Monette-Simone VASSEUR - Caroline CAYEUX - Catherine THIEBLIN - Jacques DORIDAM - Ali SAHNOUN - Cédric MARTIN - Christophe GASPART - Peggy CALLENS - Charlotte COLIGNON - Ludovic CASTANIE - Joséé MARINHO - Vanessa FOULON - Victor DEBIL-CAUX - Thierry AURY - Dominique CLINCKEMAILLIE - Grégory NARZIS - Leïla DAGDAD - Mehdi RAHOUI - Claire MARAIS-BEUIL - Marie-Christine BAUDIN CHENU - Philippe ENJOLRAS

SUPPLEANTS

ABSENTS Excusée : Marianne SECK

POUVOIRS Sandra PLOMION à Caroline CAYEUX - Yannick MATURA à Victor DEBIL-CAUX - Jérôme LIEVAIN à Franck PIA - Philippe VIBERT à Lionel CHISS - Patricia HIBERTY à Jacqueline MENOUBE - Guylaine CAPGRAS à Anne-Françoise LEBRETON - Frédéric BONAL à Jacques DORIDAM - Loïc BARBARAS à Ludovic CASTANIE - Halima KHARROUBI à Farida TIMMERMAN - Antoine SALITOT à Isabelle SOULA - Mamadou BATHILY à Grégory NARZIS - Mohrad LAGHRARI à Dominique CLINCKEMAILLIE - Hatice KILINC-SIGINIR à Thierry AURY - Roxane LUNDY à Philippe ENJOLRAS

Date d'affichage	26 décembre 2024
Date de la convocation	13 décembre 2024
Nombre de présents	30
Nombre de votants	44

Le secrétaire désigné pour toute la durée de la séance est M. Victor DEBIL-CAUX

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0242

Rapport de situation en matière de développement durable de la ville de Beauvais – année 2023-2024

M. Victor DEBIL-CAUX, Conseiller municipal

La loi Grenelle II impose aux collectivités et aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de plus de 50 000 habitants de procéder à l'élaboration d'un « rapport de situation en matière de développement durable ».

Le législateur impose la présentation du rapport développement durable en amont du débat sur le projet de budget. La loi n'impose pas le vote. En revanche, le texte impose une délibération du conseil établissant ainsi la présentation publique du rapport.

L'intégralité du rapport est transmise à l'ensemble des élus.

L'organisation du rapport :

Le rapport dresse le bilan des principales activités de situation en matière de développement durable entre octobre 2023 et septembre 2024, relatives à l'exercice. Ces dates ont été choisies afin de permettre une étude plus claire et actuelle des événements, et ainsi constituer un guide lors du débat sur le projet de budget.

Une démarche de développement durable exige la prise en compte des enjeux des quatre « piliers » de développement durable dans chaque politique et action : environnement, social, économie et gouvernance.

Le rapport de situation en matière de développement durable de la ville de Beauvais de l'année 2023-2024 liste les nouvelles actions, l'avancement des programmes pluriannuels et les actions courantes pour chaque finalité du développement durable comme défini par l'article L. 110-1 du code de l'environnement afin de faire le « bilan des politiques publiques, orientations et programmes mis en œuvre sur le territoire », comme indiqué dans le décret.

Les cinq finalités sont :

- La lutte contre le changement climatique ;
- La préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources ;
- L'épanouissement de tous les êtres humains ;
- La cohésion sociale et solidarité entre les territoires et les générations ;
- La transition vers une économie circulaire.

La loi prévoit la présentation du rapport sans donner lieu à un vote. Toutefois, afin d'attester de la présentation effective du rapport au conseil municipal, il convient que cette présentation fasse l'objet d'une délibération spécifique.

Il est proposé au conseil municipal de prendre acte du rapport d'activité et de situation en matière de développement durable des années 2023 et 2024.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville durable et responsable » réunie le 10 décembre 2024.

Après en avoir débattu, le CONSEIL MUNICIPAL, décide de prendre acte du rapport de situation en matière de développement durable de la ville de Beauvais – année 2023-2024.

1 – RAPPORT DE SITUATION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA VILLE DE BEAUVAIS – ANNÉE 2023-2024

M. DEBIL-CAUX : Tout comme au Conseil Communautaire, je vais, cette fois-ci, vous exprimer cinq actions de la Ville, spécifiquement de la Ville, sur les 5 piliers du développement durable.

Le premier pilier, la lutte contre le changement climatique. Alors, à chaque fois, ce sont des exemples qui sont plus ou moins importants, mais souvent ce sont des exemples qui sont méconnus et qui méritent d'être portés à la connaissance de tous et du public. La lutte contre le changement climatique. Alors là, pour le coup, c'est un exemple qui est bien connu, c'est le réaménagement du centre-ville, avec l'intégration des critères de durabilité en développant des zones végétalisées, des espaces de fraîcheur. Dans la préservation de la biodiversité des milieux et des ressources, nous avons formé 350 agents à la fresque du climat depuis son lancement, dont l'épanouissement de tous les êtres humains. La plateforme de réussite éducative pour tous a accueilli 340 enfants au parcours cette année. Quant à l'accompagnement à la parentalité, La Bulle a accueilli 4 400 familles dans leurs locaux cette année, contre 4 100 l'an passé.

Pour la cohésion sociale solidarité entre les territoires et les générations, on va prendre l'éducation, la citoyenneté avec l'organisation d'un rallye citoyen entre six équipes de jeunes de 8 à 14 ans pour promouvoir la citoyenneté, le vivre ensemble et l'engagement, en organisant des visites avec des acteurs institutionnels, associatifs et culturels du territoire.

Sur le pilier transition vers une économie circulaire. Les ateliers d'éco-construction à l'Écospace que nous faisons régulièrement ; cette année c'étaient des ateliers construction sur la découverte des enduits de terre crue, qui ont mobilisé 45 personnes.

Il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte du présent rapport pour les années 2023 et 2024.

MME CLINCKEMAILLIE : Merci Monsieur le Maire. J'ai quelques remarques sur ce rapport. Je vais commencer par saluer l'installation de la fontaine à eau, rue Saint-Pierre, dans le cadre de la piétonisation du centre-ville. Ce point d'eau, effectivement, ne figurait pas dans les plans initiaux présentés en Commission. Et les points d'eau, vous le savez, participent à l'efficacité des îlots de fraîcheur, au même titre que les arbres. Donc je remercie Monsieur LOCQUET qui présidait cette Commission et qui m'a écoutée et qui a inclus cette fontaine à eau dans la réhabilitation de la rue Saint-Pierre.

Page 12 du rapport, vous annoncez la pose de panneaux photovoltaïques sur le toit de la piscine Bellier. Or, il me semble, sauf erreur de ma part, que ce n'est pas encore fait. D'ailleurs, page 250 du dossier, dans le Rapport d'Orientations Budgétaires, suite aux regrettables baisses du Fonds vert, il est indiqué que cette installation pourrait être concernée. Donc, je m'étonne de voir cette phrase dans le rapport, puisque les panneaux n'ont pas été installés à ce jour.

Page 14, vous évoquez les économies d'énergie réalisées grâce au plan de sobriété énergétique. Alors j'aime à penser que ces actions ont également un but écologique, ce que vous n'avez pas manqué de mettre en avant, Monsieur le Maire, lors du lancement de ce plan.

MME CLINCKEMAILLIE : Il s'agit, en effet, de protéger la biodiversité, en luttant contre la pollution lumineuse et de protéger les ressources. Les bâtiments communaux sont bien éteints à partir de 23h00, suite au travail du groupe auquel je participe. Par contre, les bâtiments qui appartiennent au Département, ne le sont pas ; ils restent allumés toute la nuit. Ce sont pourtant les efforts de tous, conjoints, qui auront un impact sur l'environnement. Les actions isolées ne suffisent pas. Monsieur le Maire, vous qui siégez au Conseil Départemental, ne pouvez-vous pas alerter sur ce point et demander que des efforts soient faits par le Département sur le périmètre de la ville que vous dirigez, et que soient éteints, la nuit, les très nombreux candélabres de l'Hôtel du Département, par exemple ?

Page 15 du rapport, les objectifs annoncés pour le vélo et la part modale du vélo manquent vraiment d'ambition. À l'horizon 2030, passer de 1 % à 4 % et en 2050 à 8 %, alors que les chiffres au niveau national sont déjà aujourd'hui de 5 % et qu'en Belgique, par exemple, c'est 15 %, sans parler évidemment du Danemark qui est à 30 % ou des Pays-Bas à 43 %. Donc 4 % en 2030, ça me semble vraiment très peu ambitieux.

Il y a aussi quelques absences dans ce rapport et je finirai par cela. L'aéroport, bien sûr, qui n'est pas mentionné, comme s'il ne s'appelait pas depuis son origine l'aéroport de Beauvais-Tillé et aujourd'hui, Paris-Beauvais. Il impacte les habitantes et les habitants de Beauvais. Il fait partie de l'environnement sonore des habitants de Beauvais, de leur quotidien. Il a un impact sur les rejets de CO2 dans le ciel beauvaisien et cet impact ne va pas s'arranger avec le doublement du trafic. Bref, il est beauvaisien et devrait, au moins, être mentionné dans ce rapport.

Autre absente, la cantine scolaire. Je ne reviendrai pas sur ce que j'ai dit au Conseil d'Agglomération, mais pour résumer, à la cantine, à Beauvais, les enfants mangent du plastique. Les repas, aussi bons soient-ils, bios parfois, et je tiens à saluer d'ailleurs les efforts qui ont été faits sur ce sujet, sont réchauffés dans des bacs en plastique. La loi, pour protéger la santé des enfants, impose la fin du plastique dans les cantines à partir de janvier 2025. Mais janvier 2025, c'est demain. C'est un enjeu de santé publique. La Ville a organisé un rendez-vous santé sur le thème des perturbateurs endocriniens. Vous connaissez donc leurs effets délétères. Les substances contenues dans les plastiques sont des perturbateurs endocriniens. Agissez donc concrètement pour protéger la santé des enfants. Mettez en œuvre la loi, tout simplement.

Merci de m'avoir écoutée.

M. LE MAIRE : Mes collègues, éventuellement, compléteront. Concernant les problèmes que vous soulevez sur la sobriété énergétique et par rapport, effectivement, à l'éclairage des bâtiments. C'est vrai que, avec Charles, nous ferons le relais auprès de la Présidente du Conseil Départemental pour que, en effet, on puisse.... Je suis même d'ailleurs étonné, puisqu'il y a un plan de sobriété justement au niveau du Conseil Départemental. Donc, vous voyez, comme quoi, tout peut être encore améliorable. Et on ne manquera pas de communiquer cette information, je vous en remercie d'ailleurs.

Concernant la question de la progression que vous trouvez un peu lente des mobilités, enfin de la bicyclette, de l'usage du vélo dans la ville, passant de 1 à 4 à 8 %, je le conçois, c'est vrai qu'on doit pouvoir s'améliorer. Il ne vous a pas échappé quand même qu'on avait un programme par rapport, notamment, à la multiplication des voies douces, en espérant que cela soit suffisamment convaincant pour que nos concitoyens utilisent le vélo.

M. LE MAIRE : J'y crois, moi. Mais vous savez qu'on a aussi un sujet dans cette ville, c'est l'étroitesse des rues, qui est un vrai problème pour multiplier les voies cyclables, puisqu'on a des rues très étroites. Et, c'est vrai qu'avec la question du stationnement des véhicules, c'est toujours un peu compliqué. On avait déjà eu l'occasion d'échanger, Madame CLINCKEMAILLIE, sur le sujet.

Concernant l'aéroport, sur ce point de vue, on est complètement transparent, je me tourne vers la Présidente de la Communauté d'Agglomération, concernant le P.C.A.E.T., où on a totalement indiqué les questions de rejet de gaz à effet de serre par rapport à l'aéroport.

Et puis, sur la cantine scolaire, je me tourne vers ma collègue Anne-Françoise. Je vais d'ailleurs lui laisser la parole. Mais peut-être que Victor a des éléments à ajouter à ce que j'ai dit, par rapport à d'autres éléments d'intervention de Madame CLINCKEMAILLIE.

M. DEBIL-CAUX : Ce que je peux ajouter sur le vélo, on a, au niveau national, une préoccupation, la trottinette augmente beaucoup plus vite que le vélo et dépasse même le vélo. Du coup, on est en train de modifier nos aménagements, de modifier aussi notre politique et notre réflexion au sein de ce qu'on appelait le Covex, maintenant qui s'appelle..., on a décidé de changer de nom en Club. Et on réfléchit donc désormais aux aménagements qui sont trottinettes compatibles. Alors, c'est malheureusement quelque chose que l'on ne mesurait pas jusque-là, la trottinette. C'est quelque chose que nous allons mesurer de plus en plus parce que, sur Beauvais, sur des comptages qui sont très partiels, on note vraiment l'augmentation très forte de la trottinette. Et donc le mix que nous pensions à l'origine et quand nous avons créé ces plans, qui était un mix piétons-vélos-voitures-transports en commun, va être modifié par un mix piétons-trottinettes-vélos-voitures-transports en commun.

M. LE MAIRE : Merci Victor de ces compléments d'information.

MME LEBRETON : Oui Madame CLINCKEMAILLIE, je ne peux que vous rejoindre sur l'enjeu de santé publique ; ça me parle, je travaille dans la santé, donc je ne peux pas ignorer cet enjeu. Lorsque vous dites « il faut juste tout simplement appliquer la loi », ce n'est pas aussi évident, parce que ça engage énormément de transformations structurelles sur notamment l'U.P.C., sur la gestion du stockage du propre, du sale, sur le transport des plats préparés. Donc l'enjeu, il est là. On a, depuis 15 jours, un nouveau directeur, qui est arrivé à l'U.P.C., où sa mission, je dirais, principale est celle-ci, c'est de retirer le plastique. J'étais en réunion encore hier sur ce sujet-là avec d'autres collectivités, pour voir ce qui est le plus adapté. Il ne suffit pas juste de changer les bacs et de passer du plastique à l'inox. Il y a énormément d'autres enjeux qu'il faut qu'on prenne en cause. Et donc, on est en train de retravailler tout ça. On retravaille aussi avec les équipes, puisque c'est un changement radical de pratiques et on doit aussi être vigilant sur tout ce qui est troubles musculo-squelettiques, sur le port des bacs en inox, qui sont durs. On a pas mal d'agents qui sont d'une... pas de petite taille, mais beaucoup de femmes et qui nous disent leur inquiétude de devoir porter... Donc on est en train de séquencer aussi toute cette chaîne qui va de la production jusqu'à la livraison. Et donc on a commencé ce travail.

MME LEBRETON : Alors, je sais l'échéance du 1^{er} janvier, mais pour avoir échangé avec des personnes du Ministère, il y aura cette année de transition et de tolérance et on est déjà engagé dans cette transformation pour retirer le plus possible le plastique. On a quelques pistes déjà. On a des points d'étapes qui seront faits tous les mois avec Monsieur BRUN, qui est notre nouveau Directeur, avec des propositions à faire et puis avec certainement des lieux où on va tester des choses, parce qu'on voit qu'il y a pas mal de..., enfin, il y a un éventail de solutions aussi qu'il faut qu'on adapte à notre structure, à ce qu'on a déjà mis en place. On a des changements de fours. Et puis, il y a un budget aussi derrière, peut-être que Monsieur CHISS va en parler tout à l'heure, mais où on a vraiment budgété quelque chose d'important pour se lancer dans cette transition pour retirer le plastique et notamment travailler sur cette partie chauffe, puisque c'est essentiellement cette partie qui est embêtante, puisque ces molécules transpercent ; mais également dans la vinaigrette, puisque ça passe aussi du plastique.... Il y a énormément de choses et on est vraiment sur le sujet et on a fortement conscience, et pour avoir aussi échangé avec Isabelle SOULA sur cet enjeu de santé publique et pris à bras-le-corps ce sujet, qu'on n'a pas pu faire avant, il faut être honnête, il y a eu le Covid, il y a eu plein de sujets. Mais là, on l'a vraiment pris à cœur et, avec Monsieur BRUN, je pense qu'on aura des propositions très rapidement à faire et à essayer de mettre en place sur le terrain.

M.LE MAIRE: Je confirme que la restauration scolaire est une priorité et, ayant moi-même rencontré le nouveau Directeur de la restauration, c'est en préambule ce que je lui ai dit.

MME CLINCKEMAILLIE : Oui, merci Madame LEBRETON. Je trouve que c'est très bien que vous ayez pris les choses à bras-le-corps. Bon, je regrette qu'il n'y ait peut-être pas eu d'anticipation, puisque la loi..., enfin, on le sait depuis quand même quelques années que ça va arriver au 1^{er} janvier 2025. Donc, voilà, peut-être juste ce petit bémol au niveau de l'anticipation. Et puis, j'ai appris récemment que la Métropole, enfin la ville d'Angers, qui compte 157 000 habitants, donc c'est quand même énorme, avait réussi à supprimer complètement le plastique de sa cantine. Donc je pense qu'il y a peut-être un petit benchmark à faire avec eux. Par rapport aux vélos, Monsieur PIA, je sais que le plan vélo, le Gouvernement l'a réduit à peau de chagrin, à 0 €. Est-ce qu'il va y avoir, du coup, des impacts par rapport au projet que vous aviez mis en place ?

M. DEBIL-CAUX : Quand on a fait les projets, on n'a pas compté sur les subventions de l'État. Donc, s'il y en a, ce n'est que du bonus. Mais dans les budgets que nous avons inscrit pour, en particulier, faire la Trans'Oise dans Beauvais, parce que c'est ça notre grosse partie du projet et d'ailleurs, vous avez vu, on a un petit peu embêté les Beauvaisiens en bloquant, pour la bonne cause, au niveau de la rue et au niveau du pont à l'îlot Saint-Symphorien pour faire les sondages pour l'installation de la passerelle de la Trans'Oise. Donc, si on a des subventions, effectivement, si on a un nouveau plan vélo, on en profitera. Mais ce n'est pas inscrit dans nos budgets.

M.LE MAIRE : Il est vrai que dans les projets, maintenant, il faut apprendre à se passer des subventions de l'État. Il faut être prudent. S'il n'y a pas d'autres questions. On ne vote pas ce rapport, on en prend acte.

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0305

Rapport 2023 sur la situation en matière d'égalité Femmes-Hommes

MME. Jacqueline MENOUBÉ, Maire Adjointe

La loi 2014-873 du 4 août 2014 et 2019-828 du 6 août 2019 imposent aux communes et EPCI de plus de 20 000 habitants, préalablement aux débats sur le projet de budget, de présenter un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la commune et les politiques qu'elle mène sur son territoire.

Le rapport sur la situation en matière d'égalité entre les hommes et les femmes présenté comprend ainsi quatre parties :

1. La première partie du rapport fait état des diagnostics sur la situation en matière d'égalité femme-homme identifiant les freins à l'égalité.
2. La seconde partie présente les actions de sensibilisation et de formation mises en œuvre.
3. La troisième partie expose les dispositifs de prévention et les actions menées pour lutter contre les inégalités de genre, les comportements et les violences sexistes.
4. La quatrième partie aborde l'égalité professionnelle comme priorité des ressources humaines.

Ce rapport n'est pas suivi d'un vote, cependant, il convient qu'il fasse l'objet d'une délibération spécifique.

Il est proposé au Conseil Municipal de prendre acte du rapport annuel 2023 sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville durable et responsable » réunie le 10 décembre 2024.

Après en avoir débattu, le CONSEIL MUNICIPAL, décide de prendre acte du rapport 2023 sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes.

2 – RAPPORT 2023 SUR LA SITUATION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

MME MENOUBE : En effet, nous avons obligation de présenter ce rapport préalablement au débat sur le projet de budget. Et le rapport que vous avez en annexe comprend quatre parties. La première partie du rapport fait état des diagnostics sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes, identifiant les freins à cette égalité. La seconde partie présente les actions de sensibilisation et de formation mises en œuvre. La troisième expose les dispositifs de prévention et les actions menées pour lutter contre les inégalités de genre, les comportements et les violences sexistes. Et la quatrième aborde l'égalité professionnelle comme priorité des ressources humaines.

Une petite synthèse des actions mises en œuvre sur Beauvais. Donc, la lutte contre l'invisibilisation des femmes avec deux noms féminins donnés à des rues ou lieux publics. La lutte contre les violences faites aux femmes par un soutien aux associations. En effet, on a versé près de 164 000 € aux associations qui portent ces sujets. Déploiement de l'application UMay qui succède au dispositif Angela. Nous avons signé une convention par rapport à cette application, qui est gratuite, et qui peut permettre à une personne qui se sent en insécurité de partager sa localisation en temps réel, de signaler un danger ou alors de se réfugier dans un lieu sûr et à proximité. On a aussi fait deux expositions interactives du centre de ressources. Les dispositifs de soutien à la parentalité, sachant qu'à La Bulle nous recevons les parents dans ce sens et qu'on constate que la présence des femmes est plus nombreuse que celle des hommes. Il y a eu, sur la ville, 7 demandes de congés paternité. Et puis une action de sensibilisation envers les agents par une conférence interactive et une exposition sur la mixité des métiers dans le hall de l'Hôtel de Ville. Ce rapport n'étant pas suivi d'un vote, il convient cependant qu'il fasse l'objet d'une délibération spécifique.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de prendre acte du rapport annuel 2023 ; ce rapport a été présenté pour information à la Commission Ville durable et responsable, réunie le 10 décembre 2024.

MME MARAIS-BEUIL : Oui, merci Monsieur le Maire. Merci pour ce rapport. J'aurai quand même quelques petites questions et quelques demandes pour les rapports futurs. Je pense qu'effectivement, dans ce rapport, on constate plusieurs choses. Ce qui me gêne, c'est que, après le constat..., enfin, on a des chiffres mais on n'essaie pas d'analyser pourquoi il existe encore des disparités et je pense que c'est en analysant les raisons qu'on pourra avancer et faire mieux l'année d'après.

Ma première question viendrait par rapport à votre tableau en page 28 et au descriptif sur l'intégration des femmes dans différents chantiers. Et dans votre tableau, vous nous marquez le taux de sorties dynamiques des chantiers. C'est un taux global, c'est-à-dire hommes-femmes ou que pour les femmes ? Auquel cas, si ce n'est que pour les femmes, comment explique-t-on cette baisse très importante en 2023 ? Puisque, en 2018, le taux de sorties dynamiques est à 45 % et 2023, on tombe à 27 ; donc il doit y avoir un petit problème. A-t-on cherché les raisons de cette diminution sur 2023 ?

MME MARAIS-BEUIL : Ensuite, en page 38 de votre rapport, nous voyons que des écarts de rémunération, autant sur l'Agglomération, elles sont parfaites, il y a une parfaite égalité de rémunération entre les hommes et les femmes et je dois dire que c'est une très belle avancée ; c'est parfait. Il existe encore quelques différences au niveau de la Ville, bien plus prononcées d'ailleurs dans la catégorie C, puisque les écarts de rémunération peuvent atteindre 10 %. Connaît-on et avez-vous fait l'analyse de ces raisons qui font que, à la ville de Beauvais, on a encore des disparités sur les revenus entre les hommes et les femmes. C'est important, puisque là, visiblement l'Agglo a résolu ce problème. Donc, on doit pouvoir le faire aussi et je tenais donc à féliciter l'Agglomération. Mais, de même, quand on regarde les dix plus grosses rémunérations, sur la ville de Beauvais, en 23 on a encore une disparité importante ; 2022, il y avait 3 femmes pour 7 hommes ; 2023, on a encore 3 femmes pour 7 hommes. Et en 2019, il y avait 3 femmes pour 7 hommes. On voit qu'il y a encore à faire. Avez-vous prévu des plans afin de résoudre ce problème ? Je pense que ce serait important. Et puis sur plein d'autres petites actions, qui sont très importantes, l'accueil au commissariat. Il n'y a pas de chiffres, il n'y a pas de comparaisons avec les années précédentes et je pense que ce serait bien de pouvoir voir l'évolution des choses. Comment se passe l'accueil, par exemple, des femmes au commissariat ? Est-ce qu'on les accueille..., est-ce qu'elles viennent plus facilement ? Est-ce qu'on regarde le nombre ? Est-ce qu'il augmente ?

Enfin, il nous manque quelques petites données pour pouvoir faire un pas supplémentaire et aller vers cette totale égalité hommes-femmes. Je pense qu'on est sur la bonne voie mais on a encore des petites choses à faire. Et je tenais à vous remercier, parce que j'avais demandé qu'on puisse regarder, sur la ville, s'il y avait des hommes qui prenaient leurs congés de paternité. Et visiblement, il y en a eu 7. Ce n'est peut-être pas encore assez. Il y a peut-être encore des choses à faire, si on veut vraiment aller vers une égalité totale.

MME CAYEUX : Oui, Madame BEUIL, merci pour vos compliments sur l'Agglo. Mais, je pense qu'il ne faut pas non plus caricaturer le nombre de femmes par rapport au nombre d'hommes. Il y a des femmes qui occupent des postes depuis longtemps, d'autres qui arrivent plus spontanément et puis, à la Ville, il y a des postes qui sont occupés depuis très longtemps par des hommes. Vous comprendrez qu'on ne va pas les mettre à la retraite anticipée, sous prétexte qu'il faut rééquilibrer femmes et hommes. Donc, il y a aussi des postes pour lesquels il n'y a jamais de candidatures féminines. D'autres, au contraire, jamais de candidatures masculines. Mais nous avons une certaine vigilance et c'est vrai, je l'apprécie d'ailleurs, puisque j'ai nommé Samira MOULA comme Directrice Générale des Services, et je crois qu'elle avait fait une longue carrière à la Ville et à l'Agglo et donc elle était parfaitement compétente pour occuper ce poste. Mais ça n'est pas toujours aussi évident. Donc, ayez la compréhension, finalement, de ceux qui sont salariés, qui ont des postes et qu'on ne va pas remercier sous prétexte qu'il faut équilibrer les hommes et les femmes.

MME MENOUBE : Oui, je prends note, merci Madame BEUIL, de toutes vos remarques. Je prends note et puis nous vous enverrons par courrier des réponses sur toutes les questions que vous avez posées.

M. LE MAIRE : Par rapport, quand même, aux différentes observations que vous avez faites, Madame BEUIL, moi je voulais vous dire, les inégalités salariales entre les femmes et les hommes, c'est un sujet qui est récurrent. Régulièrement, vous posez, ou d'autres élus, le problème, et d'ailleurs, les réponses, elles sont dans le rapport. Etant donné qu'en effet, on observe que souvent, et ça ce sont encore des représentations sociales, si je puis dire, les femmes vont plutôt vers les métiers qui sont plutôt sociaux. On voit bien qu'il y a une surreprésentation des agentes dans les services sociaux. Et malheureusement, c'est vrai qu'il y a des écarts de rémunération entre les services techniques, où on constate qu'il y a beaucoup plus d'hommes. Et dans les services techniques, les rémunérations sont, effectivement, notamment au niveau des catégories B, plus élevées, parce que c'est vrai que la question aussi du recrutement est compliquée dans les services techniques, beaucoup plus qu'elle ne l'est dans les services sociaux. Il y a cette raison, mais ce n'est pas l'unique raison. Et d'ailleurs, je dois vous dire que parmi les agents des services techniques, notre Directeur Général des Services Techniques, qui est derrière moi, est une femme. Donc vous voyez, là aussi, il y a un vrai effort dans le recrutement pour que sur des emplois qui ont plutôt la réputation d'être pour les hommes, nous puissions rééquilibrer et embaucher des femmes, à compétences, bien évidemment, égales. Je n'ai pas terminé Madame BEUIL.

Il y a un autre sujet aussi, c'est la question que beaucoup plus de femmes travaillent à temps partiel, ce qui peut aussi expliquer des écarts de rémunération et ce sont, là aussi, souvent les femmes qui ont des congés parentaux, plutôt que les hommes ; bien que pourtant, je sais qu'il y a eu des communications qui ont été faites sur, à la fois par rapport au temps partiel et sur le congé parental, pour expliquer notamment sur le temps partiel que la question aussi, c'est que quand on se met à temps partiel, après, forcément, on accuse le coup au niveau de la retraite. Et ça, c'est vrai aussi que dans les décisions que les agents ont à prendre de se mettre à temps partiel, et malheureusement qui concerne plus souvent les femmes, c'est aussi un sujet sur lequel on doit travailler avec les agents.

Je peux vous assurer, en tout cas, je suis quand même très heureux de la qualité de ce rapport. On peut toujours améliorer les choses et, bien évidemment, sur d'autres points que vous avez évoqués, notamment sur la question des chantiers d'insertion. Pour le coup, vous avez raison, j'étais un peu surpris qu'il y ait une telle baisse, mais il y a une raison certainement technique qu'on pourra vous expliquer.

MME MARAIS-BEUIL : J'entends toutes vos observations et je pense que vous avez entièrement raison. Simplement, il serait important à ce moment-là qu'on ait quelques tableaux supplémentaires. Par exemple, la comparaison entre les salaires hommes-femmes aux services techniques ou dans le social, déjà on aurait une approche beaucoup plus juste. Et puis avoir une répartition des temps partiels, voir un peu comment les femmes les prennent par rapport aux hommes. Avoir, en fait, une analyse un petit peu plus fine des raisons et des rémunérations au sein de la collectivité, cela nous permettrait de prendre le recul suffisant pour l'analyse.

M. LE MAIRE : Par définition, les salaires, la grille indiciaire, elle est la même pour les femmes comme pour les hommes, on est bien d'accord. Il ne faut pas qu'il y ait de confusions par rapport à cela. J'ajoute qu'il y a aussi un élément important, c'est que souvent, dans les services techniques, c'est le cas aussi d'ailleurs au niveau du personnel des agents municipaux, il y a beaucoup d'heures supplémentaires, qui fait que forcément, ça augmente la rémunération moyenne des agents par rapport à d'autres services où il y a moins d'heures supplémentaires. Et, naturellement, ça concerne souvent les services techniques où il y a plus d'employés hommes, qui sont effectivement à la tâche.

M. ENJOLRAS : Oui, merci Monsieur le Maire. Juste une question. Est-ce que dans nos appels d'offres, au-delà de la clause d'interdiction de soumissionner, je crois qui est contenue dans la loi de 2014, on a des conditions sur la politique ? Est-ce qu'on demande aux entreprises qui soumissionnent quelle est leur politique en matière d'égalité hommes-femmes et est-ce qu'éventuellement, on en tient compte, d'une manière ou d'une autre, pour octroyer des marchés ? Et donc, si non, est-ce qu'on pourrait justement le faire ?

M. LE MAIRE : A priori, juridiquement, ça poserait quelques problèmes me dit-on.

M. ENJOLRAS : Oui mais, une fois qu'on règle le problème juridique, je pense que c'est quelque chose qui ne coûte rien en plus. Je veux dire, c'est au moins une condition pas chère.

M. LE MAIRE : Vous savez que la commande publique, elle est très réglementée et a priori, ce n'est pas un critère qu'il est possible de prendre en compte. On applique la loi. Par contre sur les recrutements, quand nous faisons des recrutements, c'est un sujet aussi que l'on regarde de très près pour qu'il y ait ce rééquilibrage sur certains métiers qui sont plutôt orientés vers les hommes habituellement. On essaie justement de faire en sorte d'employer des femmes et ça c'est aussi un élément de notre volonté vraiment de faire ce rééquilibrage.

MME COLIGNON : Oui, je voulais simplement intervenir pour déjà remercier les collègues pour leurs remarques. Et Madame BEUIL, vous avez pu constater que ces remarques nous font grandir dans le rapport. Vous n'êtes pas la seule ; Madame CLINCKEMAILLIE nous fait aussi souvent des remarques sur le rapport égalité femmes-hommes. Donc, c'est pour ça, on n'est pas du tout dans l'optique de cacher des choses. Quand on entend que vous voulez des informations supplémentaires et du détail supplémentaire et d'aller creuser un peu plus dans le détail par rapport aux services, il faut rester aussi dans l'anonymat des informations. Donc, aller trop profondément dans le détail pourrait cibler un peu des services plus précisément et avoir trop d'informations précises qui pourraient être problématiques.

Et enfin, il y a les chiffres qu'on voit dans ce rapport et il y a ce qu'on ne voit pas. Ce qu'on ne voit pas, c'est l'avancée considérable de la cause de l'égalité femmes-hommes au niveau de la collectivité et au niveau de l'Agglo. Aujourd'hui, on a des agents et des agentes qui sont très engagés sur le prochain plan ; ma collègue en parlera.

MME COLIGNON : Et on a eu beaucoup de propositions concrètes de nouvelles actions et, ça aussi, c'est quelque chose qui est à souligner. Aujourd'hui, c'est un sujet qui n'est plus un nouveau sujet. C'est un sujet qui est dans la tête et dans l'esprit de tout le monde et en premier lieu de notre Maire. Je voulais vous assurer de notre volonté à améliorer ce rapport progressivement qui, je le rappelle, est un rapport de 2023.

M. LE MAIRE : S'il n'y a pas d'autres questions, merci pour vos interventions.

Mes chers collègues, je vous propose de passer au rapport n° 3. Ça fait lien avec le plan égalité femmes-hommes, cette fois-ci 2025-2027.

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0304

Plan égalité Femme-Homme 2025-2027

MME. Jacqueline MENOUBÉ, Maire Adjointe

L'article 80 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit que les collectivités territoriales et EPCI de plus de 20 000 habitants élaborent et mettent en œuvre un plan d'action pour assurer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Ce plan d'action doit comporter au moins des mesures visant à :

- Évaluer, prévenir et, le cas échéant, traiter les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.
- Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes.
- Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale.
- Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique.

La Ville de Beauvais s'inscrit dans une démarche plus volontariste de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, tant en interne avec sa politique de gestion des ressources humaines, que dans le développement de ses politiques publiques.

Le 16 novembre 2020, la Ville de Beauvais signait la charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale, élaborée par le Conseil des Communes et Régions d'Europe.

Le 17 décembre 2020, le conseil municipal adoptait le plan d'actions 2021-2023 pour l'égalité entre les femmes et les hommes, prorogé jusqu'en 2024.

Celui-ci arrivant à échéance, il convient donc d'adopter un nouveau plan triennal pour la période 2025-2027. Ce second plan a été simplifié dans sa forme mais s'inscrit dans la continuité du précédent plan. Il est décliné au travers de 37 fiches structurées autour de deux grandes orientations : un volet politiques publiques et un volet gestion des ressources humaines.

Il est donc proposé au conseil municipal d'adopter le plan d'actions 2025 – 2027 pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville durable et responsable » réunie le 10 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à l'unanimité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 44

3 – RAPPORT 2023 SUR LA SITUATION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

MME MENOUBE : Merci Monsieur le Maire. En fait, nous avions un plan qui se terminait en 2023, que nous avons dû proroger jusque fin 2024. Et donc, nous devons vous présenter un nouveau plan égalité femmes-hommes qui part de 2025 à 2027.

Ce plan doit comporter des mesures visant à évaluer, prévenir, traiter les écarts de rémunérations entre les femmes et les hommes, doit permettre de garantir leur égal accès au cadre d'emploi, grades et emplois de la fonction publique territoriale, doit favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale, et prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel, ainsi que les agissements sexistes.

Juste pour rappeler un peu l'étape de construction de nos divers plans. En novembre 2020, on a signé la charte européenne pour l'égalité. En décembre 2020, on a adopté le plan, qui se termine là, par le Conseil Communautaire, portant à la fois sur les actions ressources humaines et sur les politiques publiques. Le 17 décembre 2020, on a adopté ce même plan par le Conseil Municipal et en 2023, nous avons prorogé le plan d'un an.

Donc, le plan 2025-2027, lui, s'inscrit dans la continuité du plan qui vient de s'achever. Celui-ci a néanmoins été simplifié dans sa structure, dans sa structuration et comporte désormais 2 orientations, 1 volet politiques publiques et un volet ressources humaines, 10 axes thématiques, 37 actions par rapport au plan qui se termine, qui lui avait 30 actions et avait comme principe qu'une fiche égale une action et un pilote. De nouvelles actions vont donc émerger dans cette nouvelle mouture, notamment concernant la thématique de la santé. Les objectifs poursuivis permettront de faciliter la mise en œuvre effective des actions, de rendre le plan plus lisible et accessible et de permettre l'évaluation des actions. La gouvernance se modifie et sera portée par 4 délégations qui concernent celle de la prévention des violences faites aux femmes, portée par Madame PLOMION ; la solidarité et la santé ; portée par Madame SOULA ; et puis Charlotte COLIGNON et moi-même qui porterons le plan égalité femmes-hommes, elle à la C.A.B. et moi à la ville de Beauvais.

Ce partage politique est le reflet de la transversalité du dispositif que nous voulons mettre en place. Le portage est technique parce que, effectivement, le plan qui vient de se terminer a peut-être souffert, à un moment donné, d'un manque de structuration. Mais là, nous avons un chargé de mission lutte contre les discriminations au service prévention de la délinquance ; nous avons un référent au sein de la D.R.H. et une chargée de mission D.G.S. C.A.B., chargés du pilotage général de ce plan.

Il vous est proposé d'adopter ce plan d'action 2025-2027 pour l'égalité entre les femmes et les hommes ; d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint à adopter ce plan entre les femmes et les hommes.

Ce rapport a été présenté, pour information, à la Commission Ville durable et responsable.

M. LE MAIRE : Merci, est-ce qu'il y a des questions ? Pas de questions, je vais mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée à l'unanimité.

Le jeudi 19 décembre 2024 à 18h00

Le conseil municipal de la ville de Beauvais, dûment convoqué par monsieur le maire conformément aux dispositions de l'article L.2121-9 du code général des collectivités territoriales, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances.

PRESIDENT Monsieur Franck PIA

PRESENTS Franck PIA - Lionel CHISS - Isabelle SOULA - Jérôme LIEVAIN - Philippe VIBERT - Anne-Françoise LEBRETON - Charles LOCQUET - Corinne FOURCIN - Jacqueline MÉNOUBÉ - Mamadou LY - Farida TIMMERMAN – Monette-Simone VASSEUR - Caroline CAYEUX - Catherine THIEBLIN - Jacques DORIDAM - Ali SAHNOUN - Guylaine CAPGRAS - Frédéric BONAL - Cédric MARTIN - Christophe GASPART - Peggy CALLENS - Charlotte COLIGNON - Ludovic CASTANIE - Josée MARINHO - Vanessa FOULON - Victor DEBIL-CAUX - Thierry AURY - Dominique CLINCKEMAILLIE - Grégory NARZIS - Leïla DAGDAD - Mehdi RAHOUI - Claire MARAIS-BEUIL – Marie-Christine BAUDIN CHENU - Philippe ENJOLRAS

SUPPLEANTS

ABSENTS Excusée : Marianne SECK

POUVOIRS Sandra PLOMION à Caroline CAYEUX - Yannick MATURA à Victor DEBIL-CAUX - Patricia HIBERTY à Jacqueline MENOUBE - Loïc BARBARAS à Ludovic CASTANIE - Halima KHARROUBI à Farida TIMMERMAN - Antoine SALITOT à Isabelle SOULA - Mamadou BATHILY à Grégory NARZIS - Mohrad LAGHRARI à Dominique CLINCKEMAILLIE - Hatice KILINC-SIGINIR à Thierry AURY - Roxane LUNDY à Philippe ENJOLRAS

Date d'affichage	26 décembre 2024
Date de la convocation	13 décembre 2024
Nombre de présents	34
Nombre de votants	44

Le secrétaire désigné pour toute la durée de la séance est M. Victor DEBIL-CAUX

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0302

Rapport d'orientations budgétaires 2025

M. Lionel CHISS, Maire Adjoint

Vu l'article L2312-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) qui prévoit que dans les communes de 3500 habitants et plus, un rapport sur les orientations budgétaires est présenté par le maire au conseil au municipal dans les deux mois précédant l'examen du budget,

Vu l'article D2312-3 du CGCT qui précise les informations que doivent contenir le rapport sur les orientations budgétaires des communes et EPCI,

Vu le règlement intérieur du conseil municipal,

Vu le rapport d'orientations budgétaires ci-joint,

Considérant que la collectivité est tenue de réaliser un débat d'orientations budgétaires dans les deux mois précédant l'examen du budget,

Considérant que le vote du budget primitif 2025 sera soumis à l'examen du conseil municipal de février 2025,

Il est donc proposé au conseil municipal de prendre acte de la tenue du débat sur les orientations budgétaires pour l'année 2025.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville durable et responsable » réunie le 10 décembre 2024.

Après en avoir débattu, le CONSEIL MUNICIPAL, décide de prendre acte du rapport d'orientations budgétaires 2025.

4 – RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2025

M. LE MAIRE : Avant de laisser la parole à Lionel CHISS pour la présentation du Rapport d'Orientations Budgétaires, je souhaite vous faire part de l'état d'esprit qui m'anime au regard du budget qui se profile et vous dire quelles sont les directives que j'ai souhaité donner à Lionel CHISS et ses équipes pour la construction de ce budget 2025.

Je souhaite en effet que ce budget soit placé sous le signe de la protection des Beauvaisiens et de leur pouvoir d'achat. Cela se traduira par le maintien de tarifs raisonnables et adaptés à la situation sociale de notre Ville, je pense notamment au demi-tarif pour la cantine que nous maintenons, au tarif de 1 € la journée pour les transports en commun ou encore à la non-augmentation du taux communal des impôts locaux. Je souhaite également que des domaines fondamentaux de l'action municipale soient sanctuarisés budgétairement, à savoir les aides aux associations qui contribuent, on le sait bien, au lien social ; la petite enfance, l'éducation avec nos écoles et nos A.E.S.H. et l'action solidaire à travers, notamment, le plan de protection solidaire pour venir en aide aux plus fragiles et aux plus démunis. Je souhaite également maintenir les investissements prioritaires, avec des opérations de rénovation urbaine qui sont engagées sur les deux quartiers Argentine et Saint-Lucien, mais aussi le projet cœur de ville qui va se poursuivre bien évidemment. Le soutien à l'économie locale et à nos entrepreneurs, en lien, bien sûr, avec la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis. Et puis la sécurité qui doit rester la priorité et la première condition de notre qualité de vie au quotidien.

Sur les investissements, j'ai souhaité que nous soyons toujours aussi dynamiques, malgré le contexte, notamment pour ce qui concerne la rénovation urbaine, comme je viens de le dire, puisque nous avons tout de même 15 000 de nos concitoyens qui sont concernés par ce vaste chantier, qui vise à améliorer le quotidien des habitants, leur cadre de vie, leur logement. Je souhaite également que nous poursuivions nos efforts d'embellissement et de redynamisation du cœur de ville. Tous ces engagements sont sous-tendus par la volonté farouche de défendre les entrepreneurs du territoire, les entreprises qui créent des richesses, afin de ne pas casser la dynamique économique malgré, il faut bien le dire, une situation économique, aujourd'hui, difficile à l'échelle nationale. Mon ambition, c'est aussi de maintenir une activité économique, donc dynamique à Beauvais, car c'est la condition sine qua none de tout le reste.

Je voulais aussi vous dire que l'année 2025 sera pour Beauvais et les Beauvaisiens l'année de la culture, ça l'est au niveau du Département et c'est vrai qu'avec les 800 ans de la cathédrale, 2025 sera l'année de la culture également pour la ville de Beauvais, non seulement pour le Département, n'est-ce pas Corinne, avec les 800 ans de la Cathédrale. Et je tiens d'ailleurs à remercier les services de la culture qui sont à pied d'œuvre pour pouvoir vous présenter une programmation qui sera à la hauteur de cette grande dame de Beauvais, pour laquelle nous célébrerons cet anniversaire.

Voilà donc les quelques mots, mes chers collègues, que je souhaitais en préambule de l'intervention de Lionel, prononcer. Je te laisse la parole mon cher Lionel.

M. CHISS : Mes chers collègues, voilà venu, juste avant Noël, comme d'habitude, le temps du Rapport des Orientations Budgétaires, qui doit donner lieu à un débat, qui va nous permettre de dégager les pistes qui nous permettront de construire le budget de l'année suivante, que nous présenterons au mois de février, et qui nous permet aussi d'analyser la capacité financière de la collectivité à faire et à continuer à avancer.

Je voudrais d'abord exprimer ma gratitude à Monsieur le Maire pour la confiance, sans faille, qu'il m'accorde. Je souhaiterais également remercier tous mes collègues adjoints et élus de la majorité, pour leurs apports, leur bienveillance et leurs participations actives à l'élaboration de ce budget dans le cadre de ce Débat d'Orientations Budgétaires. Et évidemment, je remercie aussi tous les services, la Direction Générale, la Direction Financière et un salut particulier à Anne-Sophie FARDEL qui est derrière moi, tous les agents qui ont participé au processus budgétaire. J'ai pu, encore une fois, mesurer l'engagement total et la conscience de l'intérêt général qu'ils ont chevillés au corps.

Alors, quelques mots sur le contexte qui traverse ce rapport. Ça va être, je suis désolé, un peu une redite par rapport à ce qui a été dit la semaine dernière en Conseil Communautaire, mais c'est le jeu. 2024, effectivement, une année, où on le voit, encore, c'est tous les jours dans l'actualité, les finances publiques sont devenues un sujet politique. Tant mieux, il était temps, j'ai envie de dire. Avec une dette publique représentant 112 % du P.I.B., un déficit public dont on sait d'ores et déjà, même pour 2025 d'ailleurs, qu'il dépassera sans doute les 6 % du P.I.B., quelle que soit la loi de Finances qui sera votée à un moment ou à un autre. En l'état, avec la loi d'urgence, c'est plus de 6 % du P.I.B. Et du coup, nous, nous avons travaillé, évidemment, avec le projet de loi de Finances qui avait été exposé par le Gouvernement de Michel BARNIER et c'est ce projet de loi de Finances qui est intégré dans ce Rapport d'Orientations Budgétaires. Dans le délai que nous avons pour préparer les choses, c'était normal. Je ne peux que regretter la réponse qui est apportée à cet enjeu majeur, qui est la souveraineté et la compétitivité de la France, qui a été apportée pour ce projet de loi de Finances, puisque ce projet de loi de Finances, il s'attaquait aux deux moteurs de l'économie, les entreprises, dans un premier lieu, et les collectivités locales dans un second lieu, leur ponctionnant 5 milliards d'euros ; c'est ce qui était prévu dans le projet de loi de Finances. C'est pour le moment, comme je vous le disais, mis en pause dans le contexte politique national que nous connaissons tous. Ces réponses, effectivement, je pense que, aussi bien le Maire, que l'exécutif, que nous tous, nous les trouvons simplistes. Et pourquoi ? Tout simplement parce que, ici, nous, on se bat tous les jours aux côtés des Beauvaisiens, pour le développement de la Ville, pour les entreprises, pour l'emploi et pour l'usage le plus redistributif possible de l'argent public que nous collectons au travers de l'impôt, au travers de la fiscalité et au travers aussi des dotations de l'État. Alors oui, on se bat dans le contexte qu'on connaît depuis 4 ans, je l'ai dit la semaine dernière, de pandémies en crises inflationnistes sous fonds de tensions géopolitiques, d'incendies en inondations et on réussit le tour de force quand même de maintenir un budget extrêmement solide, comme en témoignent les conclusions du Cabinet KLOPFER que nous avons mandaté sur les deux collectivités, l'Agglomération du Beauvaisis et la ville de Beauvais, pour auditer notre situation financière sur la période 2018-2023.

M. CHISS : Quelques indicateurs très rapides pour témoigner de cette solidité. Un taux d'épargne brut du budget principal de 15,1 % en 2023, c'est ça notre force et notre capacité à faire et à conduire notre politique d'investissement, est supérieur à la moyenne de la strate des communes qui sont de même importance. Une fiscalité sur les ménages moins marquée que la moyenne, et ça c'est important de le dire, de le rappeler, sans augmentation pour le taux d'impôt sur le foncier bâti, le taux d'impôt communal sur les 15 dernières années. Et une capacité de désendettement à date du 31 décembre 2023 de 2,8 ans, c'est-à-dire extrêmement faible et là aussi très inférieure à la moyenne de la strate. Alors, je l'avais dit aussi la semaine dernière, ce sont toujours les bons élèves qui pâtissent des punitions collectives, c'est le cas pour la ville de Beauvais. Nous sommes, je pense pouvoir le dire, de bons élèves en matière de gestion et, pour autant, ce projet de loi de Finances nous sanctionne de près de 2,3 millions d'euros, à la fois en fonctionnement et en investissement, au travers de prélèvements sur nos recettes, de dépenses supplémentaires, notamment au travers des cotisations retraite de nos agents, de la baisse du F.C.T.V.A. qui intervient tant en fonctionnement mais surtout en investissement, ou encore de la baisse du Fond vert.

Alors, entendons-nous bien, je l'ai dit aussi, nous sommes tous d'accord pour contribuer au redressement financier du pays. Mais qui contribue plus que nous, élus locaux, déjà simplement parce que nous n'avons pas le droit de faire des déficits, c'est déjà la première chose. Une ville, une mairie n'a pas le droit de faire des déficits. Nous avons eu un endettement extrêmement faible et en plus, nous cimentons la République au travers de services publics que nous octroyons à nos concitoyens, à des tarifs extrêmement peu élevés et souvent en lieu et place de l'État et parfois, oserais-je le dire, malgré lui. Nous sommes, je crois, responsables. Nous faisons bon usage de l'argent public et nous n'avons pas de leçons à recevoir en la matière. La croissance reste et restera faible encore en 2025. D'ailleurs la Banque de France, depuis jeudi dernier, a revu ses prévisions à la baisse, de 0,3 points. Petite parenthèse sur ce sujet, il faut sortir des frontières de la France ; ce sujet n'est pas franco-français, c'est un sujet européen. Quand on voit la situation économique de l'Allemagne en ce moment, je pense qu'il faut aussi être capable d'avoir des positions transpartisanes et responsables en la matière. Le sujet, il est bien plus large, bien plus profond et la crise économique qu'on traverse en ce moment, elle est plus européenne que française. Mais, malgré tout, ça impactera notre croissance et, je pense qu'elle sera légèrement plus faible, malheureusement, que les hypothèses que nous avons prises au moment où nous avons travaillé sur ce Rapport d'Orientations Budgétaires. Les taux d'intérêt se détendent mais, sans doute, ne redescendent plus en dessous de 1 % comme ceux qu'on a connus il y a peu. Et socialement, on le voit bien, l'année 2025 restera difficile pour nos concitoyens, dans un contexte économique tendu.

Alors une fois qu'on a posé ce constat, les enjeux de ce débat sont très simples et sont les suivants. Poursuivre notre politique ambitieuse en faveur du développement de la Ville, malgré les difficultés que je viens d'énoncer. Protéger, c'est ce que m'a demandé le Maire, nos administrés et nos agents, notamment de l'accélération du réchauffement climatique et conserver nos marges de manœuvres financières pour l'avenir ; c'est vraiment ça qui est fondamental, dans un contexte aussi incertain et complexe. Dans ce contexte, le Maire m'a demandé, il l'a rappelé dans son propos liminaire, de construire un budget qui protège les Beauvaisiennes et les Beauvaisiens, c'est ce qui traverse ce rapport, et leur pouvoir d'achat, et aussi de sanctuariser un certain nombre d'éléments qu'il a rappelés.

M. CHISS : Je le rappelle très rapidement : le maintien de tarifs raisonnables et adaptés à la situation sociale de la Ville ; les aides aux associations ; la petite enfance et l'éducation ; l'action solidaire au travers, effectivement, du plan de protection solidaire pour venir en aide aux plus fragiles et aux plus démunis et je peux d'ores et déjà vous annoncer que nous proposerons une augmentation significative de la subvention versée au C.C.A.S. dans le cadre du budget ; le maintien des investissements prioritaires, avec notamment les politiques de rénovation urbaine ; le soutien à l'économie locale aux entrepreneurs ; et enfin, la sécurité, qui doit rester la priorité, la première condition de la qualité de vie au quotidien. C'est le mandat que m'a confié le Maire depuis le premier jour et vous pourrez compter sur moi pour répondre présent au travers de la préparation du budget.

Le contexte, en chiffres, rapide, je l'ai déjà évoqué. Une croissance annoncée autour de 1,1 %, qui sera sans doute ramenée à 0,8 % et peut-être même un peu moins. Une inflation évaluée autour de 1,8 %, c'est peut-être, je dirais, la seule bonne nouvelle en ce moment, c'est que l'inflation est jugulée, on était entre 2,2 et 2,6 % en 2024. Je vous rappelle, 5,7 % en 2023. Mais du coup, la conséquence, qui est moins importante pour la Ville de Beauvais que pour l'Agglomération du Beauvaisis, c'est une T.V.A. atone. La ville de Beauvais, très peu mais, à l'Agglomération du Beauvaisis, une fraction de T.V.A. ; ça peut avoir des conséquences pour certaines collectivités. Des taux d'intérêt qui continuent de décroître et que nous envisageons autour de 3 % et une poursuite de l'augmentation des rémunérations à la fonction publique, puisqu'il y a eu des révisions encore du point d'indice, qui compensent les pertes de pouvoir d'achat. Le contexte de la Ville, une situation 2023, comme je vous l'ai rappelé, saine, avec les indicateurs dont je vous ai parlé, et la poursuite du développement de nos politiques publiques et de notre P.P.I.

Quelques focus sur ces politiques publiques que nous maintenons et qui traversent ce rapport : un soutien aux plus faibles et pour le pouvoir d'achat des administrés ; pas d'augmentation des taux d'imposition ; pose des tarifs des services publics contenus ; maintien du demi-tarif cantine et soutien au C.C.A.S. au travers de la subvention, je l'ai dit ; soutien à nos agents, avec la mise en place notamment de la prévoyance au 1^{er} janvier, c'est un rapport qui passera un petit peu plus tard à l'ordre du jour ; et la refonte du C.I.A. qui était une promesse du Maire et qui est en cours de négociation. Des actions en faveur du bien-être des habitants et de l'environnement, avec notamment la livraison de l'équipement Bois Brûlet avec une nouvelle restauration scolaire en 2025 ; le démarrage des travaux du groupe scolaire Europe-Grenouillère ; des requalifications de voiries ; l'ouverture de la salle des fêtes Le Patio ; l'achat d'une électricité 100 % verte ; l'aménagement de pistes cyclables, on en a parlé tout à l'heure ; ou encore la dépermeabilisation des sols. Évidemment, le Maire l'a rappelé, une offre culturelle, notamment, et sportive, toujours de qualité, mais surtout culturelle. Cette année, l'année 2024 était très sportive. L'année 2025 sera très culturelle, avec la réouverture du Quadrilatère, les 800 ans de la Cathédrale et au niveau sportif, la Winter Cup, les 30 ans du plan d'eau du Canada, un gala de Kick-boxing, le soutien aux associations par le biais de subventions en numéraires et en nature, la livraison du gymnase Jean Moulin et le démarrage des travaux du gymnase Morvan. Et enfin, une action tournée vers la jeunesse, puisque c'est aussi le plan jeunesse qui traverse ce rapport, avec la création de 4 postes, l'organisation d'un tournoi de foot et la rénovation du Blog 46 et le déploiement de toute la politique jeunesse.

M. CHISS : Je ne cite là évidemment que quelques nouvelles actions, sans oublier tout ce qui a été engagé depuis 2020 et qui, évidemment, se poursuit, avec les créations de postes qui vont avec. Ces politiques et les investissements qui les accompagnent nous permettent de bénéficier de prêts bonifiés auprès des établissements bancaires quand ils sont fléchés, notamment en matière de développement durable.

Voilà mes chers collègues nos orientations budgétaires qui nous amènent aux chiffres prévisionnels que je vais vous donner rapidement. D'abord sur les recettes, nous évaluons à 96,4 millions d'euros les recettes, en croissance d'1,5 % par rapport à 2024, malgré le projet de loi de Finances. La ville de Beauvais étant relativement épargnée par le volet prélèvement sur recettes des collectivités, puisqu'elle est éligible à la D.S.U. Ces recettes permettront le financement de dépenses de fonctionnement à hauteur de 87,5 millions d'euros, en hausse contenue, mais quand même de 3,3 %, donc plus dynamiques que les recettes. Plusieurs éléments expliquent l'évolution provisionnelle de nos charges, mais il y en a deux principalement. Le chapitre 011, donc les charges à caractère général, elles devraient connaître, elles, une baisse de 5 %, puisqu'il y a une stabilisation du prix de l'énergie, il y a un impact du plan de sobriété, qui a été mis en place en 2022 ; les charges de personnel, ce sont elles qu'on prévoit en augmentation de la manière la plus importante, autour de 6 %, avec notamment l'impact quand même du projet de loi financement de la Sécurité Sociale qui, pour le moment, est suspendu mais qui pèse 850 000 € de charges supplémentaires, et les mesures internes en faveur de nos agents, C.I.A., prévoyance et revenus de certains régimes indemnitaires. Les autres charges de gestion courante devraient enregistrer une hausse de 2,5 % et les charges financières sont en hausse, puisque nous avons contractualisé de nouveaux emprunts en 2024 pour 18 millions d'euros, donc avec un impact évidemment sur une durée de 20 à 25 ans, ça dépend des emprunts. Un coût de ces emprunts de 5,6 millions d'euros sur la durée des emprunts et un impact de 560 000 € sur l'exercice 2025. Compte tenu de ces chiffres, nous devrions atteindre un autofinancement brut autour des 7,8 millions d'euros, ce qui est quand même très bien, en léger repli par rapport à 2024, mais qui devrait être suffisant pour financer notre programme d'investissement, qui va être, comme l'a rappelé le Maire, très dynamique sur 2025. 36 millions d'euros prévus, avec notamment, je vous cite quelques projets, je l'ai dit, la fin des travaux du Quadrilatère, les travaux de piétonisation du cœur de ville, la restructuration du site scolaire Bois Brûlet, la réhabilitation de l'Hôtel de police municipale, le jardin sur l'ancien site du C.A.E.P.P., et bien sûr les projets de rénovation urbaine qui se poursuivent. Nos subventions d'investissement sont en baisse significative, du fait de la baisse du Fonds vert et de la D.S.I.L., mais en maintenant une épargne brute de 7,8 millions d'euros et en envisageant 36 millions d'euros de dépenses d'investissement, outre l'autofinancement disponible, on devrait envisager, ce qui est dans le rapport, une enveloppe d'emprunt d'équilibre de 20 millions d'euros. C'est quand même un tour de force et ce sera un tour de force de réaliser et de maintenir un tel niveau d'investissement, en contenant l'évolution de la dette, parce que je vous le rappelle chaque année mais je le redis, on ne meurt pas de sa dette, on voit ce que ça peut donner au niveau national, mais on meurt de ne plus pouvoir en faire, c'est la difficulté, c'est bien ça, de ne plus pouvoir s'endetter. D'où l'importance pour nous de maintenir un autofinancement le plus élevé possible, comme nous nous employons à le faire.

M. CHISS : Ainsi, ce budget se veut résilient, dans un contexte national que nous connaissons, affirmant les politiques publiques et les investissements portés par l'exécutif et par le Maire, protecteur pour les Beauvaisiens et pour les agents, tout en restant prudent, comme nous le sommes depuis le début de ce mandat, ce qui nous permet de maintenir notre capacité à faire dans ce climat en incertitude tant économique que politique que nous traversons actuellement. La municipalité est à mon sens plus que jamais dans le quotidien des gens. Le Maire protecteur et son équipe sont un point d'équilibre, un refuge pour des habitants qui constatent avec désarroi les désordres du monde et de notre pays. Par la rigueur de notre gestion, nous montrons le chemin et nous donnons confiance dans l'avenir. Je pense que la confiance est un mot fondamental aujourd'hui et cette confiance, c'est une condition indispensable pour construire ensemble une ville plus fraternelle encore et plus solidaire.

Voilà mes chers collègues, en quelques mots, le résumé de ce volumineux rapport, qui est très complet, très étayé, très construit, qu'avec Anne-Sophie FARDEL, nous cherchons à faire le plus pédagogique possible aussi. J'espère que pour ceux qui l'ont lu, vous l'avez apprécié. Et donc on vous le soumet ce soir, sur lequel je vous invite à débattre, en vous rappelant qu'il n'y a pas de vote sur ce rapport. Merci Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE : On va attendre le budget. Mais je voudrais également m'associer aux remerciements prononcés à l'égard de notre Directeur des Services Financiers et plus globalement d'ailleurs de l'ensemble des services, pour le travail qui a été réalisé. Maintenant, mes chers collègues, vous avez la parole.

MME MARAIS-BEUIL : Merci. Monsieur CHISS, pour votre rapport, alors bien détaillé, je suis entièrement d'accord avec vous. J'ai plusieurs observations. Vous nous dites « prenons la France quand même dans la globalité de la zone euro ». Je vous rappelle que nous sommes, d'aide sur P.I.B. à 112 %, que nous sommes les avant-derniers, derrière nous il n'y a que la Grèce à 163 %, que l'Allemagne, comme vous l'avez dit tout à l'heure, n'est qu'à 60 %. Effectivement, ils se sont redressés beaucoup plus vite que nous du Covid. Ils ont fait des choix complètement différents, c'est la France, je vous le reconnais.

Ensuite, vous nous parlez que vous faites un projet pour la ville de Beauvais, très en avance ; je le trouve, effectivement, en avance par rapport à un projet de loi de Finances qui n'est pas encore adopté, donc avec peut-être des sanctions, je dis sanctions, parce que c'est comme ça que nous, nous l'avons pris et que nous avons interrogé les différents orateurs, pourquoi mettaient-ils sur le dos des collectivités la responsabilité des 1 000 milliards de dettes supplémentaires de la France. Et donc, je pense que vous serez mis à contribution, principalement sur vos recettes, enfin pas sur vos recettes mais sur l'enveloppe de fonctionnement, parce que c'est là-dessus qu'ils vous ont jugés, trouvant que les recettes de fonctionnement des différentes collectivités dans leur ensemble montaient trop vite, effectivement parce que vous gérez bien. Je suis un peu d'accord avec vous Monsieur CHISS. Vous travaillez bien, on va vous ponctionner. Mais, la seule chose que je regrette, c'est qu'il n'y ait pas eu de discussions entre les collectivités et l'État, c'est-à-dire de vous dire bien avant « voilà quelle trajectoire on voulait pour vous ».

MME MARAIS-BEUIL : Comme il y avait eu un plan Cahors avant, il n'y en a plus aujourd'hui. Et je pense que c'est là où le bât a blessé. On ne vous a pas dit ce qu'on attendait de vous et aujourd'hui, on va certainement vous ponctionner, j'en suis entièrement consciente.

Ensuite, je vais vous appeler à une grande prudence, l'État a fait la même erreur, faites très attention à votre croissance, vous la prenez à 1,1, je la trouve très élevée. Aujourd'hui, on nous oriente 0,8 voire 0,5. L'État a fait la même erreur. Faites très attention à cette évolution, enfin ce projet tel que vous le menez. Et puis, faites attention aussi, l'État a une baisse de recettes de T.V.A. très importante, due à une non-reprise de la consommation des ménages et comme vous êtes assujettis à un pourcentage de T.V.A. pour remplacer par exemple la Taxe d'Habitation, cette rentrée d'argent, qui est un pourcentage, va certainement diminuer, il faut donc la faire avec une grande prudence.

Donc je comprends que vous vouliez faire ce rapport dès maintenant, avoir une vision pour la Ville dès maintenant. Certaines collectivités ont fait un choix différent ; ils l'ont reporté en attendant d'avoir une vision un petit peu plus claire de ce qui les attend. Moi aujourd'hui, je ne peux rien vous dire de plus que prudence. Je vous l'ai dit plusieurs fois. Je vous l'avais dit sur les taux d'intérêt et ils sont montés peu de temps après. C'est la grande prudence qui va nous mener. J'espère très vite qu'ils changeront d'avis et ils ne mettront pas sur le dos des collectivités et sur un désendettement à votre charge, en fait, des erreurs de l'État. On soutiendra les collectivités, afin qu'il n'y ait pas cette baisse du F.C.T.V.A. et puis que la D.G.F. soit toujours là, que le Fonds vert, à mon avis, il aura du mal à reprendre, parce qu'on va demander des économies, il n'y a pas de souci. Simplement, soyez très prudents. Quelques chiffres me paraissent un peu exagérés et c'est tout, je voulais attirer votre attention là-dessus.

M. LE MAIRE : Madame BEUIL, nous ne sommes pas ici à l'Assemblée Nationale. Vous avez un discours, je dirais, de Députée mais j'entends bien effectivement vos appels à la prudence et je pense que les propositions qui sont faites restent prudentes et, je dirais que, dans ce contexte actuel extrêmement anxiogène au niveau national et c'est vrai que la situation est compliquée, on le sait tous, on en est bien conscients. Mais je pense qu'au niveau local, il ne faut pas qu'on se laisse abattre. Il ne faut pas qu'on baisse les bras. Et il faut, et à mon sens, il me paraît important qu'au niveau local, nous envoyions des signes positifs à nos concitoyens, que nous envoyions des signes positifs aux entreprises pour leur dire « voilà ce que nous, ville de Beauvais, Communauté d'Agglomération du Beauvaisis – je pense notamment aux entreprises – nous concevons des orientations budgétaires », qu'on réajustera, bien évidemment, selon la loi de Finances qui, je l'espère, ne tardera pas à venir et n'impactera pas aussi lourdement les collectivités locales tel qu'il en résultait du dernier projet de loi de Finances, même si la ville de Beauvais était un peu plus épargnée que d'autres communes, par rapport au fait que nous sommes en D.S.U.

M. CHISS : Je voulais juste quand même prendre les félicitations de Madame BEUIL sur notre gestion. Je les accepte, je les prends bien volontiers. Parce que quand c'est vrai, il faut le reconnaître, donc merci.

M. CHISS : Vous dire simplement juste sur ma comparaison entre la France et l'Europe, je parlais de l'économie, je ne parlais pas de la situation financière du pays ; ce n'est pas la même chose. C'est que les difficultés économiques, elles étaient bien plus larges que les difficultés françaises ; c'étaient bien des difficultés européennes.

Et juste un petit point technique sur la T.V.A. et les options sur la croissance. Elles sont plus importantes, elles pourraient être plus importantes les conséquences sur l'Agglomération que sur la Ville. Vous savez que sur la Ville, la compensation de la Taxe d'Habitation, c'est que nous avons récupéré la part départementale de Taxes Foncières, donc ça, c'est figé et ce sont les fractions de T.V.A. qui compensent la Taxe d'Habitation, et c'est plutôt à l'Agglomération du Beauvaisis. Et c'est là où nous avons ce sujet de dynamique, mais nous l'avons intégré, puisque nous avons prévu une évolution de fraction de T.V.A. faible. On n'est pas à l'Agglo, mais quand même. Mais sur la Ville, on n'aurait pas d'impacts si la croissance passait de 1,1 à 0,8, 0,7, 0,6 dans notre Rapport d'Orientations Budgétaires que vous avez ce soir et dans notre budget, nous n'aurions pas d'impacts. Ça n'a pas de conséquences directes sur le budget.

M. NARZIS : Quelques réflexions sur le contexte, on n'était pas dans un débat national mais quand même. Je voudrais quand même revenir, parce que ça a été évoqué par Madame BEUIL juste avant. Quand même, nous avons..., le R.O.B. a été fait sur un projet de loi de Finances qui est caduc, totalement caduc. Donc considérant ça, il aurait été intéressant que le Débat d'Orientations Budgétaires soit décalé, parce qu'aujourd'hui, on a une totale incertitude, mais vraiment, sur ce qui va se passer, sur ce qui va se passer avec le Gouvernement qui sera nommé, je ne sais quand mais en tout cas, j'ai bien entendu le Premier Ministre réaffirmer que la question de la baisse du déficit public et de la dette étaient prioritaires. Donc, on peut s'attendre, peut-être éventuellement, à des mesures supplémentaires et, même si vous ajustez en vue du budget, le Débat d'Orientations Budgétaires, il doit prendre en compte le projet de loi de Finances et c'est là-dessus qu'on débat, qu'on a une discussion et ce budget qu'on vote. Donc voilà, décaler, je veux dire, à la fin janvier aurait été peut-être..., on l'a déjà fait par le passé, on l'a déjà fait sans aucun problème, aurait été peut-être plus prudent. Je ne vais pas vous reprocher, puisque dans un contexte clairement de tapes de l'État sur les collectivités, on ne va pas vous reprocher de taper un peu dans l'épargne, puisqu'on aurait fait exactement la même chose dans cette situation-là, parce qu'il faut être responsable face à des contraintes que nous impose l'État. Mais voilà, ça, enfin je trouve aujourd'hui, avoir ce débat-là sur la question de la forme et du contexte, pose questions. Ensuite, je pense, pour aller un peu plus loin, qu'il aurait fallu et qu'il faut que notre collectivité, elle se positionne aussi politiquement sur ce qui se passe et sur ce que fait l'État. Aujourd'hui, le Premier Ministre qui est nommé fait partie du même corps central que l'ancien Premier Ministre. Donc, on peut s'attendre à des mesures, de toute façon, pas des mesures d'assouplissement concernant les collectivités. Alors, on vous a proposé, on vous a adressé, alors certes, c'est très récent, mais la Présidente de notre groupe, Roxane LUNDY, vous a proposé une lettre, vous a adressé une lettre dans la journée, vous proposant une chose qui est assez simple.

M. NARZIS : On a des différences, on l'a acté plusieurs fois, mais que sur la question de la baisse des dotations et des aides diverses aux collectivités, on peut jouer l'union sacrée. On peut jouer l'union sacrée et donc adresser, au nouveau Premier Ministre, et je pense que ce serait bien que la ville de Beauvais prenne l'initiative sur cette question-là et qu'on ait l'unanimité du Conseil Municipal, prenne l'initiative d'adresser une lettre au Premier Ministre sur la question de la baisse des dotations, parce que c'est la vraie question finalement aussi pour protéger notre Ville et les concitoyens. Et le faire vraiment et puis le faire parce qu'on l'a déjà fait, et on l'a déjà fait, Madame CAYEUX peut en témoigner, puisqu'en 2014, en 2015, en 2016, j'ai connu une ville de Beauvais très mobilisée contre la baisse des dotations qui était engagée à ce moment-là. Et je me souviens qu'en septembre 2014, nous avons une immense banderole déployée sur l'Hôtel de Ville avec « non à l'austérité Hollande », je me souviens de ça, « non au sacrifice des services publics ». Et puis, je me souviens qu'en 2015, vous étiez à l'initiative, Madame la Présidente d'Agglomération, en tant que Maire de Beauvais et Sénatrice, vous étiez à l'initiative d'une grande manifestation à Beauvais, avec plus de 300 représentants de l'ensemble des communes du département de l'Oise qui avaient défilé dans Beauvais, là aussi avec grandes banderoles, écharpes, etc., contre la baisse des dotations liées au Gouvernement. Et puis, nous avons eu..., je suis allé revoir un peu ces procès-verbaux-là, c'est bien de conserver tout ça et puis de relire nos débats. En décembre 2016, décembre 2015 pardon, on a eu lors du Débat d'Orientations Budgétaires, eh bien effectivement, vous aviez évoqué à l'époque que l'État, pour la ville de Beauvais, ça représentait de l'ordre de 2 millions d'euros, encore à peu près ce qu'on a aujourd'hui dans nos caisses et vous sonnerez la mobilisation et vous n'avez pas hésité à le faire. Et puis, vous nous avez interpellés. Vous nous avez interpellés. Pourquoi ? Parce que, oui, c'était un gouvernement de Gauche qui était à la tête du pays. Moi j'étais aussi à ce moment-là, en responsabilité nationale, dans un parti qui était membre de ce Gouvernement et nous n'avons pas hésité une seule minute, une seule minute, sur le fait de vous soutenir dans cette action de baisse des dotations. C'est-à-dire que, bien que la Gauche était au pouvoir, nous trouvions que cette baisse de dotations était quelque chose qui serait de toute façon néfaste pour l'ensemble des collectivités, et en particulier pour la nôtre, pour Beauvais et pour les Beauvaisiens.

Eh bien, nous vous proposons aujourd'hui, Monsieur le Maire, puisque l'ancien Maire l'a fait, de le faire à l'adresse du nouveau Premier Ministre. Je pense que ce serait un acte politique fort, d'avoir l'unanimité du Conseil Municipal sur cette question. Voilà pour le contexte. Vous allez peut-être me répondre et puis après, j'aurai 2-3 questions sur le fond du Rapport d'Orientations Budgétaires, puisqu'on est en débat et je sais que Monsieur CHISS aime ce genre de débat et répondra volontiers à ces questions.

M. LE MAIRE : Avant de passer la parole à Caroline CAYEUX qui me l'a demandée ainsi que Lionel CHISS, je vais vous dire une chose, Monsieur NARZIS. On n'attend pas d'avoir un courrier de Roxane LUNDY, de votre Présidente de groupe, pour agir quand il le faut ; par rapport au contexte financier, nous l'avons déjà fait. Nous avons fait voter des motions. Je suis intervenu personnellement et on intervient auprès de l'A.M.F., auprès de l'association des Villes de France, dont je suis d'ailleurs administrateur.

M. LE MAIRE : Nous avons eu des échanges à ce sujet et c'est groupées, en effet les villes moyennes, que nous sommes déjà intervenues auprès du Gouvernement et nous le ferons, bien évidemment, Monsieur NARZIS, ; on n'a pas attendu que vous nous indiquiez la manière de faire pour intervenir auprès de l'État. Au niveau du Département, avec Nadège LEFEBVRE, nous faisons la même chose et l'association des Départements de France, parce que, comme je l'ai déjà dit, ce sont aujourd'hui quand même des collectivités, par rapport à la commande publique, qui font vivre aussi l'économie, les entreprises et qui sont susceptibles de préserver des emplois. Et ce serait une erreur, à mon avis, que de pointer du doigt les collectivités pour participer à cet effort national, que nous concédons néanmoins, bien sûr, on sait bien qu'il faut faire des efforts, mais de s'attaquer en effet à nos épargnes, notamment quand on est bon élève comme nous, c'est absolument intolérable et nous saurons réagir, voire défilé, s'il le faut, avec les écharpes. Je n'ai aucun scrupule, quel que soit d'ailleurs le Premier Ministre en place. Je peux vous dire, ce n'est pas mon souci.

MME CAYEUX : Pour compléter les propos du Maire auxquels je m'associe pleinement, et je vais vous dire, la dernière phrase de Franck PIA est parfaite. Parce que, que ce soit du temps de CHIRAC, que ce soit du temps de SARKOZY ou de HOLLANDE, quand les collectivités étaient mises en danger, nous avons mis nos écharpes et nous avons défilé. Souvenez-vous le pôle de l'instruction, souvenez-vous aussi quand il y a eu la suppression de la Taxe Professionnelle et ça n'était pas des Gouvernements forcément de Gauche chaque fois. Mais, j'ai toujours mis en exergue cette phrase « je préfère ma conscience à la consigne » ; c'est la phrase de Victor HUGO, c'est au cas où vous l'auriez oublié. Maintenant, aujourd'hui, il n'y a pas de budget qui soit officiel. Et je salue ce qu'a dit le Maire, ainsi que Lionel CHISS, ils ont pris les devants dans le cadre du budget de Michel BARNIER. C'était une ponction que nous trouvions tous indécente, sur laquelle on se serait manifestés, sauf que, ce budget n'a pas été voté. Donc, on ne va pas crier avant d'avoir mal. Ou on peut crier et avoir mal mais, je pense qu'ils ont joué la prudence, je les soutiens dans cette démarche-là, puisque ça ne peut pas être pire, Monsieur NARZIS. J'imagine que ça ne peut pas être pire. Mais, non, j'avais le sentiment que peut-être Monsieur BAYROU privilégierait un peu plus les collectivités. Mais comme apparemment il n'avance pas beaucoup, je ne sais pas où nous allons atterrir. Donc, rassurez-vous, nous prendrons les dispositions nécessaires pour faire savoir à qui de droit, ce qui est mal, ce qui est mauvais pour les collectivités.

M. CHISS : Merci Monsieur le Maire. D'abord sur la date du Débat d'Orientations Budgétaires, pour répondre à Grégory NARZIS, effectivement ça aurait pu être une option. C'est quand même méconnaître le travail qui est derrière tout ça. C'est un très, très gros travail qui était engagé, au moment où les débats budgétaires étaient en cours à l'Assemblée Nationale, et notre option a été de dire, comme l'a rappelé la Présidente de l'Agglomération, c'est déjà pas mal ce qu'on nous demande là aux collectivités locales, on peut difficilement imaginer que ce soit pire, donc on part quand même sur un schéma global qui est dégradé. Et ça n'empêche pas de débattre sur des orientations budgétaires, comme nous allons le faire, puisque vous allez me poser des questions.

M. CHISS : Donc, on a préféré privilégier ce Débat d'Orientations Budgétaires à la date habituelle pour pouvoir voter un budget début février, pour pouvoir permettre aux services de travailler et à l'ensemble des politiques publiques de se déployer. Nous serons toujours en capacité, ça a déjà été fait par le passé, il me semble, de voter un budget modificatif si vraiment on avait une catastrophe ou des annonces beaucoup, beaucoup plus graves, qui auraient un impact sur nos finances.

Petit rappel quand même par rapport à l'Agglomération du Beauvaisis. La situation de la ville de Beauvais est différente, puisque nous n'avons pas de prélèvements sur les dotations de l'État. Nous sommes plutôt bénéficiaires des dotations de l'État de manière globale sur ce budget, ce Débat d'Orientations budgétaires. Les trois impacts majeurs sont les cotisations, donc c'est projet de loi de Finances de la Sécurité Sociale ; les cotisations de retraite sur nos agents en fonctionnement, ça c'est l'impact principal en fonctionnement ; et en investissement, la baisse du F.C.T.V.A. et la baisse du Fonds vert. Donc l'impact pour la ville de Beauvais est plus important sur l'investissement que sur le fonctionnement ; ce qui est différent de l'Agglomération du Beauvaisis. Donc, ce qui fait que c'est une autre raison pour dire qu'on pouvait quand même travailler sur nos orientations budgétaires, en imaginant que l'impact en fonctionnement ne serait pas plus important. L'investissement, on est toujours capable de réagir, de dégrader un tout petit peu les investissements, de compenser ; on sait faire des choses. Donc voilà pourquoi on a maintenu ce Débat d'Orientations Budgétaire à cette date. On est tout à fait en mesure de le débattre.

M. LE MAIRE : J'ai devant les yeux la motion qui avait été votée lors du Conseil de la Communauté d'Agglo, par l'ensemble des Maires, des élus, c'était donc le 10 octobre 2024 et je peux vous assurer, Monsieur NARZIS, on va attendre de voir ce que nous sort le Gouvernement, le Premier Ministre, sur le nouveau, si je puis dire, projet de loi de Finances, mais c'est clair que l'on est prêts, en effet, à se battre pour défendre mordicus nos collectivités territoriales et on le fera, bien sûr, ensemble, bien évidemment.

Alors, par contre, je n'ai pas encore eu la lettre de Madame LUNDY donc, je suis désolé de ne pas pouvoir vous répondre sur son contenu. Monsieur NARZIS.

M. NARZIS : Ce n'est pas la première fois qu'on vous adresse des courriers sans réponse. Mais ça, c'est autre chose.

M. LE MAIRE : Je n'ai pas eu la lettre.

M. NARZIS : Non mais, je vous le dis. Je vous le dis sur d'autres dossiers...

M. LE MAIRE : Je n'ai pas eu la lettre. Il y aura une réponse, argumentée, je peux vous l'assurer.

M. NARZIS : Je peux, juste pour vous répondre, c'est justement, Madame la Présidente d'Agglomération, dans un contexte comme celui-là qu'il faut adresser une lettre au Premier Ministre, parce que c'est avant que les choses se mettent en œuvre qu'on doit le faire.

M. NARZIS : Et, je ne vous parle pas d'une motion en Conseil d'Agglomération, je vous parle d'une lettre signée par l'ensemble du Conseil Municipal de Beauvais, portée par vous, Monsieur le Maire, par vous, pas par la Présidente d'Agglomération, par vous à l'adresse du Premier Ministre, effectivement, et là, on est tout à fait d'accord, il y a unanimité sur ces questions-là, portées par vous contre la baisse des dotations aux collectivités, c'est tout.

Moi, je vais vous dire ce qui m'interpelle. Vous ne l'avez pas fait avec BARNIER, vous ne l'avez pas fait. Quand vous me dites « on change de Gouvernement », moi je n'ai pas vu de banderoles sur l'Hôtel de Ville de Beauvais comme je l'ai vu par le passé, quand c'était un autre Gouvernement et une autre majorité. Je n'ai pas vu ça, donc ça m'interpelle. Ça m'interpelle. Et je pense, et je vous le dis parce que je suis très clair là-dessus, j'étais contre les baisses de dotations des Gouvernements HOLLANDE et je l'ai dit clairement. Donc, c'est pour ça que je trouve, honnêtement, qu'il ne peut pas y avoir deux poids, deux mesures. Mais, je vous le dis mais calmement, calmement, soit on est dans la même dynamique de ce qui s'est passé par le passé et ce qui a été fait par le passé était très bien. L'action qui a été faite par le passé était très bien parce qu'il fallait la faire. Eh bien, faisons la même chose à l'adresse du Premier Ministre, parce que le bloc central ne change pas. Il ne change pas. Je veux dire, aujourd'hui, l'émanation du Premier Ministre, c'est la même émanation que Michel BARNIER, donc ça ne change pas. Le Président ne change pas. Les directives ne changent pas. Donc, ce qu'on vous demande ce soir, ce n'est pas de voter un vœu de l'Agglomération du Beauvaisis. Non mais, Madame la Présidente, s'il vous plaît, vous avez été à trois à me répondre, donc je réponds, merci, donc on vous demande d'adresser une lettre au Premier Ministre avec l'unanimité du Conseil Municipal de Beauvais ; première chose. Sinon, j'entends bien que vous discutiez avec l'A.M.F., vous discutiez avec ça, là je vous parle du Conseil Municipal de Beauvais, de l'ensemble du Conseil Municipal de Beauvais, c'est différent.

Ensuite, Monsieur CHISS, je ne critique pas du tout le travail des services. Et puis, il faut arrêter aussi cette musique-là. Non, non, non, je ne critique pas, parce que vous dites « il y a eu un travail des services, etc. ». Mais bien sûr, qu'il y a eu un travail des services. Non, non, mais, permettez-moi, bien sûr, et je veux dire, je ne remets pas du tout en cause ce travail-là, loin de là. On dit juste une chose. Vous ne connaissez pas la situation politique dans un mois. Vous ne la connaissez pas. Non, non, mais justement, attendez, attendez de savoir ce qui va se passer. Vous allez avoir à nouveau un projet de loi de Finances. Vous allez en avoir un nouveau. Aujourd'hui, on est dans l'exception. On est dans l'exception. Donc pourquoi, volontairement, faire ça ce soir ? Il y a plein de collectivités qui ont retardé. Il y a des mairies qui ont retardé. Et ce n'est pas une tare de le faire. Nous, nous l'avons déjà fait avec Madame CAYEUX. Nous l'avons déjà fait. Mais si. Oui ou non ? On l'a déjà fait. Donc, c'est juste ça. C'est pour ça que je voulais juste poser ce débat-là. Ensuite, Monsieur CHISS, on rejoint le fond aussi, puisque vous avez évoqué que nous n'étions pas nous totalement prélevé sur les dotations et sur les recettes en particulier, puisque c'est ça la nouveauté. C'était ça la nouveauté du projet de loi de Finances. Mais pourquoi nous ne le sommes pas Monsieur CHISS ? Pourquoi nous ne le sommes pas ? Parce qu'on est parmi les villes les plus pauvres de France. On est d'accord. C'est pour ça que nous ne le sommes pas. Nous sommes dans les 250 villes les plus pauvres de France. Donc, ce n'est pas non plus une fierté de notre part, la situation de cette réalité. C'est une triste réalité.

M. NARZIS : Et, pour rejoindre le fond, puisque vous voulez qu'on rejoigne le fond et c'est intéressant dans le débat, et je poserai une question à vous et à Monsieur le Maire, en particulier sur une chose précise. C'est vrai que vous n'augmentez pas les taux. C'est vrai. C'est vrai. Comme d'ailleurs vous le dites dans votre rapport, c'est écrit noir sur blanc, comme quatre communes sur cinq en France quand même. Donc ce n'est pas non plus miraculeux. C'est la réalité de la très grande majorité des communes françaises. En revanche, vous oubliez quelque chose. Puisque vous parlez de pouvoir d'achat. Alors, parlons de pouvoir d'achat au sens large. Quand on augmente la T.E.O.M., quand on augmente le prix de l'eau et, je pense que vous le savez, vous avez eu les retours, mais je n'ai jamais eu autant de retours que ça, avec mes collègues, de citoyens beauvaisiens, d'habitants de Beauvais, sur les prix de l'eau. C'est énorme, énorme. Quand vous augmentez une série de tarifs municipaux et communautaires, il y a un effet cocktail qui touche au pouvoir d'achat. Donc oui, on peut dire oui, le taux n'augmente pas, oui, mais enfin, à la fin, vous interrogez aujourd'hui les Beauvaisiens, à la fin, ils subissent des augmentations et des atteintes à leur pouvoir d'achat. Et quand vous dites que vous préservez..., vous parlez des demi-tarifs de cantine scolaire, etc., mais pourquoi on fait ça ? Pourquoi ça existe ? Parce que justement, on est une Ville qui a une situation, où on a une population qui est en situation difficile majoritairement parlant. C'est pour ça que c'est comme ça. Heureusement que c'est comme ça, parce que si ce n'était pas le cas, oui, on plongerait une partie de la population beauvaisienne dans des situations difficiles, encore plus difficiles qu'elles ne le sont. Vous voyez, il faut pondérer les choses quand on les dit comme ça. Je sais que vous aimez les discours positifs. Vous nous reprochez souvent d'être toujours négatifs, etc., mais la question, ce n'est pas d'être négatif, la question, c'est de prendre en compte la réalité, c'est tout, c'est juste ça.

M. LE MAIRE : Permettez-moi quand même de vous répondre Monsieur NARZIS concernant la dernière partie de votre intervention. Concernant la question de la lettre que nous devrions adresser au Gouvernement qui vient de s'installer, je tiens encore à rappeler que je suis en contact permanent avec l'association Villes de France et qu'il me semble qu'une posture collective au niveau de l'ensemble des villes est certainement bien efficace pour pouvoir interpeller le Gouvernement. Maintenant, là encore, je vais vous dire, s'il faut engager une action locale, je n'ai pas de souci par rapport à ça.

Deuxième point, quand vous évoquez, en effet, la question du pouvoir d'achat des Beauvaisiens et, bien évidemment, vous attendez bien sûr la question du prix de l'eau et de la T.E.O.M., je vous rappelle que la pression fiscale pour ce qui concerne la ville de Beauvais, est bien inférieure à la moyenne des principales villes de la région Hauts-de-France, puisqu'on est à 64,6 %, alors que la moyenne est de 66,95 %. Donc, si vous voulez, quand on se compare, on peut, selon la formule consacrée, se consoler. C'est vrai qu'on peut toujours regretter l'importance de ces impositions et de ces redevances, mais la redevance T.E.O.M., le tarif T.E.O.M. est bien inférieur à ce que l'on peut trouver dans d'autres collectivités. Je sais que vous êtes réfractaire à ce qu'il y ait une taxe pour les ordures ménagères, vous l'avez toujours été, préférant que ce soit l'impôt qui prenne en charge ce service, alors qu'il s'agit d'un service public. D'ailleurs, nos collègues Maires sont tous d'accord, quelle que soit d'ailleurs leur sensibilité politique, sur l'idée qu'il faut avoir une Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères pour payer ce service public.

M. LE MAIRE : C'est un sujet, d'ailleurs, qui concerne l'Agglo. Donc, je parle sous le contrôle de la Présidente de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis ; mais j'assume complètement les décisions qui sont prises en tant que Maire de Beauvais au niveau de la collectivité.

Et sur la question du prix de l'eau. Je suis un peu étonné. On ne vous a pas beaucoup entendu au Conseil d'Agglo, ainsi que vos collègues d'ailleurs, sur le montant et l'augmentation du prix de l'eau. C'est vrai que le prix de l'eau a augmenté. Vous savez très bien pourquoi, ou du moins, si vous ne le savez pas, je trouve que vos arguments, qui avaient été soulevés en Conseil Communautaire, puisqu'on a eu l'occasion, dans le cadre des Commissions, vous avez eu l'occasion d'échanger, vous savez très bien que le prix de l'eau a augmenté parce que c'est une question de solidarité communautaire, pour pouvoir être à un niveau du prix de l'eau qui soit à peu près comparable aux autres communes, puisqu'on sait que le prix de l'eau, dans les communes rurales, est nettement plus élevé que celui de la ville de Beauvais, où il est extrêmement bas. Je tiens aussi à vous dire que nous avons un prix de l'eau selon la formule « plus je consomme, plus je paie ». C'est-à-dire que les 15 premiers mètres cubes d'eau sont facturés aux usagers à hauteur de 15 centimes le mètre cube et effectivement ça augmente selon la consommation de l'eau. Enfin, avec l'évolution des redevances de l'Agence de l'Eau, c'est vrai que nous voyons aussi une augmentation du prix de l'eau. Ce n'est pas uniquement imputable à la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis, vous le savez, j'imagine également. Ce prix de l'eau a aussi augmenté pourquoi ? Eh bien parce que, et ça je pense que, à entendre Madame CLINCKEMAILLIE, il était aussi nécessaire de veiller à la qualité de l'eau. Et nous avons effectivement ce projet de construire une usine de traitement en urgence pour les pesticides sur le captage de Litz, mais également pour l'ensemble du territoire de l'Agglomération du Beauvaisis qui a un certain coût et qui, forcément, a un impact sur la tarification de l'eau. Nous sommes en effet déterminés à améliorer la qualité de l'eau, par rapport à la construction de ces usines de lutte contre les pesticides. Et cette qualité de l'eau est liée aussi aux nouvelles directives européennes qui nous imposent également de nouvelles normes. Mais notre ambition, c'est d'offrir aux Beauvaisiens une qualité de l'eau optimum et cette usine de traitement nous permettra justement de devancer, puisque vous savez que les normes, en matière environnementale, elles sont toujours plus importantes. On a les néonicotinoïdes aujourd'hui qui nous imposent de nouvelles obligations par rapport aux traitements de l'eau. Il y aura certainement encore d'autres molécules qui seront découvertes dans l'avenir. Et cette usine de traitement nous permettra de pouvoir assurer, pour l'avenir, une qualité de l'eau. C'est vrai que la qualité de l'eau, ça a un coût. Et, forcément, nous sommes dans cette logique, obligés d'augmenter au niveau de la Communauté d'Agglo, les tarifs.

Mais, en tout état de cause, nous maintenons le demi-tarif cantine, je le répète. Nous n'augmentons pas les taux d'imposition sur Beauvais depuis maintenant 2014. Donc, je pense que, eu égard aussi, puisque vous citez que nous avons un taux de pauvreté, on ne le dénie pas, à Beauvais, parce que, comme beaucoup de villes moyennes, nous ne sommes pas la seule, nous sommes aussi dans une région Hauts-de-France où, en effet, les revenus sont moins élevés que dans d'autres régions et que, du coup, nous avons un taux de pauvreté plus important que par rapport à d'autres communes.

M. LE MAIRE : Mais nous avons mis en place, pour cette raison, pour tenir compte de ce taux de pauvreté, des mesures sociales ambitieuses à travers ce plan protection solidaire qui vise à secourir et à soutenir les personnes qui sont les plus en difficulté, outre, je dirais, les autres mesures aussi que nous pouvons prendre sur les tarifications, en prenant en compte le quotient familial, notamment pour les A.L.S.H., par rapport aux crèches, etc., et qui permet quand même de soutenir le pouvoir d'achat de nos concitoyens.

M. CHISS : Je voulais simplement compléter sur ce sujet, en rajoutant la tarification solidaire sur les transports. Effectivement, je pense qu'il faut que nous revendiquions, nous ici, cette majorité, le caractère protecteur de ce budget. Oui, je le redis. Il est bien protecteur du fait de tout ce qu'on met en place aujourd'hui pour permettre aux Beauvaisiens qui, effectivement, dans un certain nombre de cas, sont dans des situations difficiles économiquement, de pouvoir se déplacer facilement, pouvoir rencontrer la capacité à trouver un emploi. Et donc ça, ça passe par la mobilité, ça passe aussi par la capacité que peuvent avoir les gens à trouver facilement des solutions en termes d'accueils de loisirs, une qualité d'éducation élevée, etc. Toute cette politique, cette politique publique, elle protège et à côté de ça, vous allez dire sans doute que je suis trop optimiste, puisque moi je vous trouve toujours trop pessimistes, mais à côté de ça, c'est bien pour ça que nous avons une politique en matière de développement économique qui est si ambitieuse, parce qu'un des moyens que nous avons et qu'il faut continuer à mettre sur la table en permanence, c'est le développement économique. C'est le seul moyen, aujourd'hui, de faire en sorte que les gens qui sont exclus du travail, qui sont dans des situations de précarité, c'est le principal moyen de lutte contre la pauvreté. Le reste, ce sont des mesures de protection. Et, heureusement qu'elles sont là. Et il faut les assumer. Et si, dans des contextes économiques plus difficiles comme ceux que nous traversons depuis deux ans, nous devons les amplifier, eh bien il faut les amplifier, parce que c'est notre responsabilité. Mais à côté de ça, toute la politique de développement économique qui est mise en œuvre, notamment par l'Agglomération du Beauvaisis, mais aussi de soutien au commerce local, les travaux du cœur de ville, l'attractivité avec l'ouverture du Quadrilatère, avec l'ouverture du théâtre, tout ça contribue justement au rayonnement, à l'attractivité de la Ville, au fait que, peut-être plus qu'ailleurs, les entreprises soient plus résilientes, qu'elles continuent à croire en l'avenir, qu'elles aient confiance dans la Municipalité et qu'elles puissent se projeter sur ce territoire de manière durable, justement. Donc, c'est ça la manière de préserver et de protéger les gens. Protéger les gens, protéger nos concitoyens, c'est en leur permettant soit de conserver leur emploi, soit en permettant d'en trouver un et de permettre à des entreprises de s'implanter. Et bien sûr aussi, en continuant à développer des services publics puisque nous avons, au travers des politiques publiques que nous mettons en œuvre, la capacité, nous, ville de Beauvais ou Agglomération du Beauvaisis, à employer des personnels qui, par ce biais-là, retrouvent la voie de l'emploi. Donc c'est cet équilibre, je dirais ces deux jambes, à la fois la protection et l'ambition, qui permettent de contribuer à améliorer la situation que nous connaissons, qui n'est pas nouvelle, qui ne date pas d'il y a 10 ans, 20 ans, 30 ans, 40 ans, mais même peut-être plus que ça. Et justement, d'éviter que ce territoire soit plus en difficulté. Nous sommes ambitieux pour ça. Nous portons une politique d'investissement, de rénovation urbaine pour ça. C'est vraiment l'A.D.N. de cette majorité et l'A.D.N. de ces politiques publiques que nous menons et qui traversent tout ce rapport.

M. CHISS : Donc oui, le constat, on peut le partager, mais les actions et l'avenir et la confiance dans l'avenir, la confiance dans ce que nous mettons en œuvre pour améliorer cette situation, c'est à travers ce rapport et ce sont bien les orientations budgétaires que nous, nous proposons et que nous mettrons en place dans le budget que nous voterons en février.

M. NARZIS : Pour répondre sur ces deux interventions, Monsieur le Maire et Monsieur CHISS. On n'a pas du tout parlé pour le moment de la question du développement économique et de la question des entreprises, donc bien sûr que nous soutenons les entreprises. Il y a un point qui a été un point de conflit, je ne reviendrai pas là-dessus. Entre nous, vous savez, ce débat a eu lieu à l'Agglo, on sait, c'est un pont. Pour le reste, nous, nous sommes très clairs sur la question du développement économique et du soutien au développement économique dans notre Agglomération. D'ailleurs, vous seriez très étonnés, vous serez très étonnés dans les mois à venir, de voir le nombre d'entrepreneurs qui discutent avec nous sur l'avenir. On n'est pas du tout détachés de ces questions-là, pas du tout.

L'autre élément, Monsieur le Maire, il y a toujours quelque chose qui me frappe chez vous, pas besoin de venir en défense de Caroline CAYEUX sur ce qui s'est passé sur la question du prix. Non mais je vous parle des Beauvaisiens. Justement, on est en débat et oui, il y a des différences de vue et qu'on a assumées à l'Agglo. Oui, les Beauvaisiens n'avaient pas, pour nous, à supporter l'augmentation du prix de l'eau, parce que vous avez décidé de le passer en communautaire. Il y avait d'autres solutions par bassins de vie et vous le savez, on en a débattu. Et donc oui, oui Monsieur le Maire, qui vous dites protecteur des Beauvaisiens. Eh bien moi, je suis désolé sur cette question du prix de l'eau, vous ne l'avez pas du tout été protecteur des Beauvaisiens, bien au contraire. Les Beauvaisiens n'ont pas été défendus par leur Maire sur cette question-là. Désolé, vous avez défendu la Présidente d'Agglomération avant de défendre les Beauvaisiens, je vous le dis. Et je pense vraiment que votre rôle aurait été de défendre les Beauvaisiens, parce que Beauvais, alors là, je peux rendre hommage sur ce qui s'est passé depuis 2001, comme avant 2001, avec Walter AMSALLEM, Beauvais avait une politique exemplaire dans ce domaine. Mais si, entre la construction de la station d'épuration, etc. Il y a eu une politique exemplaire beauvaisienne qui s'est poursuivie sur les municipalités successives. C'est la réalité. Donc oui, on aurait aimé, Monsieur le Maire, vous entendre sur la défense des Beauvaisiens, effectivement. Et oui, on a refusé et on assume, même si ça ne plaît pas, on assume le fait qu'on considère que ce n'était pas aux Beauvaisiens de payer, alors qu'ils ont été exemplaires, les Beauvaisiens, et que Beauvais a été exemplaire et que la ville de Beauvais a été exemplaire. Effectivement, ce n'était pas aux Beauvaisiens d'avoir leur facture augmentée. Et je suis désolé, mais ce n'est pas une question d'être positif ou négatif.

M. NARZIS : Quand vous dites la protection, Monsieur CHISS, mais bien sûr, je sais que vous êtes sincère dans ce que vous dites. Je ne le remets pas en cause ça. Mais dans la réalité des faits, bien sûr que les Beauvaisiens payent plus, en réalité, quand on joue l'effet cocktail. Plusieurs fois dans des commissions, quand on a dit à chaque fois « oh mais on augmente un peu ça, on augmente un peu ça, mais ce n'est pas grave, ce n'est pas grave ». Si, à la fin, il y a un effet cocktail qui pèse sur les Beauvaisiens. Vous ne pouvez pas dire que ça ne pèse pas. Et d'ailleurs, vous le savez, puisque vous êtes en contact avec les Beauvaisiens, donc vous le savez ça, vous le savez. Et sur la question de l'eau, moi je ne peux pas vous laisser dire ce que vous dites-là. Il y a eu un débat en Conseil d'Agglo, effectivement, il y a une différence de philosophie et, effectivement, c'est vrai, ce passage de gestion sur l'ensemble de la Communauté, oui ça nous pose des problèmes, parce que les Beauvaisiens, c'étaient les seuls qui supportaient les coups, alors qu'ils ont été exemplaires. Ça c'est une vraie divergence de vue entre nous.

Ensuite Monsieur CHISS, j'ai une question à vous poser un peu précise, parce qu'on a un peu entendu, nous, un peu tout et n'importe quoi là-dessus et c'est bien qu'on clarifie les choses. Je reviens au rapport, parce que c'est ça qui est intéressant et qu'on ait un débat là-dessus. Sur le côté protection, dans le rapport, il y a tout un passage sur les associations. Et vous affirmez, et c'est très bien de le mettre par écrit, je veux dire, si c'est ça, parfait, on sera tout à fait satisfait, vous mettez par écrit que vous sanctuarisez, enfin non, vous ne le mettez pas par écrit, c'est Monsieur CHISS qui a dit là que vous sanctuarisiez les subventions aux associations. Alors, nous on a eu des sons de cloches contraires, alors peut-être que ce sont les gens qui comprennent mal, des responsables associatifs qui comprennent mal, etc., peut-être, peut-être. Est-ce que vous pouvez, parce que ça c'est une question essentielle, parce qu'effectivement, quand on a les services publics qui sont attaqués par l'État, on sait que les associations, c'est quelque chose d'essentiel. C'est quelque chose d'essentiel. Donc est-ce que vous nous garantisiez, Monsieur le Maire, ce soir, en Conseil Municipal que, sur l'année à venir, il n'y aura aucune baisse de subvention aux associations ? C'est lors de ce débat, on ne va pas encore voter le budget, donc c'est à ce moment-là qu'il faut le dire. Est-ce que vous nous le garantisiez ce soir, vous sanctuarisez le fait qu'il n'y aura aucune baisse de subvention aux associations ? Et si c'est le cas, on vous soutiendra.

M. LE MAIRE : Quand je dis qu'on sanctuarise le budget des associations, c'est l'enveloppe globale. Maintenant, après, il y a une répartition, selon les associations, en fonction de leur plan d'actions, en fonction de ce qu'ils proposent, effectivement, les variations peuvent être plus ou moins. Bien évidemment, je ne peux pas vous garantir qu'une association aura le même montant, d'ailleurs comme dans toutes les années, ça a toujours été le cas, que cette année. Mais l'enveloppe globale, telle qu'elle sera proposée au budget, sera identique, voire même peut-être supérieure d'ailleurs que celle que nous avons votée en 2024, eu égard au fait que nous avons beaucoup d'événements, liés notamment aux 800 ans de la Cathédrale, comme je l'ai indiqué tout à l'heure. Et aussi, les clubs sportifs, puisqu'on a des évolutions, on a des clubs de sport avec des bons résultats, qui fait que, on sera heureux de pouvoir aider davantage, il faut être positif.

MME MARAIS-BEUIL : Je voulais revenir sur la date de ce D.O.B. J'entends que les services avaient travaillé avec le P.L.F. proposé par Monsieur BARNIER. Mais, honnêtement, Monsieur CHISS, qui aurait pu croire en septembre que les collectivités allaient être aussi impactées ? Comment pouvons-nous savoir aujourd'hui qu'avec le nouveau Gouvernement qui nous annonce que des économies, principalement avec une répercussion au niveau des collectivités, que cette demande d'économies ne sera pas supérieure ? Rien. Donc aujourd'hui, j'entends que c'est déjà beaucoup. Vous avez anticipé sur des efforts à faire. Rien ne nous dit que demain, ces efforts ne seront pas supérieurs à faire. Monsieur PIA, vous nous dites « on a participé, on a tiré la sonnette d'alarme ». Je l'entends puisque j'ai lu la lettre de l'A.M.F. Simplement Monsieur PIA, cette lettre est restée sans action. Il n'y a eu aucune répercussion sur le budget. Monsieur BARNIER n'a pas changé d'un iota après cette action.

M. CHISS : Madame BEUIL, Monsieur NARZIS, soyons quand même sérieux. Je ne suis pas sûr d'avoir un budget national, au 31 janvier, au 15 février, au 31 mars. Aujourd'hui, on n'a aucune certitude. Nous n'allons pas attendre le vote du budget définitif pour pouvoir adopter le budget de la ville de Beauvais. Vous tenez visiblement aux associations. Je ne vais pas attendre le 30 juin pour pouvoir verser les subventions aux associations, vous voyez. A un moment donné, il faut être sérieux. On est là pour avancer, on est là pour travailler. On fait un Débat d'Orientations Budgétaires d'ailleurs qui est intéressant. Donc c'est très bien. On débat des sujets beauvaisiens, c'est très bien. La politique nationale n'impacte pas ça pour le moment. On a des marges de manœuvre, puisque nous sommes des bons gestionnaires, vous l'avez reconnu tous les deux, je vous en remercie. Donc ça ne changera pas notre capacité à faire dans l'avenir. Et si, encore une fois, une fois que nous aurons adopté le budget en février, nous devons adopter un budget modificatif en mars, en avril, en mai, en fonction de la capacité de nos parlementaires à adopter un budget au niveau national, nous le ferons dans la sérénité et la tranquillité. Mais en attendant, nous, on avance.

M. LE MAIRE : Et on n'a pas les moyens de voter de lois spéciales, nous, pour conduire un budget.

M. NARZIS : Monsieur CHISS, j'entends tout ce que vous dites mais là je ne vois pas pourquoi vous le dites, parce que ça a existé, moi je l'ai connu avec... (*hors micro*) Mais si. Désolé Madame CAYEUX, vous l'avez fait. Vous l'avez déjà fait, décaler le Débat d'Orientations Budgétaires et le budget, parce que justement, et c'était très bien et bravo de l'avoir fait, parce que vous aviez certaines réalités que vous ne maîtrisiez pas au moment du Débat d'Orientations Budgétaires. Donc, vous aviez décidé et c'était très bien, de décaler.

J'entends ce que vous dites Monsieur CHISS. Je l'entends. On ne va pas se fâcher ce soir là-dessus. Mais honnêtement, la prudence aurait été effectivement qu'on attende un peu et ça n'aurait, en réalité, rien changé. Donc, on l'a déjà fait. C'est là où il y a quelque chose que je ne comprends pas. Il peut y avoir, Monsieur CHISS, des décisions qu'effectivement vous n'avez pas prévues au niveau gouvernemental et qui nous impactent. Et qu'est-ce que vous faites dans ces cas-là, puisqu'on n'aura pas débattu, vous allez le présenter au budget ? « Ah ben oui, finalement, désolé, correction de tir, et correction de tir importante ». Vous ne le savez pas. On est d'accord. C'est-à-dire que là, vous vous basez sur des choses, et c'est très bien, le travail a été fait, très bien, les services l'ont fait. Mais vous n'en savez rien.

M. NARZIS : Même plusieurs fois vous l'avez dit d'ailleurs, quand vous l'avez rapporté sur des Débats d'Orientations Budgétaires précédents. Je pense qu'il faudrait qu'on relise ensemble les procès-verbaux, parce que je pense que vous allez le retrouver, très souvent, vous avez dit justement que vous preniez en compte tout le contexte, les réalités et plusieurs fois la loi de Finances. Vous le disiez, vous, et c'était normal. Et là, vous êtes dans l'incertitude. Et donc, l'incertitude, même si j'entends ce que vous dites, en disant que vous pensez au fond que ça ne va beaucoup bouger, mais vous n'en savez rien. Et si ça bouge, le débat qu'on a ce soir, la présentation que vous avez ce soir, elle est caduque. Elle est caduque. C'est du vent, en fait. J'exagère un peu en disant ça, ce n'est pas pour vous agresser. Alors, je diminue un peu. Ce n'est pas du vent, mais enfin, c'est quand même complexe cette histoire. Donc là, on débat de choses dont on n'est pas sûrs qu'on les aura au budget, c'est tout.

M. LE MAIRE : En tout cas, Monsieur NARZIS, nous, ce n'est pas de notre choix. On considère qu'il faut que nous avancions et je vous signale que ce n'est pas la première fois qu'on discute d'un Débat d'Orientations Budgétaires sans que nous ayons une loi de Finances votée. Donc, on fait avec les informations que nous avons et nous nous projetons sur l'avenir par rapport à ce que nous savons et les orientations que nous souhaitons prendre pour Beauvais et pour les Beauvaisiens.

M. ENJOLRAS : Oui, j'ai juste une petite question, par rapport à votre réponse sur la sanctuarisation des subventions aux associations. Quand les associations vont venir nous voir, en tout cas celles qui vont venir me voir, je peux leur dire qu'un certain nombre d'entre elles vont avoir des baisses de leur subvention et qu'à l'inverse, il y en a d'autres qui vont avoir une augmentation ou des événements nouveaux. Parce que c'est ce que j'ai compris de votre réponse, Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE : Vous pourrez dire, Monsieur ENJOLRAS, que l'enveloppe globale est maintenue et s'il y a des questions particulières, vous les inviterez à venir nous voir, comme tous les ans.

M. ENJOLRAS : La question, elle va être simple, c'est est-ce qu'on aura notre subvention ?

M. LE MAIRE : Et d'ailleurs, on ne va pas forcément attendre qu'ils viennent nous voir.

M. ENJOLRAS : La question est simple, c'est est-ce qu'on va avoir le maintien de notre subvention ? Donc là, vous me dites « non » et « allez voir Monsieur le Maire ».

M. LE MAIRE : Oui, jusqu'à preuve du contraire, c'est un peu nous qui sommes à la majorité.

M. ENJOLRAS : Et vous leur expliquerez pourquoi ils n'auront pas leur subvention.

M. LE MAIRE : On vous proposera, au budget, une répartition des différents montants, comme tous les ans ! Il n'y a rien d'extraordinaire et de nouveau.

M. LE MAIRE : Mais j'ai l'impression que ça vous gêne que... C'est vrai que ça les agace finalement. Ils auraient bien aimé qu'on s'attaque aux associations. Eh bien non ! On ne s'attaque pas aux associations. On maintient l'enveloppe, voire même on l'augmente. Parce qu'on veut soutenir le secteur associatif, qui est un élément de cohésion, voyez-vous. Donc c'est en ça aussi, on est protecteur.

M. ENJOLRAS : C'est bien pour ça que votre réponse nous dérange un peu. Parce qu'effectivement, il y a ce côté-là, qu'en période difficile, le rôle des associations est encore plus important que par le passé.

M. LE MAIRE : Complètement d'accord Monsieur ENJOLRAS. Je considère que les associations, ce sont des partenaires.

M. ENJOLRAS : Ça, ce n'est qu'un mot Monsieur le Président.

M. LE MAIRE : Je pense qu'on a pu se dire pas mal de choses. Donc, nous prenons acte de ce Rapport d'Orientations Budgétaires. Il n'y a pas de vote. Et on aura l'occasion de se retrouver, certainement en février d'ailleurs, pour le budget, en espérant que d'ici-là, effectivement, la loi de Finances soit votée.

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0245

Admission en non-valeur

M. Lionel CHISS, Maire Adjoint

Madame la cheffe de Service de Gestion Comptable de Beauvais a transmis des états des créances irrécouvrables ou éteintes pour un montant total de 107 717,82€ décomposé de la manière suivante :

Budget Ville	Article - Type de créances	N° de liste	N° de pièces	Montant
Principal	6541 - Admission en non-valeur	6258850632	63	1 052,41 €
Principal	6541 - Admission en non-valeur	7072500232	23	2 131,59 €
Principal	6541 - Admission en non-valeur	7036500532	253	21 700,79 €
Principal	6542 - Créances éteintes	6053330132	258	17 158,26 €
Principal	6541 - Admission en non-valeur	5970070132	886	64 333,04 €
Principal	6542 - Créances éteintes	5970070132	2	1 341,73 €
Total			1 485	107 717,82 €

Il est donc proposé d'admettre en non-valeur les créances pour lesquelles les poursuites ont été infructueuses et procéder à une annulation de dette pour les créances éteintes (dossier de surendettement, décision d'effacement de dette, liquidation judiciaire notamment).

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document afférent à ce dossier.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville durable et responsable » réunie le 10 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à l'unanimité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 44

5 – ADMISSION EN NON VALEUR

M. CHISS : Comme chaque année, malheureusement, nous devons passer en non-valeur un certain nombre de créances irrécouvrables ou éteintes. Cette année, pour 107 000 €, répartis sur un certain nombre de natures : cantine, droit de place, fourrière, périscolaire, etc., et aussi sur 14 ans, cette répartition, donc on a des créances des fois très anciennes. Et donc, après plein d'actions faites par le Trésor Public, il n'est pas possible de recouvrer ces sommes.

On propose au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents afférents à ce dossier.

M.LE MAIRE : Est-ce qu'il y a des questions ? Pas de questions, je mets aux voix.
Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée à l'unanimité.

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0280

Décision modificative n°2 -2024 - budget principal

M. Lionel CHISS, Maire Adjoint

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L 1612-6 et les articles L 1612-12 et suivants ;

Vu le règlement budgétaire et financier approuvé par le conseil municipal du 21 décembre 2023.

Vu les délibérations du conseil municipal en date du 19 février 2024 approuvant le budget primitif 2024, et celle du 20 juin 2024 validant le budget supplémentaire.

Vu le détail figurant dans le document budgétaire joint, présentant la situation des autorisations de programme et de crédits de paiement actualisés ;

Vu le rapport de présentation qui synthétise et commente les données issues du document budgétaire ;

Considérant que le budget supplémentaire et les décisions modificatives permettent, en cours d'année, d'ajuster les ouvertures de crédits inscrites au budget primitif, soit par réaffectation de crédits disponibles, ou par l'inscription de recettes nouvelles.

Il est proposé au conseil municipal

- d'adopter la décision modificative n°2 du budget principal de la ville de Beauvais

FONCTIONNEMENT	Dépenses	Recettes
Propositions nouvelles	3 313 947,00 €	489 438,00 €
INVESTISSEMENT	Dépenses	Recettes
Propositions nouvelles	83 000,00 €	83 000,00 €

- de constituer et de reprendre les provisions suivantes :
 - o reprise des provisions constituées pour créances douteuses pour un montant de 99 438 € selon le tableau ci-dessous :

Restes à recouvrer			Provisions à constituer	provisions en cours	solde (reprise)
avant 2017	153 789	100%	153 789		
2018	40 459	85%	34 390		
2019	71 657	75%	53 743		
2020	84 536	65%	54 948		
2021	145 267	35%	50 843		
2022	206 122	15%	30 918		
			378 632	478 070	99 38

- de constituer une provision de 15 000 € pour les litiges conformément à la matrice des tâches ci-dessous :

-

Dossier	Montant du litige réclamé ou évalué	Risque de survenance	Solde au 31/12/2023	provision à constituer	Reprise 2024	solde
Demande indemnités préjudice suit à maladie reconnue professionnelle	53 000,00	MOYEN	25 000,00	25 000,00	- €	0,00
Préjudice subi à la suite d'une exhumation et crémation	23 000,00	MOYEN	10 000,00	10 000,00	- €	0,00
Préjudice sanitaire suite à un décès dans un appartement	30 000,00	MOYEN	0	15 000,00	- €	15 000,00
			35 000,00	50 000,00	-	15 000,00

- d'approuver le remboursement de l'avance faite par le budget principal vers le budget annexe AGEL en aout 2016 pour un montant de 915 000 €. Les crédits ont été prévus au budget supplémentaire AGEL 2024.

- d'approuver que les crédits nécessaires au versement de l'indemnité prévue au décret n° 2019-1596 du 31 décembre 2019 sont plafonnés à l'autorisation budgétaire inscrite aux articles de mandatement du chapitre 012.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville durable et responsable » réunie le 10 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à la majorité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 32

Votes contre : 8

Abstention : 4

6 – DÉCISION MODIFICATIVE N° 2 -2024 – BUDGET PRINCIPAL

M. CHISS : Une Décision Modificative assez simple, où on vient ajouter quelques dépenses et quelques recettes.

La plus grosse partie, en fonctionnement, de ces dépenses, ce sont des ajustements au niveau des amortissements, parce que nous sommes en train de travailler sur ce sujet, conformément aux demandes de la Chambre Régionale des Comptes, ajuster notre inventaire avec celui du Trésor Public. Ce sont des opérations d'ordre pour 2,3 millions d'euros, quelques compléments de provisions, quelques compléments d'intérêts de la dette pour honorer les emprunts nouveaux, un reversement d'indemnités qu'on abordera dans une prochaine délibération à l'Agglomération du Beauvaisis pour l'indemniser sur d'autres transferts de compétences réseaux de chaleur, pour un litige qui était ancien, quelques compléments de subventions pour 23 000 €. Peu de choses sur la partie investissement.

C'est une décision, à mon sens, qui n'apporte pas beaucoup de questions. Mais je suis à votre disposition.

Je vous demande d'approuver la Décision Modificative n° 2. On en profite, dans cette délibération, pour reprendre des provisions pour créances douteuses pour 99 000 € et constituer une provision pour 15 000 € pour litiges, notamment sur un certain nombre de litiges qui sont mentionnés dans la délibération ; d'approuver aussi le remboursement de l'avance faite au budget Agel en 2016 pour 915 000 € ; et d'approuver les crédits nécessaires au versement de l'indemnité prévue au décret 2019 1596 de 2019, qui sont plafonnés, l'autorisation budgétaire qui a été votée par le passé.

Je rappelle que tous ces dossiers ont été présentés en Commission Ville durable et responsable le 10 décembre.

M. AURY : Non, c'était simplement pour indiquer qu'en conformité avec notre vote sur le budget principal, parce que c'est sur une Décision Modificative, nous voterons contre.

M. LE MAIRE : Très bien. C'est bien noté. Qui est contre ? 8. Qui s'abstient ? 4.
La délibération est adoptée à la majorité.

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0277

Autorisation donnée à Monsieur le Maire de procéder au paiement de dépenses d'investissement en 2025 avant l'adoption du budget primitif

M. Lionel CHISS, Maire Adjoint

La ville de Beauvais votera son budget primitif 2025 au plus tard à la fin du 1^{er} trimestre 2025. L'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) indique que jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Ce même article du CGCT précise que pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut, les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans l'attente du vote du budget 2025 et dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice 2024 pour les chapitres ou opérations suivantes :

BUDGET PRINCIPAL	Montant de l'autorisation en €
20 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	200 000
204 - SUBV EQUIPEMENTS VERSEES	200 000
21 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 900 000
23 - IMMOBILISATIONS EN COURS	1 000 000
BUDGET ANNEXE ELISPACE	
21 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES	219 500

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville durable et responsable » réunie le 10 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à l'unanimité des suffrages exprimés le rapport ci-dessus.

Votes pour : 36

Abstention : 8

7 – AUTORISATION DONNÉE À MONSIEUR LE MAIRE DE PROCÉDER AU PAIEMENT DE DÉPENSES D'INVESTISSEMENT EN 2025 AVANT L'ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF

M. CHISS : C'est une délibération habituelle, qui permet au Maire d'engager les dépenses d'investissement, dans l'attente du vote du budget primitif, que nous souhaitons voter rapidement, c'est une des raisons, en février.

Vous avez, rappelés dans cette délibération, les montants de l'autorisation qui sont par chapitre, dans la limite d'un quart des budgets ouverts au titre de l'exercice 2024.

M. LE MAIRE : Merci. Des questions ? Pas de question, je mets aux voix.
Tout le monde est pour ?

M. AURY : On s'abstient sur cette délibération.

M. LE MAIRE : Qui est contre ? Qui s'abstient ? 8. La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0307

Mise à jour du Règlement Budgétaire et Financier

M. Lionel CHISS, Maire Adjoint

Vu le III de l'article 106 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,

Vu le décret n°2015-1899 du 30 décembre 2015,

Vu l'article L. 5217-10-8 du CGCT applicable aux métropoles et à toute collectivité ayant fait le choix de la nomenclature M57, relatif au règlement budgétaire et financier

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2321-2-27 et suivants concernant les dépenses obligatoires pour les communes et groupements dont la population est supérieure ou égale à 3 500 habitants,

Vu le décret n°96-523 du 13 juin 1996 pris pour application de l'article L 2321 -2 du CGCT,

Vu l'avis du Comptable public en date du 11 juillet 2023 sur la mise en œuvre du droit d'option pour adopter le référentiel M57

Vu la délibération du 14 décembre 2023 adoptant la nomenclature M57 et le règlement budgétaire et financier ;

La mise en œuvre de la M57 au 01/01/2024 a engendré la mise en place d'un Règlement Budgétaire et Financier (RBF) qui a pour vocation de rappeler les normes tant légales que réglementaires ainsi que les processus de gestion propres à la collectivité.

Le RBF formalise et précise les principales règles de gestion financière qui résultent du Code général des collectivités territoriales (CGCT), de la loi organique relative aux lois des finances du 1er août 2001 et du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et des instructions budgétaires et comptables applicables aux collectivités.

Compte tenu des évolutions de fonctionnement de services, il est nécessaire de procéder à une mise à jour du RBF pour les points suivants :

- Article 1.1.2. Arborescence budgétaire :

Abandon de la présentation en missions / programmes / actions remplacé par une présentation normalisée en compte par nature et par fonction.

- Article 1.2.2. La préparation budgétaire :

Ajout dans le calendrier préparatoire du budget des conférences techniques budgétaires en amont des conférences d'arbitrage.

- Article 2.1.2. La gestion de la PPI :

Retrait des définitions des services gestionnaires et utilisateurs et ajout de la valorisation des dépenses d'accessibilité dans les dépenses d'investissement des espaces publics

- Article 3.2.3. Les engagements de dépenses :

Ajout de la notion du suivi analytique pour les opérations comptables concernant les bâtiments et les subventions octroyées.

- Article 3.2.6. La liquidation et l'ordonnancement :

Mise à jour des circuits de signature des bordereaux de mandats et de titres.

- Article 3.4.5 Les rattachements :

Les engagements de dépense de fonctionnement ayant déjà fait l'objet d'un rattachement en N-1 ne pourront faire l'objet d'un nouveau rattachement en N.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'ensemble des mises à jour proposées ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document permettant l'application de la présente délibération.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville durable et responsable » réunie le 10 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à l'unanimité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 44

8 – MISE À JOUR DU RÈGLEMENT BUDGÉTAIRE ET FINANCIER

M. CHISS : On avait adopté un règlement budgétaire et financier de la ville de Beauvais, qui est un document assez épais, joint à la délibération, et qui nous donne tout un tas de règles de fonctionnement, qui sont très importantes pour la bonne gestion budgétaire et financière de la collectivité, et qui ont d'ailleurs été rédigées par Anne-Sophie FARDEL, que je salue pour la qualité de ce travail. C'est un règlement qu'il faut régulièrement mettre à jour, en fonction de l'évolution du fonctionnement des services. Donc là, on a un certain nombre d'évolutions sur l'arborescence budgétaire, sur la préparation budgétaire, avec les calendriers préparatoires des conférences techniques que nous avons mises en place cette année en plus des conférences d'arbitrage, sur la gestion du Plan Pluriannuel d'Investissement, sur les engagements de dépenses, la liquidation de l'ordonnancement et les rattachements.

On propose au Conseil Municipal d'approuver ces mises à jour et d'autoriser Monsieur le Maire à signer le document qui permettra l'application de cette délibération.

MME MARAIS-BEUIL : Oui, Monsieur CHISS, je pensais que vous auriez profité de ce changement pour inscrire le compte financier unique.

M. CHISS : Il est mentionné dans le règlement, le compte financier unique. Mais aujourd'hui, on n'est pas encore au compte financier unique. On y travaille. Et quand on sera vraiment en mesure de le mettre en place, on fera vraiment une modification significative par rapport à ça.

M. ENJOLRAS : Oui, c'est juste une question. Quelle est la raison de ces modifications au niveau de ce règlement intérieur ?

M. CHISS : C'est parce qu'on a mis en place des fois des choses qui n'étaient pas prévues dans le règlement initial. Exemple quand on prépare les budgets, on devait avoir des conférences d'arbitrage avec les services et les adjoints ou conseillers délégués en charge d'un certain nombre de missions qui se tenaient. Cette année, on a mis en place, par exemple, des conférences techniques, en amont de ces conférences budgétaires, pour que les services travaillent sans les élus dans un premier temps, pour élaguer un certain nombre de sujets. C'est un exemple. On a aussi des modifications, des fois, de périmètres ou d'organisation des services en eux-mêmes, qui génèrent une modification de ce qui est expliqué dans le règlement, par rapport au fonctionnement de ce service, d'un point de vue budgétaire et financier. En fait, ce sont des procédures. Comme toute procédure, elles évoluent avec la vie de la collectivité et donc, on fait évoluer le règlement, tout simplement.

M. LE MAIRE : Pas d'autres questions ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée à l'unanimité.

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0201

Fiabilisation de l'inventaire - Rapprochement état de l'actif - Inventaire comptable -
Opérations non budgétaires

M. Lionel CHISS, Maire Adjoint

Dans le cadre de la fiabilisation des comptes, la Direction des Finances a entamé cette année une démarche d'ajustement entre l'inventaire comptable suivi par l'ordonnateur, et l'état de l'actif suivi par le service de gestion comptable (SGC) de Beauvais.

Une première étape a été réalisée par certificats administratifs, pour les sorties de biens à enregistrer par le comptable public, pour le transfert de travaux en cours sur leur compte d'imputation définitive (en partie travaux 2007 à 2020), et pour diverses corrections annexes.

Par ailleurs, l'état de l'actif du comptable mentionne un certain nombre de fiches globales antérieures à 2006 ou reprises d'anciennes balances comptables, impossibles à individualiser ou même d'en cerner l'origine.

Le guide des opérations d'inventaire mis en application par l'instruction NOR INTB1501664J du 27/03/2015, prévoit pour les biens amortissables et à l'occasion d'ajustements de l'actif, une possibilité de rattrapage des amortissements non réalisés, par une opération non budgétaire par débit du compte 1068.

En accord avec le SGC et dans le cadre d'un premier travail de concordance, il est proposé au conseil municipal :

- de sortir de l'état de l'actif du comptable, les fiches inventaire figurant sur le premier état ci-joint, pour un total de 126.387.145,02€ ;
- de procéder au rattrapage des amortissements non réalisés jusqu'en 2023 figurant sur le deuxième état annexé pour un total de 10.175.229,69€.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville durable et responsable » réunie le 10 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à l'unanimité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 44

9 – FIABILISATION DE L'INVENTAIRE – RAPPROCHEMENT ÉTAT DE L'ACTIF – INVENTAIRE COMPTABLE – OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

M. CHISS : C'est une délibération très technique. Il y a un travail qui est en cours d'ajustement entre l'inventaire comptable, qui est suivi par l'ordonnateur, c'est-à-dire nous, et l'état de l'actif qui est suivi par le service de gestion comptable de Beauvais. Vous savez que les comptes administratifs sont ainsi faits, que nous n'avons pas de présentation du bilan de la collectivité, c'est-à-dire son actif et son passif. On est toujours en compte administratif, donc en flux budgétaire annuel. Mais cette inscription, on va dire bilantielle, existe, elle est quelque part, mais elle n'est pas présentée. C'est d'ailleurs un des objectifs du compte financier unique et après, des comptes des collectivités qui seront présentés comme les comptes d'une entreprise privée, avec un bilan et un compte de résultat.

Malgré tout, même si on ne vous le présente pas, ces éléments existent et comme dans 99 % des collectivités, il y a des écarts significatifs entre les inscriptions à l'inventaire chez le comptable public et l'inscription à l'inventaire chez nous. Ce sont des toilettages importants parce qu'on remonte, j'ai envie de dire, à la création de la ville de Beauvais, quasiment. C'est la municipalité de ses comptes en l'état. Donc on a des impacts extrêmement significatifs, puisqu'on sort de l'état actif du comptable 126 millions d'euros d'actifs, qui sont des actifs très anciens, totalement amortis et pour la plupart, difficilement identifiables. Ça peut être des travaux de voirie qui datent d'il y a 40 ans, c'est pour ça que, à un moment donné, ça n'a plus vraiment de sens de les maintenir à l'actif, qu'ils aient une valeur zéro, c'est un peu technique, mais dans notre patrimoine, qui sont totalement amortis. D'où la raison de les sortir et nous en profitons aussi pour rattraper des amortissements non réalisés, puisqu'en 2023, pour 10 175 000 €, ce sont des amortissements sur des immobilisations que nous avons encore et qu'il nous faut maintenant reprendre et comptabiliser. Nous ne les passons pas dans le compte administratif. Nous les passons par ce qu'on appelle le compte 1068, c'est-à-dire le compte de réserve de la collectivité. C'est un impact aussi bilantiel, qui n'a pas d'incidence au budget annuel tel qu'il est présenté.

Donc, c'est un travail qui est en cours, qui n'est pas complètement fini. C'était encore une fois une recommandation de la Chambre Régionale des Comptes du dernier rapport de 2020, sur lequel nous travaillons, qui est un travail important. On se fait accompagner par un Cabinet pour le faire d'ailleurs. Ça mobilise beaucoup de moyens humains pour quelque chose qui est important mais qui est très technique et qui est assez peu opérationnel, mais il faut le faire. Ça fait partie du chemin que nous devons poursuivre pour aller vers la certification des comptes des collectivités, puisque c'est ce qui va arriver. Et pour pouvoir certifier les comptes d'une collectivité, comme d'une entreprise, il faut avoir un actif qui soit fiable. Donc ça fait partie de cette fiabilisation.

On vous demande d'acter ces mouvements. On est en lien permanent avec le S.V.C. donc ça se fait avec eux. Ils sont d'accord avec ce premier travail de concordance. Et donc on propose au Conseil Municipal de sortir de l'état de l'actif du comptable les fiches d'inventaire qui sont jointes pour 126 387 145,02 € et de procéder au rattrapage des amortissements non réalisés jusqu'en 2023, on a un état annexé aussi, pour 10 175 229,69 €.

M. LE MAIRE : Délibération technique, mais hautement importante.

MME MARAIS-BEUIL : Monsieur CHISS, je vois que vous avez sorti de nombreux travaux antérieurs à 1997. En reste-t-il beaucoup encore ? Ou avez-vous tout sorti ?

M. CHISS : Oui, on a quasiment tout sorti, tout ce qui est très, très vieux, donc antérieur à 97. On a encore un travail aujourd'hui de fiabilisation plutôt sur les années plus récentes, qui est en cours.

M. LE MAIRE : Merci. Tout le monde est pour cette délibération ?
La délibération est adoptée à l'unanimité.

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0306

Convention de refacturation de dépenses entre la ville de Beauvais, la communauté d'agglomération du Beauvaisis, le centre communal d'action sociale de Beauvais et l'office du tourisme de l'agglomération de Beauvais

M. Lionel CHISS, Maire Adjoint

La Ville de Beauvais, la communauté d'agglomération du Beauvaisis, le centre communal d'action sociale et l'office de tourisme de l'agglomération de Beauvais ont, depuis la création de la communauté d'agglomération du Beauvaisis, mutualisé un certain nombre de leurs services.

Dans le même objectif de mutualisation des procédures de la commande publique et de gain économique, ces organismes peuvent être amenés à valider un engagement financier avec un fournisseur ou prestataire pour assurer le fonctionnement de services des autres entités.

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de refacturation entre organismes pour des dépenses dont la facturation est unique car le fournisseur ou prestataire ne n'est pas en mesure d'émettre une facture par organisme. Les dépenses concernées par la présente convention sont par exemple les frais d'affranchissement, les dépenses de carburant, des prestations informatiques, etc...

La collectivité ou l'établissement qui a pris en charge la dépense dans son intégralité fournira annuellement aux autres organismes concernés un état récapitulatif des dépenses en l'affectant par collectivité ou établissement avec l'ensemble des factures concernées, la nature de la dépense avec mention du montant à rembourser.

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer la convention ainsi que tout document afférent à son exécution.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville durable et responsable » réunie le 10 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à l'unanimité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 44

10 – CONVENTION DE REFACTURATION DE DÉPENSES ENTRE LA VILLE DE BEAUVAIS, LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BEAUVAISIS, LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE BEAUVAIS ET L'OFFICE DU TOURISME DE L'AGGLOMÉRATION DE BEAUVAIS

M. CHISS : Absolument, nous avons passé les mêmes délibérations la semaine dernière à l'Agglomération du Beauvaisis.

Il s'agit, pour cette délibération, de faciliter les modalités de refacturation entre les différentes collectivités. Un exemple simple, une facture arrive d'un fournisseur à la ville de Beauvais et concernant des prestations pour 2, 3 ou 4 des collectivités, nous permet de pouvoir accepter cette facture, et ensuite de refacturer, selon des quotas déterminés, en fonction de la réalité de la consommation ou de la dépense par collectivité. Et donc, pour que le comptable public accepte cette refacturation, il nous faut cette délibération. C'est vraiment aussi encore technique. Il y a quand même pas mal de fournisseurs qui n'acceptent pas de découper une facture en 2, 3 ou 4 factures différentes.

Nous contribuons ainsi, Monsieur le Maire, à la simplification administrative. On vous demande d'adopter cette convention.

M. LE MAIRE : Merci. J'imagine qu'il n'y a pas d'opposition. Je vous remercie.
La délibération est adoptée à l'unanimité.

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0282

Actualisation de la longueur de voirie communale au 1er janvier 2025

M. Lionel CHISS, Maire Adjoint

La Préfecture de l'Oise sollicite chaque année la ville de Beauvais afin de réaliser un recensement des données nécessaires au calcul de la dotation globale de fonctionnement (DGF) afin de les actualiser.

C'est ainsi que dans le cadre de la préparation de la DGF 2026, la ville de Beauvais sera amenée à déclarer, le cas échéant, une nouvelle longueur de voirie classée dans le domaine public communal au 1er janvier 2025.

Par délibération du 1er janvier 2024, le conseil municipal a arrêté la longueur de la voirie communale à 210.661,35 mètres linéaires.

La différence entre le linéaire au 1er janvier 2024 et au 1er janvier 2025, soit 1922.25 m, est décomposée de la sorte :

- Voiries communales :

Impasse de la croix poulette : 76 m

Modification de l'avenue Blaise Pascal suite au récolement : + 190 m soit 1528 m

Modification du linéaire de la rue Charles Tellier : + 13 m soit 622 m

Modification du linéaire de la rue Georges Buisson : + 52.1 m soit 439 m

Création du giratoire Charles Tellier : 54m

- Rétrocession :

Résidence Bellevue :

voie résidence Bellevue 92,45m

Rue Gérard de Nerval 132.75 m

Rue la Bruyère 94.75 m

Rue François Mauriac 118.18 m

Rue André Chenier 216.76 m

- Voiries dont les travaux sont terminés et les logements livrés :

rue Wangari Muta Maathai	387.00 m
rue Claudie Haignéré	247.60 m
rue Gisèle Halimi	199.20 m
rue Lucienne Fabre-Sebart	48.46 m

Il est proposé au Conseil Municipal d'arrêter au 1er janvier 2025 la longueur de voirie communale à 212.583,60 mètres linéaires.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville durable et responsable » réunie le 10 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à l'unanimité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 44

11 – ACTUALISATION DE LA LONGUEUR DE VOIRIE COMMUNALE AU 1^{ER} JANVIER 2025

M. CHISS : Exactement. C'est dans le cadre de la préparation de la D.G.F. 2026.

Alors là, on a une augmentation significative de la voirie entre le 1^{er} janvier 2024 et le 1^{er} janvier 2025 : 1 922,25 mètres de plus pour atteindre 212 583,60 mètres linéaires au 1^{er} janvier 2025.

Vous avez, dans la délibération, le détail des voiries qui justifie cette augmentation entre le 1^{er} janvier 2024 et le 1^{er} janvier 2025.

M. LE MAIRE : Pas de questions, je mets aux voix.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

La délibération est adoptée à l'unanimité.

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0241

Bilan des travaux de la commission consultative des services publics locaux (CCSPL) de l'année 2023

M. Lionel CHISS, Maire Adjoint

L'article L. 1413-1 du code général des collectivités territoriales, modifié par l'article 13 de la loi n°2007-1787 du 20 décembre 2007, relative à la participation des habitants et des usagers à la vie des services publics, oblige désormais le président de la commission consultative des services publics locaux à présenter à son assemblée délibérante ou son organe délibérant, avant le 1er juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission.

Les compétences de la commission consultative des services publics locaux (CCSPL) sont les suivantes :

1. examen des rapports

La commission examine tous les ans :

- le rapport établi par chaque délégataire de service public tel que prévu à l'article L. 1411-3 du code général des collectivités territoriales et par le décret n°2005-236 du 14 mars 2005 précisant et renforçant les obligations relatives au rapport annuel du délégataire de service public local (rapport comportant notamment des données comptables, des données d'investissement, et les conditions d'exécution et qualité du service),
- le bilan d'activité des services publics exploités en régie directe dotée de l'autonomie financière.

Ce rôle de simple examen n'est assorti d'aucune sanction.

2. Les consultations obligatoires de la C.C.S.P.L.

La commission est obligatoirement consultée pour avis, par l'organe délibérant, sur tout projet de création de services publics, en délégation de service public ou en régie dotée de l'autonomie financière, qu'il s'agisse de services publics industriels et commerciaux ou de services publics administratifs.

Au cours de l'exercice 2023, la C.C.S.P.L. s'est réunie à plusieurs reprises, afin d'examiner les rapports suivants :

- ✓ présentation du choix du mode de gestion du plan d'eau du Canada (rapport présenté en CCSPL du 17 mars 2023),
- ✓ présentation du choix du mode de gestion du stationnement de la ville de Beauvais (rapport présenté en CCSPL du 17 mars 2023),
- ✓ rapport annuel concernant la gestion du stationnement payant en ouvrage et sur voirie (rapport 2022 – présenté en CCSPL du 22 novembre 2023),
- ✓ rapport annuel concernant l'exploitation de la fourrière automobile (rapport 2022 – présenté en CCSPL du 22 novembre 2023),
- ✓ rapport annuel concernant l'exploitation du centre animalier (rapport 2022 – présenté en CCSPL du 22 novembre 2023),
- ✓ rapport annuel concernant la régie de l'Elispace (rapport 2022 – présenté en CCSPL du 22 novembre 2023),
- ✓ rapport annuel concernant la gestion du crématorium de Beauvais (rapport 2022 – présenté en CCSPL du 22 novembre 2023),
- ✓ rapport annuel concernant la gestion de la patinoire de Beauvais (rapport 2022 – présenté en CCSPL du 22 novembre 2023),
- ✓ rapport annuel concernant l'exploitation du réseau de chaleur (rapport 2022 – présenté en CCSPL du 22 novembre 2023).

Il est proposé au conseil municipal de prendre acte des travaux de la commission consultative des services publics locaux cités ci-dessus.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville durable et responsable » réunie le 10 décembre 2024.

Après en avoir débattu, le CONSEIL MUNICIPAL, décide de prendre acte du bilan des travaux de la CCSPL de l'année 2023.

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0244

Commission consultative des services publics locaux -CCSPL- Réseau de chaleur Saint Jean -
Rapport 2023

M. Lionel CHISS, Maire Adjoint

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, les Maires ou les Présidents d'E.P.C.I. doivent communiquer à leur assemblée délibérante un rapport annuel sur les conditions d'exécution du service public.

Ce rapport d'activité, ainsi que les comptes afférents, sont présentés, au préalable, à la Commission Consultative des Services Publics Locaux (C.C.S.P.L.), pour avis.

Assurant la compétence « réseaux de chaleur », la Ville de Beauvais a conclu avec la société CRAM SAS un contrat de concession sous forme de délégation de service public, pour la construction et l'exploitation d'une chaufferie bois et d'un réseau de chaleur sur le quartier Saint Jean. L'équipement a été mis en service en octobre 2010. La durée de la concession est de 24 ans.

La société CRAM SAS a remis à la collectivité le rapport d'activité du réseau de chaleur Saint Jean et le bilan financier associé au titre de l'exercice 2023, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.

1. FOURNITURE D'ENERGIE

Production totale : **30 GWh**

Livraison aux abonnés : **24 GWh**

Répartis comme suit :

- Biomasse : **91,3%**
- Gaz : 7,5%
- Fioul : 1,2%

Rayon d'approvisionnement de la ressource bois : **56 km** en moyenne

2. PRIX DE LA CHALEUR

Prix moyen du MWhu : **101.99 € HT/MWhu** (+ 6 % par rapport à 2022, et une moyenne de +3,2 %/an depuis 2010)

Répartis comme suit :

- Redevance R1 (énergie) : 45.45 €HT/MWhu - 1%
- Redevance R2 (abonnement) : 56.54 €HT/kWs + 12 %

L'augmentation du R2 est due à la hausse du R21 correspondant au prix de l'électricité.

3. IMPACT ENVIRONNEMENTAL

- 6 957 tonnes de CO2 économisées

4. RESULTATS FINANCIERS

- Chiffre d'affaires : **2 543 k€** soit une hausse de 4.1 %
- Résultat avant impôts : 171 k€
- Résultat Exceptionnel : - 67 k€ (sortie d'actifs)
- Résultat après impôts cumulé depuis MES : 168 k€

5. EXPLOITATION, MAINTENANCE, GROS ENTRETIEN ET RENOUELEMENT

1824 h d'intervention dont

- 1644,6 h de maintenance planifiée
- 164,13 h de demande client ou alarmes

36 pannes et **0 interruption de service**

Maintenance corrective et renouvellement :

- Réparations de fuites sur des échangeurs en sous-station
- Fuites sur réseau de liaison avec la chaufferie gaz
- Retubage des échangeurs chaudières
- Réfection de la grille
- Réfection des réfractaires
- Remise en état du silo

Principaux dépannages :

- Combustion : mini technique, dépression, fuite, défaut de grille (13 pannes)
- Blocage convoyeur bois : granulométrie / corps étrangers (9 pannes)
- Dérailements de chaîne / blocage convoyeur cendre (9 pannes)

La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) a été consultée le 21 novembre 2024.

Il est, par conséquent, proposé au conseil municipal de prendre acte du rapport d'activité pour l'année 2023, fourni par la société CRAM pour l'exploitation du réseau de chaleur de Saint Jean.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville durable et responsable » réunie le 10 décembre 2024.

Après en avoir débattu, le CONSEIL MUNICIPAL, décide de prendre acte du rapport d'activités exploitation du réseau de chaleur de Saint-Jean, pour l'année 2023.

13 – COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX – C.C.S.P.L. – RÉSEAU DE CHALEUR SAINT-JEAN – RAPPORT 2023

M. CHISS : Cette fois, il s'agit bien des rapports au titre de l'année 2023. Nous devons aussi présenter, en Conseil Municipal, les rapports des délégataires concernant l'année précédente, donc 2023.

Il s'agit de la présentation du rapport d'activités relatif à l'exploitation du réseau de chaleur Saint-Jean pour l'année 2023. Vous avez, dans la délibération, et ensuite annexé, l'ensemble du rapport relatif à cette Délégation de Service Public, qui a d'ailleurs été étudié le 21 novembre 2024 à la Commission Consultative des Services Publics Locaux de 2024, qui étudie les rapports de 2023.

MME CLINCKEMAILLIE : Merci. En fait, je profite de cette délibération pour évoquer le second réseau de chaleur, parce que je crois qu'on est à l'heure où on va choisir les candidats et j'aurais voulu, il vaut mieux anticiper, que l'expertise, en matière de géothermie, soit vraiment un critère prépondérant dans le choix qui sera fait. Parce que ce que je tenais à dire, c'est qu'en cas d'une chaudière bois, s'il n'y avait qu'une seule chaudière bois, ce serait vraiment un monstre, il faudrait brûler des dizaines de milliers de tonnes. Et pour moi, c'est une ressource qui doit être préservée, parce que si toutes les collectivités brûlent des dizaines de milliers de tonnes, on ne s'en sortira pas. Donc c'est pour ça que vraiment je voudrais que ce critère d'expertise en géothermie profonde soit vraiment important, majeur, prépondérant.

M. DEBIL-CAUX : Tout d'abord, c'est un sujet communautaire. Maintenant, le second réseau de chaleur et le premier, on le verra tout à l'heure, dans la délibération 22, est passé en communautaire. Je vous confirme que les trois candidats que nous avons retenus à la candidature, sont des gens qui font de la géothermie profonde et qui ont l'expérience de la géothermie profonde.

M. LE MAIRE : Merci pour cette réponse. S'il n'y a pas d'autres questions, je mets aux voix.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

La délibération est adoptée à l'unanimité.

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0240

Présentation du rapport annuel d'activités de la délégation de service public du stationnement
- année 2023

M. Lionel CHISS, Maire Adjoint

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, les Maires ou les Présidents d'E.P.C.I. doivent communiquer à leur assemblée délibérante un rapport annuel sur les conditions d'exécution du service public.

Ce rapport d'activité, ainsi que les comptes afférents, sont présentés, au préalable, à la Commission Consultative des Services Publics Locaux (C.C.S.P.L.), pour avis.

La ville de Beauvais a conclu, à compter du 1^{er} mars 2017, un contrat de Délégation de Service Public (DSP) avec la société Beauvais Stationnement (Groupe INDIGO), pour une durée de 6 ans, soit jusqu'au 1^{er} mars 2023. A ce titre, la société Beauvais Stationnement a remis à la collectivité le rapport d'activité de l'exploitation du stationnement.

Considérant l'imprévisibilité de la crise sanitaire du COVID-19 sur l'exécution du contrat, une prolongation s'est avérée nécessaire afin d'assurer la continuité du service public jusqu'à la mise en place des nouvelles modalités de gestion. Aussi, l'avenant n°5 signé le 8 février 2023 prévoyait d'étendre les mesures en vigueur jusqu'au 31 décembre 2023.

1. Les faits marquants de l'année 2023

L'année 2023 a été marquée par les faits suivants :

- Prolongation du contrat du 1^{er} mars au 31 décembre 2023,
- Changements des tarifs au 1^{er} avril 2023,
- Audit clients mystères 2023 réalisé sur le parking Hôtel de Ville, la satisfaction client est de 99.4 %.

2. Les chiffres-clés de l'année 2023

Les chiffres présentés sont toutes taxes comprises.

2.1. Parking de l'HOTEL DE VILLE

- 250 places (3 niveaux) dont 4 places PMR et 4 places Famille.
- Ouvert 24h/24 et 7j/7.
- Grille tarifaire spécifique :
 - Du 01/01 au 31/03 : 30 min gratuites - 2 € pour 2h - 69 €/mois.
 - Du 01/04 au 31/12 : 30 min gratuites – 2,4 € pour 2h – 84 €/mois.
- Travaux effectués :
 - Interventions courantes de maintenance nécessaires au maintien en bon état du parking Hôtel de Ville,
 - Remplacement de la sirène d'alarme incendie au niveau -1,
 - Remplacement du contact pour la fermeture porte automatiques à l'entrée du parking,
 - Changement de 4 flotteurs de la pompe de relevage et remise en état de l'armoire de commande électrique,
 - Changement de consommables pour la centrale CO/NO,
 - Changement de la robinetterie dans les sanitaires de la boutique,
 - Changement des têtes de détection des incendies défectueuses,
 - Modification du logiciel de gestion des clients et du matériel de péage,
 - Installation du nouveau logiciel de supervision NORA créé par INDIGO.
- Fréquentation : **21 004 clients horaires** en 2023 (- 0.9 % par rapport à 2022) et **2 805 clients abonnés** (-7.6 %). Ticket moyen à 2,35 € (variation 2023/2022 de + 23.5 %).
- Recettes : **204 468 € de recettes annuelles** (variation 2022/2023 de + 11.4%) **dont 49 407 € de recettes horaires en 2023** (+22.4% par rapport à 2022) et **147 708 € de recettes abonnés** (+3.9 %).

2.2. Parking FOCH

- 167 places (1 niveau) dont 4 places PMR, 2 bornes de recharge électrique (taux d'occupation 2023 : 1.43 %).
- Ouvert 24h/24 et 7j/7.

- Grille tarifaire spécifique :
 - Du 01/01 au 31/03 : 30 min gratuites – 1,80 € pour 2 h – 45€/mois.
 - Du 01/04 au 31/12 : 30 min gratuites – 2,20 € pour 2 h – 54 €/mois.
- Travaux effectués :
 - Interventions courantes nécessaires au maintien en bon état du parc en enclos FOCH,
 - Installation du nouveau logiciel de supervision NORA.
- Fréquentation : **55 268 clients horaires** en 2023 (+5.7 %) et **787 clients abonnés** en 2023 (+16.8 %). Ticket moyen à 1,78 € (variation 2022/2023 de + 17.1 %).
- Recettes : **115 407 € de recettes annuelles** (variation 2022/2023 +27.5 %) **dont 82 575 € de recettes horaires** (+23.7%) et **31 670 € de recettes abonnés** (+ 35.8 %)

2.3. Stationnement sur VOIRIE

- 650 places en zone rouge/1690 places en zone verte/120 places dans l’anneau orange.
- 138 horodateurs.
- Grille tarifaire spécifique :
 - Zone rouge : 2 € pour 2 h
 - Zone verte : 2 € pour 4 h
 - Anneau orange : 2h gratuites
- Gratuité tout au long de l’année (lundi matin, samedi après-midi, 1^{ère} heure entre décembre et janvier, dimanche et jours fériés, mois d’août).
- Abonnements résident et commerçant : 5€ mensuel (55 € annuel)
- Travaux effectués :
 - Maintenance préventive/curative des horodateurs, effectuée par les agents d’exploitation.
- Fréquentation : 87 % de clients horaires, 11 % de résidents et 2 % de commerçants en 2022.

La zone orange (gratuite) représente près de 25% du nombre de tickets délivrés. En zone payante, la zone verte concentre 53 % des tickets délivrés et la zone rouge 47 %.

67% des tickets sont pris par le biais des horodateurs, 33 % sur les applications dématérialisées Indigo Néo et Pay by phone...

- Recettes : (données d'exploitation et non comptables)

422 990 € de recettes totales en 2023 (2.95%), décomposés comme suit : 367 350 € de recettes horaires (+10.2 % par rapport à 2022), 46 780 € de recettes abonnés résidents (-29.6 % par rapport à 2022) et 8 860€ de produits annexes (dont abonnements commerçants).

47 % des recettes des horodateurs proviennent de la zone rouge et **53 %** de la zone verte.

2.4. Forfaits Post-Stationnement

- Contrôles : 84 980 contrôles effectués en 2023 soit une augmentation de 42.2 % par rapport à 2022. Ces contrôles sont essentiellement réalisés sur la zone verte.
- FPS validés : 13 400 FPS émis (+ 46.4 %) dont 9 770 payés et 2 270 restants à payer soit un taux de FPS de 15.7 % par contrôle (valeur identique à 2022).
- Recettes FPS : **valeur des FPS de 434 156 € en 2023 soit +46.3% (184 554 € payés et 74 930 € à payer)**. Valeur moyenne des FPS payés de 18.88 € contre 16.85 € en 2022.
- RAPO : 366 RAPO (+ 40.7 %) effectués dont environ 2.73 % de taux d'acceptation.

2.5. Calcul de la rémunération du délégataire

Les chiffres présentés proviennent du compte de résultat du délégataire en p 64 à p 70

- **Rémunération au titre de la gestion des parcs de stationnement : 383 127.60 € TTC (319 273 € HT)**
 - Produits d'exploitation usagers et amodiataires parc Hôtel de ville et parc Foch :
 $244\,636.8\text{ €} + 138\,490.8\text{ €} = 383\,127.60\text{ € TTC}$
- **Rémunération au titre du stationnement sur voirie : 308 271. 60 € TTC (256 893 € HT)**

Produits d'exploitation du stationnement sur voirie, utilisé comme base de calcul : 400 604 € TTC.

- Produits d'exploitation < 510 000 € : 60,3 % des recettes reversées au délégataire, soit **241 564.80 € TTC (201 304 € HT)**.
Le résiduel est pour la ville, soit **159 040 €** inscrits dans le budget principal.
- Indemnités compensatrices versées au délégataire (Avenant n°3) : **66 706.80 € TTC (55 589 € HT)**

2.6. Calcul de la redevance à la collectivité

➤ Calcul de la redevance « part fixe » : 0 €

Suite à l'avenant n°2, la redevance fixe a été supprimée.

➤ Calcul de la redevance « part variable » : 0 €

Le chiffre d'affaires réalisé sur les parcs de stationnement étant inférieur au seuil annuel de recettes de 454 476 € TTC, la redevance est donc nulle selon les termes du contrat.

2.7. Compte de résultat de la DSP Stationnement

Le résultat net HT avant impôt est positif à hauteur de 136 821 € pour l'année 2023 en raison de résultats d'exploitation excédentaires pour le parc Foch et la voirie :

- Parc Hôtel de ville : - 102 215 €
- Parc Foch : 101 867 €
- Voirie : 137 169 €

Voir le détail en annexe du présent rapport p 64 à p 70.

2.8. Opérations commerciales

- Pass été 7 ou 14 jours : Respectivement 32 et 6 forfaits délivrés.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) a été consultée le 21 novembre 2024.

Il est par conséquent proposé au conseil municipal de prendre acte du rapport d'activité pour l'année 2023 fourni par la société Beauvais Stationnement pour l'exploitation du stationnement de la ville de Beauvais.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville durable et responsable » réunie le 10 décembre 2024.

Après en avoir débattu, le CONSEIL MUNICIPAL, décide de prendre acte du rapport annuel d'activités de la DSP stationnement – année 2023.

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0279

Avenant à la convention relative à la mise à disposition de services entre la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis et la commune de Beauvais

M. Lionel CHISS, Maire Adjoint

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 5211-4-1,

Vu la convention de mise à disposition signée le 05/07/2021,

Vu la délibération n°A-DEL-2021-0052 de de la communauté d'agglomération du Beauvaisis du 29/03/2021, la délibération n°B-DEL-2021-0048 de de la ville de Beauvais du 26/03/2021,

Considérant la volonté de la communauté d'agglomération du Beauvaisis et de la Ville de Beauvais de s'engager dans une démarche de mutualisation de leurs services, une première convention a été signée en 2005.

Considérant que la convention de 2014, avenantée en 2016, et organisant les mises à disposition ascendantes et descendantes était arrivée à échéance, une nouvelle convention a été signée en 2021.

Considérant les réorganisations concomitantes des périmètres des directions et des services intervenues depuis cette date, il apparaît nécessaire d'actualiser les mises à disposition existantes en précisant leur périmètre ainsi que les critères et valeurs,

Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'approuver le présent avenant et ses annexes à la convention de mise à disposition de services dont l'objectif est d'actualiser les modalités de mise à disposition :
 - de services ou parties de services de la ville de Beauvais au profit de la communauté d'agglomération du Beauvaisis, en vue d'assurer des missions relatives à l'exercice, par la communauté d'agglomération du Beauvaisis, de ses compétences ;
 - de services ou parties de services de la communauté d'agglomération du Beauvaisis au profit de la commune, en vue d'assurer des missions relatives à l'exercice, par la Commune, de ses compétences.

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes et documents, accomplir toutes les formalités administratives, techniques et financières pour mener à bien l'exécution de la présente.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville durable et responsable » réunie le 10 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à l'unanimité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 44

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0278

Avenant à la convention relative à la création de services communs entre la communauté d'agglomération du Beauvaisis, l'office de tourisme de l'agglomération de Beauvais, la ville de Beauvais et le centre communal d'action sociale

M. Lionel CHISS, Maire Adjoint

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 5211-4-2,

Vu la convention de services commun signée le 10/08/2021,

Vu la délibération n°A-DEL-2021-0052 de la communauté d'agglomération du Beauvaisis -CAB- du 29/03/2021, la délibération n°B-DEL-2021-0048 de de la ville de Beauvais du 26/03/2021, la délibération n°2021-12 du centre communal d'action sociale -CCAS- du 22/06/20212021 et la délibération de l'office de tourisme de l'agglomération de Beauvais -OTAB- du 13/04/2021.

Considérant la volonté de la communauté d'agglomération du Beauvaisis et de la Ville de Beauvais de mutualiser les services pour optimiser les services rendus et le mode de fonctionnement de ces collectivités, une première convention a été signée en 2005 entre ces deux parties. Une nouvelle convention signée en 2011 a permis d'intégrer le CCAS et l'OTAB en 2012 par le biais d'un avenant.

Considérant que devant le caractère caduc des périmètres de services communs modifiés par avenant en 2016, une nouvelle convention organisant les modalités d'institution des services communs entre la Ville de Beauvais, la communauté d'Agglomération du Beauvaisis, le CCAS et l'OTAB, a été conclue en 2021.

Considérant les réorganisations concomitantes des périmètres des directions et des services intervenues depuis cette date, ainsi qu'en raison de difficultés internes dans le suivi financier, il apparaît nécessaire d'actualiser le périmètre des services communs ainsi que les critères et valeurs,

Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'approuver le présent avenant et ses annexes à la convention de services communs dont l'objectif est d'actualiser les conditions dans lesquelles des services chargés, en dehors des compétences transférées, de l'exercice de missions fonctionnelles ou opérationnelles sont mis en commun entre les Parties ;

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes et documents, accomplir toutes les formalités administratives, techniques et financières pour mener à bien l'exécution de la présente.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville durable et responsable » réunie le 10 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à l'unanimité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 44

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0285

Ajustement du tableau des emplois

M. Franck_PIA, Maire

Il est proposé un ajustement du tableau des emplois de la ville de Beauvais afin d'acter la suppression des postes non pourvus suite :

- Modification de grades suite aux remplacements d'agents partis pour divers motifs (retraite, disponibilité, mutation, détachement, fin de contrat...)
 - Suppression des emplois non pourvus suite aux créations/transformation intervenues tout au long de l'année (bilan de l'année 2024)
1. Concernant le point 1 il s'agit, en l'espèce, d'une transformation (suppression/création) d'emplois tels que mentionnés au tableau ci-après.

Direction/ Service	Emploi / grade préexistant à temps complet* à supprimer à terme dans l'attente de l'avis du comité social territorial sauf indications contraires	Emploi / grade créé à temps complet* (Fonctionnaires ou contractuels)	Nb
Direction générale / DEAL		Assistant de direction / Tous grades du cadre d'emplois des adjoints administratifs	1
Pôle cohésion sociale / Direction des sports	Éducateur sportif et terrestre / éducateur des APS principal de 2 ^e classe	Éducateur sportif et terrestre / Tous grades du cadre d'emplois des éducateurs des APS	1
Direction de l'économie	Encadrant technique d'insertion / technicien	Encadrant technique d'insertion / Tous grades du cadre d'emplois des techniciens	1
Direction services à la population		Chargé du recensement et du suivi des établissements recevant du public / Tous grades du cadre d'emplois des techniciens	1

Direction du protocole	Assistant de protocole / adjoint technique	Assistant de direction et de protocole / Tous grades du cadre d'emplois des adjoints administratifs	1
Direction de la communication		Cadre d'emplois des attachés territoriaux (Art 332-8-2)	1

Tous les emplois créés sont susceptibles d'être occupés par des agents contractuels au motif de l'article 332-14 du code général de la fonction publique sauf les emplois suivants sauf l'emploi d'encadrant technique d'insertion qui sera au motif de l'article 332-8 du code général de la fonction publique.

2. Concernant le point 2, il convient de supprimer des emplois vacants. Au cours de l'année 2024 le conseil a été amené à créer des postes pour ajuster le tableau des emplois. Ces créations étaient liées aux :

- Déroulement de carrières des agents de la Ville par des avancements de grade et des promotions internes (procédure annuelle suite aux lignes directrices de gestion) ou réussite concours ;
- Suppression de postes ou modification de grades ou de temps de travail suite aux remplacements d'agents partis pour divers motifs (retraite, mutation, disponibilité, réorganisation de services...)

Il est désormais proposé de présenter un tableau unique (ci-dessous) en fin d'année qui récapitule tous les postes vacants à supprimer, compte tenu des créations opérées tout au long de l'année.

Motif de la suppression	Grade à temps complet à supprimer*	Grades créés à temps complet*	Nombre
Avancement de grade	Attaché	Attaché principal	1
	Bibliothécaire	Bibliothécaire principal	1
	Auxiliaire de puériculture de classe normale	Auxiliaire de puériculture de classe supérieure	2
	Animateur principal de 2 ^e classe	Animateur principal de 1 ^{re} classe	1
	Animateur	Animateur principal de 2 ^e classe	2
	Technicien principal de 2 ^e classe	Technicien principal de 1 ^{re} classe	1
	Rédacteur principal de 2 ^e classe	Rédacteur principal de 1 ^{re} classe	2
	Rédacteur	Rédacteur principal de 2 ^e classe	1

	Technicien	Technicien principal de 2 ^e classe	1
	Adjoint administratif principal de 2 ^e classe	Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	3
	Adjoint technique	Adjoint technique principal de 2 ^e classe	5
	Adjoint technique principal de 2 ^e classe	Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	26
	Adjoint d'animation principal de 2 ^e classe	Adjoint d'animation principal de 1 ^{ère} classe	11
	Adjoint territorial d'animation	Adjoint d'animation principal de 2 ^e classe	2
	Agent de maîtrise	Agent de maîtrise principal	4
	Agent social principal de 2 ^e classe	Agent social principal de 1 ^{ère} classe	1
	Agent spécialisé principal de 2 ^e classe	Agent spécialisé principal de 1 ^{er} classe	1
	Gardien-Brigadier	Brigadier-chef principal	2
Promotion interne	Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	Rédacteur	1
	Adjoint technique principal de 2 ^e classe	Agent de maitrise	2
	Agent de maitrise	Technicien principal de 2 ^e classe	1
	Adjoint d'animation principal de 1 ^{ère} classe	Animateur principal de 2 ^e classe	1
	Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	Agent de maitrise	5
	Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	Technicien	1
Délibération du 19 février 2024			
Emplois remplacés sur	Assistant socio-éducatif	Cadre d'emplois des Attachés	1

autre grades ou cadre d'emplois	Puéricultrice de classe exceptionnelle	Cadre d'emplois des Attachés	1
	Ingénieur	Cadre d'emplois des ingénieurs	1
	Ingénieur principal	Cadre d'emplois des ingénieurs	1
	Adjoint administratif principal de 1 ^{re} classe	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	1
	Adjoint technique principal de 2 ^e classe	Cadre d'emplois des adjoints techniques	1
Emploi remplacé sur même grade avec le cas échéant possibilité de recruter un agent contractuel de catégorie B sur le fondement de l'article L 332 8 du CGFT (contrat de 3 ans maximum renouvelable, compte tenu de la nature des fonctions ou des besoins des services)	Emploi de catégorie C (Art 332-8-1)	Adjoint technique (Art 332-8-2)	3
	Cadre d'emplois des ingénieurs	Cadre d'emploi des ingénieurs et dernier grade du cadre d'emploi des techniciens	1
Emplois remplacés sur autre grades ou cadre d'emplois (intégration directe)	Adjoint technique	Adjoint administratif	1
Délibération du 11 avril 2024			
Emplois remplacés sur autres grades ou cadres d'emplois	Adjoint technique principal de 2 ^e classe	Cadre d'emplois des adjoints techniques	1
	Rédacteur principal de 1 ^{re} classe	Cadre d'emplois des rédacteurs	1
	Rédacteur principal de 2 ^e classe	Cadre d'emplois des rédacteurs	1
	Adjoint administratif	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	1
	Adjoint d'animation principal de 1 ^{re} classe	Cadre d'emplois des adjoints d'animations	1
	Animateur principal de 1 ^{re} classe	Cadre d'emplois des rédacteurs	1
	Agent de maîtrise principal	Cadre d'emplois des adjoints	1

		techniques	
	Adjoint administratif principal de 1 ^{re} classe	Cadre d'emplois des rédacteurs	1
Emploi remplacé sur même grade avec le cas échéant possibilité de recruter un agent contractuel de catégorie B sur le fondement de l'article L 332 8 du CGFT (contrat de 3 ans maximum renouvelable, compte tenu de la nature des fonctions ou des besoins des services)	Agent de maîtrise	Agent de maîtrise	1
	Technicien principal de 2 ^e classe	Technicien principal de 2 ^e classe	1
	Emploi de catégorie C (Art 332-8-1)	Adjoint technique (Art 332-8-2)	5
Emplois remplacés suite concours	Adjoint d'animation	Adjoint d'animation principal de 2 ^e classe	1
	Adjoint d'animation principal de 1 ^{re} classe	Animateur	2
Délibération du 20 juin 2024			
Emplois remplacés sur autres grades ou cadres d'emplois	Cadre d'emplois des attachés	Cadre d'emplois des puéricultrices	1
	Auxiliaire de puériculture de classe normale	Cadre d'emplois des auxiliaires de puéricultures	1
	Cadre d'emplois des rédacteurs	Cadre d'emplois des adjoints d'animations	1
	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	Cadre d'emplois des adjoints d'animations	1
	Technicien principal de 2 ^e classe	Cadre d'emplois des adjoints techniques	1
	Cadre d'emplois des techniciens	Cadre d'emplois des ingénieurs	1
Emploi remplacé sur même grade avec le cas échéant possibilité de recruter un agent contractuel de catégorie B sur le fondement de l'article L 332 14 du CGFT	Attaché de conservation du patrimoine	Assistant de conservation du patrimoine	1

Délibération du 26 septembre 2024

Emplois remplacés sur autres grades ou cadres d'emplois	Cadre d'emplois des rédacteurs	Cadre d'emplois des adjoints techniques	1
	Cadre d'emplois des adjoints techniques	Cadre d'emplois des rédacteurs	1
	Agent de maîtrise	Cadre d'emplois des adjoints techniques	1
	Adjoint technique principal de 2 ^e classe	Cadre d'emplois des adjoints techniques	1
	Cadre d'emplois des adjoints d'animations	Cadre d'emplois des animateurs	1
	Cadre d'emplois des rédacteurs	Cadre d'emplois des adjoints administratifs	1
	Adjoint technique principal de 2 ^e classe	Cadre d'emplois des adjoints techniques	1
	Adjoint technique	Cadre d'emplois des adjoints techniques	2
	Rédacteur	Cadre d'emploi des rédacteurs	1
	Technicien	Cadre d'emplois des techniciens	1
	Agent de maîtrise	Cadre d'emplois des adjoints techniques ou des agents de maîtrise	2
	Ingénieur	Cadre d'emplois des techniciens	1
	Attaché principal	Cadre d'emplois des ingénieurs	1
	Ingénieur	Cadre d'emplois des ingénieurs	3
Technicien principal de 2 ^e classe	Cadre d'emplois des techniciens	1	
Emploi remplacé sur même grade avec le cas échéant possibilité de recruter un agent contractuel de catégorie B sur le fondement de l'article L 332 14 du CGFT	Emploi de catégorie A	Cadre d'emplois des rédacteurs	1
	Agent de maîtrise	Cadre d'emplois des techniciens	1
	Attaché	Cadre d'emplois des attachés	1
Emploi remplacé sur	Emploi de catégorie C	Adjoint technique	7

même grade avec le cas échéant possibilité de recruter un agent contractuel de catégorie B sur le fondement de l'article L 332 8 du CGFT (contrat de 3 ans maximum renouvelable, compte tenu de la nature des fonctions ou des besoins des services)	(Art 332-8-1)	(Art 332-8-2)	
	Animateur principal de 1 ^{re} classe	Cadre d'emplois des animateurs	1
	Attaché	Cadre d'emplois des attachés	1
Délibération de novembre 2024 (prévisionnelle)			
Emplois remplacés sur autres grades ou cadres d'emplois	Adjoint technique	Cadre d'emplois des adjoints techniques	3
	Adjoint technique principal de 2 ^e classe	Cadre d'emplois des adjoints techniques	3
	Adjoint technique principal de 1 ^{re} classe	Cadre d'emplois des adjoints techniques	3
	Agent social principal de 1 ^{re} classe	Cadre d'emplois des agents sociaux	1
	Agent de maîtrise	Cadre d'emplois des adjoints techniques ou agents de maîtrise	1
Emploi remplacé sur même grade avec le cas échéant possibilité de recruter un agent contractuel de catégorie B sur le fondement de l'article L 332 14 du CGFT (contrat de projet)	Adjoint technique principal de 2 ^e classe	Cadre d'emplois des adjoints techniques	1
Emploi remplacé sur même grade avec le cas échéant possibilité de recruter un agent contractuel de catégorie B sur le fondement de l'article L 332 8 du CGFT (contrat de 3 ans maximum renouvelable, compte tenu de la nature	Technicien principal de 2 ^e classe	Cadre d'emplois des techniciens	1
	Technicien	Cadre d'emplois des techniciens	1
	Assistant de conservation du patrimoine	Attaché de conservation du patrimoine	1

des fonctions ou des besoins des services)			
Emplois transférés et remplacés à la CAB	Adjoint technique		1
	Adjoint technique principal de 2 ^e classe		2
	Adjoint technique principal de 1 ^{re} classe		2
	Agent de maitrise		1
	Educateur des APS principal de 2 ^e classe		1
	Adjoint administratif		1
	Puéricultrice de classe exceptionnelle		1
Emplois non remplacés (agent en attente d'une retraite invalidité)	Adjoint technique		3
	Adjoint technique principal de 1 ^{re} classe		1
	Agent social		1
Poste transformé (création d'un nouveau poste en amont)	Rédacteur principal de 1 ^{re} classe		1
	Adjoint technique principal de 1 ^{re} classe		1

Considérant l'inscription des crédits nécessaires au budget prévisionnel 2024, au chapitre 012 - charges de personnel et frais assimilés,

Considérant l'avis du Comté Social Territorial du 12 décembre 2024,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver :

- la création des postes susvisés (points 1) à la date du conseil et de la suppression des anciens postes vacants non pourvus à la même date ;
- la suppression des postes vacants non pourvus susvisés (point 2) au 31 décembre 2024.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville durable et responsable » réunie le 10 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à l'unanimité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 44

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0196

Instauration d'une participation à la protection sociale complémentaire prévoyance des agents

M. Franck_PIA, Maire

Vu le code général de la fonction publique notamment ses articles L827-1 à L827-12 ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu la délibération n° 22/03/04 en date du 16 mars 2022 du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de l'Oise (CDG60) portant débat sur la Protection Sociale Complémentaire ;

Vu la délibération du conseil municipal du 13 mai 2022 donnant mandat au CDG60 afin de participer à un appel public à concurrence visant à conclure une convention de participation et son contrat collectif d'assurance pour le risque prévoyance auprès d'un organisme d'assurance ;

Vu les avis rendus par le Comité Technique Intercommunal en date du 7 juillet 2022 ;

Vu la délibération du Centre de Gestion de l'Oise n° 22/09/02 en date du 21 septembre 2022 actant du choix de l'organisme assureur retenu pour la conclusion de la convention de participation ;

Vu la convention de participation signée entre le Centre de Gestion de l'Oise et TERRITORIA MUTUELLE en date du 13 octobre 2022 ;

L'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 et le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 ont redéfini la participation des employeurs publics au financement des garanties de protection sociale complémentaire de leurs agents.

Ainsi et à l'instar du secteur privé, la participation financière de l'employeur deviendra obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2025 pour les garanties prévoyance pour un montant qui ne pourra être inférieur à 7,00 € par mois et par agent.

Cette participation peut s'accomplir selon deux modalités :

- la convention de participation : l'employeur contracte avec un opérateur unique pour un dispositif auquel les agents peuvent choisir de souscrire ou non. La participation n'est alors versée qu'aux agents qui souscrivent à ce contrat ;
- la labellisation : l'agent est libre de choisir son opérateur parmi ceux proposant des contrats labellisés par l'État au niveau national.

Conformément à l'article L. 827-7 du code général de la fonction publique, le Centre de Gestion de l'Oise (CDG60) a lancé une procédure de mise en concurrence mutualisée en vue de conclure une convention de participation pour le risque « Prévoyance », au profit des collectivités et établissement du Département. Le Maire rappelle que la présente assemblée a, par délibération du 13 mai 2022, donné mandat au CDG60 afin de participer à cet appel public à concurrence, sans obligation de souscrire au contrat retenu.

A l'issue de cette procédure, le CDG60 a souscrit une convention de participation pour le risque « Prévoyance » auprès de TERRITORIA MUTUELLE à compter du 1^{er} janvier 2023 et pour une durée de six ans. Les collectivités et établissements publics peuvent donc désormais adhérer à cette convention de participation en déterminant, à l'adhésion, le niveau d'indemnisation souhaité pour les garanties incapacité temporaire de travail et invalidité permanente : 90% ou 95%.

Pour une mise en œuvre de la participation employeur à la prévoyance des agents à compter du 1^{er} janvier 2025, il convient de délibérer afin de déterminer le mode de participation de la collectivité (labellisation ou convention de participation) et les modalités de participation financière accordées (taux ou montant de participation).

L'adhésion pour les agents communaux à un contrat de prévoyance n'est pas obligatoire et il revient à chacun d'y adhérer volontairement.

Un sondage a été réalisé directement auprès des agents, une concertation a été menée avec les représentants du personnel et que l'avis du Comité Social Territorial est recueilli le 25 novembre 2024.

Enfin, en cas de recours à la convention de participation, l'opérateur choisi sera le seul autorisé à bénéficier de la participation employeur, qui viendra en déduction de la cotisation des agents.

Vu l'avis du Comité Social Territorial.

Il est proposé au conseil municipal :

- d'adhérer, à compter du 1^{er} janvier 2025, à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » conclue entre le Centre de Gestion de l'Oise et TERRITORIA MUTUELLE,
- d'opter pour un niveau de garantie à 90 %,

- de fixer le montant mensuel de la participation financière à un montant représentant :
 - pour les agents ayant un indice brut inférieur à 500 : 25% du coût des garanties de bases ;
 - pour les agents ayant un indice brut supérieur ou égal à 500 : 20% du coût des garanties de bases ;
 - pour tous les agents ayant souscrit aux garanties de base : 100% du coût du « renfort 1 » qui permet de couvrir 90% de la perte du régime indemnitaire mensuel lors des périodes de demi-traitement ;L'application de ces taux ne pourra pas représenter un montant de participation inférieur à 7,00 € brut par mois.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville durable et responsable » réunie le 10 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à la majorité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 34

Votes contre : 8

Abstention : 2

18 – INSTAURATION D'UNE PARTICIPATION À LA PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE DES AGENTS

M. LE MAIRE : Dossier que nous avons dû retirer du fait d'un passage en C.S.T. qui était infructueux et que nous vous proposons aujourd'hui.

Alors, c'est vrai que cette participation peut s'accomplir selon deux modalités, la convention de participation, la labellisation, et il appartient à la collectivité de se positionner. Le C.S.T. a été réuni. Nous n'avons pas réussi à nous mettre d'accord sur l'objectif. Néanmoins, le choix a été fait, au niveau de la municipalité, de vous proposer d'adhérer à compter du 1^{er} janvier 2025 à la convention de participation pour le risque prévoyance conclu entre le Centre de Gestion et Territoria Mutuelle et d'opter aussi, c'est important, pour un niveau de garantie à 90 % ; de fixer le montant mensuel de la participation financière à un montant représentant, pour les agents ayant un indice brut inférieur, à 525 % du coût des garanties de base, pour les agents ayant un indice brut supérieur ou égal, à 520 % du coût des garanties de base et pour tous les agents ayant souscrit aux garanties de base, 100 % du coût du renfort 1 qui permet de couvrir 90 % de la perte du régime indemnitaire mensuel lors des périodes de demi-traitement. L'application de ces taux ne pourra représenter un montant de participation inférieur à 7 € brut par mois. Ce rapport ayant été présenté en Commission Ville durable.

M. AURY : Oui Monsieur le Maire, merci. Concernant ce dossier, vous avez indiqué, en le présentant, qu'effectivement, lors du dernier Conseil Municipal, vous aviez été contraint de retirer la délibération, faute de quorum lors du Comité Social Territorial. Vous indiquez là ici, vu l'avis du Comité Social Territorial, mais sans en indiquer ni la date, ni la nature de l'avis de ce Comité Social Territorial. Est-ce que vous pourriez déjà nous préciser les choses concernant la date et l'avis du Comité Social Territorial ?

M. LE MAIRE : C'était le 12 décembre. Je vais laisser le soin à Jacques DORIDAM d'intervenir, puisque c'est Jacques DORIDAM qui, comme vous le savez, préside ce C.S.T.

M. DORIDAM : Oui Monsieur le Maire, merci. Mes chers collègues. En tout cas, l'avis a été rendu jeudi dernier, un avis favorable, en deuxième lecture, le C.S.T. s'étant réuni sans quorum, une fois encore parce que les représentants syndicaux ont refusé de siéger. Mais le C.S.T. ayant siégé déjà en bonne et due forme une première fois avec quorum, avait été reporté. Le même ordre du jour a été adressé pour une deuxième lecture, sans quorum. Les organisations syndicales ont refusé de siéger. Donc, le rapport a quand même pu être adopté en toute légalité, grâce aux seuls représentants de nos collectivités, certes, mais qui ont choisi, effectivement, les intérêts des agents, plutôt que les intérêts un petit peu partisans de ces derniers temps. Je sais que les élections syndicales avaient lieu dans les entreprises et qu'un syndicat avait lancé un appel à « un décembre rouge » et, à titre personnel, je déplore profondément que la C.G.T. ait refusé de siéger à deux reprises, alors que le dialogue social dans notre collectivité se porte pourtant pas trop mal et même très bien, contrairement à ce que certains voudraient faire croire, qui sont plus des représentants syndicaux que de véritables représentants du personnel et je porte la responsabilité de mes propos.

M. AURY : Oui Monsieur le Maire. Si je comprends bien, en fait vous êtes d'accord avec vous-mêmes. C'est-à-dire que là, ce que vient de nous expliquer Monsieur DORIDAM, c'est que vous vous êtes soumis le dossier et vous êtes tombés d'accord avec vous-mêmes sur ce dossier. On peut effectivement appeler ça le dialogue social mais, c'est quand même un petit peu limité, puisqu'a priori, vous l'avez redit Monsieur DORIDAM, il n'y avait aucune organisation syndicale qui a siégé dans ce C.S.T. Il n'y avait pas le quorum et il semble même que, d'après les informations que tout le monde a pu avoir à travers un tract donné à l'entrée de ce Conseil Municipal, que ça n'est pas conforme à la légalité. Mais, j'ai eu l'occasion déjà de vous le dire lors du Conseil d'Agglomération, je pense qu'il est quand même dommage de vouloir absolument passer en force ce dossier-là comme d'autres. Et je trouve que ça illustre quand même, quoi que vous en disiez, les difficultés du dialogue social dans la collectivité.

Après, vous savez Monsieur DORIDAM, comme Monsieur le Maire, ce sont les personnels qui ont choisi leurs représentants ; qu'ils ne vous conviennent pas, je peux imaginer, peut-être pour vous, mais ça n'est pas à vous de choisir, en démocratie sociale, c'est au personnel, aux salariés de choisir leurs représentants. Et donc, vous devez quand même respecter ce choix.

Et puis, j'aurais envie, là sur le fond, de vous poser une autre question. Vous l'avez dit, d'ailleurs la délibération le dit très bien, il y a deux possibilités légales pour la prévoyance, la convention et là, c'est indiqué, l'employeur contracte avec un opérateur unique et donc les agents sont obligés, s'ils veulent recourir à ce système d'avoir cet organisme que vous choisissez ; ou la labellisation et là, l'agent est libre de choisir son opérateur parmi ceux proposant des contrats labellisés par l'État, au niveau national. Vous le rappelez dans la délibération. Je ne comprends pas très bien pourquoi cette obstination à vouloir absolument imposer tel ou tel opérateur et à ne pas laisser le choix aux agents eux-mêmes. Vous indiquez souvent que vous êtes pour la liberté. Vous êtes même pour la mise en concurrence. Et alors là, vous ne laissez pas la possibilité aux agents de choisir. Et après, avec une intervention, une participation évidemment de la collectivité qui serait définie et qui ne bougerait pas, quel que soit l'organisme choisi. Mais pourquoi vous ne laissez pas aux agents cette liberté de choisir ? Puisque, apparemment, c'est ce qu'ils souhaitent.

M. LE MAIRE : Je vois, Monsieur AURY, que sur ce sujet vous devenez un libéral. Donc, je vous retourne la question. La question de la prévoyance est un sujet qui me préoccupait déjà avant même que ce soit obligatoire, et j'avais été plusieurs fois interpellé par des agents sur cette question. Et c'est vrai que je m'étais mis aussi dans l'idée, ça c'était quand j'ai été élu Maire, que nous devrions avancer sur ces questions. La loi est intervenue pour que ce principe soit retenu, et c'est une bonne chose, parce qu'on voyait bien que des agents se retrouvant et, j'ouvre une parenthèse mais vous êtes focalisé sur des problématiques vraiment de forme souvent, vous, l'opposition, sur la manière de faire, etc. Mais le fond, il est quand même lié à quoi ? Ce sont des agents qui, à un moment donné, sont malades, se retrouvent en congé longue maladie et qui se retrouvent avec des demi-traitements. Donc l'important, on a le droit de ne pas être d'accord mais, quand même, ce qui nous unit, et l'essentiel j'imagine, c'est bien que cette prévoyance permettra justement à des agents qui se retrouvent en longue maladie, non seulement de ne pas avoir à supporter le poids de la souffrance liée à la maladie, mais aussi de pouvoir bénéficier d'une aide, d'un complément salarial, qui leur permettra d'éviter d'avoir des problématiques financières.

M. LE MAIRE : Et je vais vous répondre par rapport à cette question de la convention de participation et pourquoi il avait plus notre aval. C'est parce que plusieurs agents étaient venus nous voir par rapport à cela et étaient déterminés, en disant « nous ne sommes pas d'accord avec la C.G.T. », pour ne pas la nommer, « nous, nous souhaiterions une convention de participation ». Je ne vais pas citer les agents, mais il y en a quelques-uns. Et du coup, dans ce doute-là, on a décidé de faire un sondage. Mais, à la limite, comme Jacques, on n'avait pas forcément d'a priori. Et c'est forts de ce sondage, parce qu'on l'a fait pour les tickets resto, où aussi le dossier était en discussion. Alors je conçois que ça ne plaise pas aux représentants du personnel, parce qu'ils ont l'impression qu'on leur grille un peu la place, mais en même temps, en tant que Maire de Beauvais, j'ai aussi le droit, comme je le fais régulièrement, en recevant les agents dans mon bureau, de les entendre et de ne pas systématiquement passer par les représentants du personnel que je consulte aussi, puisque deux fois par an, je les reçois dans mon bureau et on discute des sujets qui concernent le dialogue social. Alors, effectivement, il y a des moments, on a le droit de ne pas être d'accord.

Pour le coup, ici, nous n'étions pas d'accord, parce que le sondage démontrait fortement un avis favorable, je crois à plus de 60 % pour la convention de participation qui, au moins, permet de toute façon, et c'est là l'essentiel, d'offrir une prévoyance pour l'ensemble des agents qui le souhaitent, bien évidemment, et dans les conditions qui sont décrites dans le rapport.

M. AURY : Monsieur le Maire, j'ai bien entendu votre réponse. D'une part, évidemment, et vous le dites, vous êtes préoccupé apparemment depuis longtemps de l'instauration de cette prévoyance. Là, ça devient obligatoire de par la décision de l'État, donc là, il n'y a pas de problème. Mais, effectivement, tout à fait, on est d'accord avec ça. La question à laquelle vous ne répondez pas, c'est pourquoi vous ne laissez pas cette liberté de choix, qui est prévue par la loi, d'ailleurs vous le rappelez, c'est légal, dans votre délibération. Et vous dites d'ailleurs vous-même que vous n'aviez pas spécialement d'avis sur la question. Donc pourquoi ne pas laisser les agents choisir ? Et donc, ceux qui souhaiteront aller à l'organisme Territoria que vous semblez absolument vouloir imposer mais, moi-même je n'ai pas d'avis et je vois ce qui se passe et d'ailleurs, vous le centrez sur un seul syndicat. À ma connaissance, c'est l'ensemble des organisations syndicales qui ont adopté la même position. Donc, ça n'est pas un seul syndicat. Mais nous ne comprenons pas pourquoi l'obstination à imposer absolument cet organisme et à ne pas laisser la liberté de choix aux agents, avec d'éventuels autres organismes. Et vous ne répondez pas à cette question.

M. LE MAIRE : Monsieur AURY, au risque de me répéter, mais je vais être encore un peu plus précis. Du 26 avril au 31 mai 2024, les agents ont été directement sollicités sur leur préférence et leurs attentes sur la prévoyance via un questionnaire. Il y a eu 7 réunions, vous m'entendez bien, 7 réunions d'information qui ont permis d'accompagner cette démarche pour leur expliquer le pour et le contre de ces options. Nous avons donc eu 473 avis qui ont été recueillis par questionnaire, 66 % des répondants privilégiant la convention de participation, alors que 31 % seulement exprimaient une préférence pour la labellisation. Je pense avoir été clair et c'est ce qui a inspiré notre décision de pouvoir présenter cette décision en C.S.T. Je ne vais quand même pas m'excuser de faire œuvre de démocratie auprès de nos agents en les sollicitant directement.

M. DORIDAM : Je voudrais préciser qu'en ce qui concerne le choix de Territoria, on ne peut pas nous accuser de quoi que ce soit. Vous avez vous-mêmes souscrit une délibération que nous avons prise ici pour confier au Centre de Gestion de démarcher si nous avons un contrat collectif. Démarcher pour quoi ? D'abord pour voir si les garanties offertes permettraient d'offrir aux agents une véritable prévoyance complète, d'où le choix que l'on a pu faire aussi nous d'avoir ce qu'on appelle le renfort n° 1 qui garantit à 90 % quand les agents basculent en demi-traitement ; et je peux vous dire que ça va solutionner bien des difficultés et des drames, comme on le voit en Comités médicaux, et que les représentants du personnel sont aussi les premiers à déplorer qu'ils ne pouvaient pas jusqu'à présent, sauf à se faire reconnaître des I.T.T. par les médecins, avoir de véritables indemnités, ça va être le cas. Le Centre de Gestion, après avoir étudié un certain nombre de propositions, nous a confié que c'étaient les contrats les mieux garantissant pour nos agents et des besoins spécifiques, en plus, sur des tarifs, je ne dis pas défaits toute concurrence mais bien moins-disants qu'un certain nombre de mutuelles. Et à titre personnel, Président de Laessa, j'aurais bien aimé que ce soit la Mutuelle Nationale Territoriale, puisque ça fait partie de mon groupe, qui soit retenue. Mais c'était plus-disant. Donc là, on a choisi, effectivement, la proposition du Centre de Gestion.

Ce qui n'est pas dit non plus dans ce cadre de contrat collectif, c'est que nous avons la garantie que cette prévoyance sera mise en place sans aucun questionnaire de santé. Vous savez, il y a beaucoup de situations d'agents en situation de handicap, quel qu'en soit le taux, c'est, je vous l'apprends peut-être, mais enfin vous ne l'ignorez peut-être pas, il y a 70 % des catégories C qui sont dans ce registre-là par rapport aux gens qui présentent des situations de handicap. Vous nous le demandez souvent, et on y souscrit volontiers, de faire toujours un effort supplémentaire pour les agents de catégorie C. Cette contractualisation va nous le permettre. C'est bien la preuve que nous avons une véritable politique sociale de solidarité. Cette certitude aussi, c'est celle d'être accompagnés pour avoir une prévoyance clé en main qui sera expliquée aux agents lors de réunions qui sont déjà programmées en janvier et qui sont très nombreuses, puisqu'il y aura quasiment une semaine de réunions, matin, midi et soir, que ce soit dans les quartiers, en salle du Conseil Communautaire, dans la salle du Conseil Municipal, à la police municipale, dans les salles de pause, à Argentine, dans l'auditorium, dans les crèches, pour leur expliquer la nature de ce contrat. Et ce ne sera pas simplement Territoria Mutuelle qui sera là aussi, il y aura aussi nos agents du service R.H. qui seront là pour leur expliquer.

Maintenant, on a fait ce choix aussi parce que des agents, comme le disait Monsieur le Maire tout à l'heure, sont venus lui en parler, en expliquant aussi qu'à partir du moment où il y aurait une enquête pour donner leur avis, il y avait aussi une difficulté de la labellisation, c'est-à-dire qu'ils se seraient retrouvés aussi seuls face au choix de cette mutuelle, si ce n'est de choisir dans un catalogue, peut-être orienté sur certaines officines dépendant d'un certain nombre de centrales syndicales. Parce que ça aussi, c'est quelque chose qui nous a été dit, à un moment donné, comme pour un certain nombre d'experts auxquels font appel à un certain nombre de choses. C'était un petit peu désorienté. Là, ils ont la garantie d'avoir une appropriation complète et rationnelle.

M. DORIDAM : Je voudrais ajouter, Monsieur AURY, quand je parle de personnels qui viennent discuter, qui sont plus des représentants syndicaux que du personnel, je parle très directement et sans ambages, du syndicat C.G.T. des territoriaux du Beauvaisis, dont j'estime qu'ils ont relayé un certain nombre de mensonges en ce qui concerne ce qui a été écrit dans des lettres adressées d'ailleurs au Maire et dont j'ai eu copie, puisque j'en ai eu copie aussi, notamment que les indemnités journalières seraient imposées dans le cadre d'un contrat collectif et non pas d'une labellisation. Vous le savez comme moi, les indemnités journalières ne relèvent pas de la prévoyance, d'abord, c'est la Caisse d'Assurance Maladie. Ensuite, le complément de salaire versé par la prévoyance n'est pas imposable. Seule la participation de la collectivité l'est et c'est valable pour tous les types de contrats, labellisation incluse. En clair, ce sera 12 fois 10 € que nous allons verser et qui seront imposés ; c'est tout, rien d'autre. Voilà un petit peu un certain nombre de contre-vérités qu'on a pu lire dans certains écrits syndicaux.

Quant à la représentativité des représentants du personnel, croyez-moi, j'ai beaucoup de respect pour les représentants du personnel, avec qui, en dehors de ces sujets qui sont polémiques et où il y a un certain nombre de procès d'intention, ça ne nous empêchera pas de continuer à avoir un dialogue social, que je prétends riche de qualité, dense et utile avant tout pour nos agents, parce qu'effectivement, il y a un certain nombre de choses, si vous le permettez, je ne vais pas vous rappeler ce qui est en cours, mais en fait, au-delà de ces réunions et là-dessus, on a aussi la déprécarisation qui avance. On a aussi le C.I.A. On a eu mardi dernier une réunion de travail finale à ce que sera la récitation du D.U.E.R.P., pour le fameux Document Unique d'Évaluation des Risques pour notre Personnel, dont le travail a été fait, unanimement bénéfique pour les agents, par les représentants du personnel, le Cabinet de consultant et notre service R.H. Ça a été salué unanimement en formation F.3.S.C.T., comme on appelle ça aujourd'hui, qui est l'ancien C.H.S.C.T. On a revalorisé le régime indemnitaire. Comme Monsieur le Maire le dit, maintenant, il y a la revalorisation du complément indemnitaire. Je pense que la mise en place de cette prévoyance, ça illustre bien notre politique sociale. Et moi je vous donne rendez-vous, comme on l'a fait pour les tickets repas, 66 % des agents de la C.A.B. y adhèrent, 56 % des agents de la Ville, 70 % du C.C.A.S. Quand on respecte la volonté des agents, ce qui est notre choix, finalement, on obtient des situations satisfaisantes et je vous garantis et j'en prends acte ici, que cette prévoyance connaîtra le même succès.

MME MARAIS-BEUIL : J'entends, Monsieur DORIDAM, mais, à aucun moment, personne n'a remis en cause le fait que mettre en place cette prévoyance est une avancée sociale très importante pour tous les agents. Je crois que personne n'a remis ici en cause cela. Par contre, c'est la façon d'avoir fait le choix. Monsieur le Maire, vous nous avez dit qu'un sondage avait été fait. Et si j'ai bien entendu, mais vous allez me le reconformer, 473 agents ont répondu à ce sondage, c'est bien cela ?

M. DORIDAM : Vous les ajoutez aux 147 personnes qui ont participé aux réunions.

M. LE MAIRE : Non, 445 agents qui ont participé aux réunions et 473 qui se sont prononcés.

MME MARAIS-BEUIL : Qui ont répondu sur la totalité. Ça ne fait quand même pas beaucoup, c'est un pourcentage assez faible par rapport au nombre d'agents de la collectivité.

M. LE MAIRE : Écoutez Madame BEUILL, ça a au moins le mérite d'exister.

MME MARAIS-BEUIL : Oui, mais enfin c'est faible.

M. LE MAIRE : C'est une pratique..., vous savez, c'est comme le vote, il y a des abstentions. Il y a effectivement des agents qui n'ont pas souhaité forcément participer au vote. Mais ce qu'il est important quand même de rappeler, c'est aussi que beaucoup d'agents s'y sont intéressés et ont bien compris que leur intérêt, c'était plutôt d'aller vers la convention de participation. Donc, comme l'a dit Jacques, il y a eu un travail de sape derrière qui a été fait, parce que, je ne sais pas pourquoi, alors Monsieur AURY m'interpellait « vous êtes d'accord avec vous-mêmes », mais pourquoi la C.G.T. serait d'accord aussi ? Elle est aussi d'accord avec elle-même. On a aussi le droit de ne pas être d'accord. Et moi, ce que je peux vous dire, en l'occurrence, c'est que 60 % des personnes qui ont été consultées étaient pour la convention de participation. A l'analyse des deux systèmes, nous avons estimé, en effet, qu'elle était beaucoup plus protecteur des droits. Je ne vais pas répéter ce qu'a dit Jacques DORIDAM sur les avantages que pouvait offrir cette convention de participation, par rapport notamment aux enquêtes santé qui sont réalisées dans le cadre de la labellisation et qui peuvent être préjudiciables pour le niveau d'indemnisation des agents. Donc c'est aussi un choix éclairé.

Excusez-moi du peu, mais j'estime qu'en effet, les représentants du personnel sur cette question se sont trompés, par rapport aux intérêts de nos agents. Je le dis tel que. Et, ce qui prévaut, c'est avant tout l'intérêt des agents. Maintenant, c'est vrai que ça aurait été beaucoup plus simple de dire « après tout, allez, on est d'accord avec le représentant du personnel, on évitera les problèmes, ça passera, etc. ». Eh bien non, je suis désolé, à un moment donné, si j'estime en mon âme et conscience, avec mes collègues élus, que l'intérêt des agents c'est plutôt d'aller vers cette piste, eh bien tant pis.

M. AURY : Oui, Monsieur le Maire, d'une part, j'entends que vous avez visiblement, avec Monsieur DORIDAM, des visions à géométries variables de la participation des agents. Quand il n'y a que 16 % des agents qui, d'après vos chiffres, approuvent...

M. LE MAIRE : 29 % Monsieur AURY.

M. AURY : Non, non, non, non, non, 66 % de 473 agents, ça faisait 25 % de participation. Ce sont les chiffres que vous avez déjà donnés la dernière fois. Ça ne fait que 16 % de...

M. LE MAIRE : Non.

M. AURY : 66 % de 25 %.

M. LE MAIRE : J'ai la note, j'ai les chiffres qui ont été signés par les Directeurs. On vous la communiquera, comme ça, vous aurez les éléments très précis Monsieur AURY.

M. AURY : D'accord, mais en tout cas, ça fait une petite participation et le total de ceux qui approuvent votre proposition reste faible. Et après, j'entends que vous remettez en cause, semble-t-il, la représentativité des organisations syndicales. Attention de ne pas trop jouer à ça, parce que nous-mêmes aussi, on pourrait dire, dans les conditions où nous avons été élus la dernière fois, on pourrait aussi penser que notre représentativité... Non, non, mais, attention de ne pas manier, attention de ne pas manier ça, attention de ne pas manier ces concepts-là...

M. LE MAIRE : Allez, allez, ce qui est terrible, c'est que sur un sujet aussi important...

M. AURY : C'est dangereux Monsieur le Maire. C'est dangereux. Donc, respectez. Il y a des organisations représentatives. Les personnels ont voté. Ils ont choisi en leur âme et conscience, comme vous indiquez. Vous devez les respecter, quelles qu'elles soient, même si elles ne vous conviennent pas. C'est la démocratie. Après, y compris un élément là de..., pas de forme mais Monsieur DORIDAM, vous dites « nous avons voté le fait que vous demandiez au Centre de Gestion de l'Oise de lancer une procédure de mise en concurrence mutualisée ». Tout à fait mais dans l'article qui est dans la délibération, il est indiqué, donc on participe à cet appel public, « sans obligation de souscrire au contrat retenu ». C'est-à-dire que, effectivement, nous acceptons que le Centre de Gestion lance cette procédure mais sans aucune obligation nous-mêmes de souscrire au contrat retenu par le Centre de Gestion.

Et enfin, dernier point, j'ai trouvé y compris qu'il y avait petite forme de mépris pour les agents. Si la proposition que vous faites est la meilleure mais, enfin je veux dire, les agents, ils ne sont pas bêtes, ils vont choisir évidemment cette proposition. Et encore une fois, je ne comprends pas pourquoi vous voulez être plus royalistes que le roi. Les agents souhaitent avoir le choix, laissez-leur le choix. Laissez-leur choisir. Vous leur avez expliqué par A+B+C et ainsi de suite, que votre proposition était la meilleure, eh bien n'ayez pas de craintes, ils vont retenir cette proposition-là. Mais je trouvais que c'était un petit peu méprisant pour les agents de penser qu'ils ne sauraient pas faire le choix de ce qui serait le mieux pour eux. Et donc, je ne comprends pas, encore une fois, pourquoi, alors que la loi nous le permet, vous ne laissez pas ce choix aux agents, avec la même participation, quelle que soit l'organisme qui sera retenu.

M. DORIDAM : Juste un dernier point. Vous vous doutez bien qu'un contrat collectif est beaucoup plus avantageux pour chacun des agents que s'ils devaient adhérer individuellement. Il y a une grosse logique. Au Centre de Gestion, on leur a demandé quelque chose pour pouvoir se déterminer. En fonction de la réponse, on se détermine et on prend nos responsabilités. Mais croyez bien que ce n'est pas du tout le même tarif auquel la prévoyance sera accordée aux agents, si c'était en contrat de labellisation.

M. LE MAIRE : Et puis pour répondre au respect vis-à-vis des représentants du personnel, je les respecte parfaitement, sinon je ne les recevrais pas régulièrement comme je le fais, même quand il y a effectivement des sujets de discussion où nous ne sommes pas d'accord. Je suis tout à fait ouvert à la discussion. Mais à un moment donné, j'attends aussi que les représentants du personnel respectent les autorités, parce que quand on ne vient pas et on fait la chaise vide en C.S.T., je trouve que ce n'est pas normal, c'est tout.

M. LE MAIRE : Et je suis très en colère par rapport à l'attitude, en effet, des représentants du personnel qui, au fond, font la politique de la chaise vide. Surtout, on ne se mouille pas et on n'ose même pas dire finalement qu'on n'est pas d'accord ou qu'on s'abstient. Je préfère, en effet, à un moment donné, me dégager aussi de l'avis des représentants du personnel, de prendre aussi l'avis des agents. Ça ne veut pas dire qu'on n'est pas forcément parfois d'accord, on est d'accord avec les représentants du personnel. D'ailleurs, en C.S.T., il y a bien des délibérations qui sont passées, sur lesquelles nous sommes d'accord. Mais, à un moment donné, quand il y a un désaccord, j'aime bien savoir et connaître la position des agents.

Je crois qu'on a fait le tour de la question. Maintenant je vais mettre aux voix la délibération.

Qui est contre ? 8. Qui s'abstient ? 2.

La délibération est adoptée à la majorité.

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0303

Action sociale – avenant n°1 à la convention COS 2024-2026

M. Franck_PIA, Maire

Par délibération en date du 21 décembre 2023, le conseil municipal a décidé d'accorder une subvention de fonctionnement annuelle au Comité d'Oeuvres Sociales -COS-, à hauteur de 0,8 % de la masse salariale de l'année N-1. Ce subventionnement fait l'objet d'une convention triennale pour la période 2024-2026 intégrant une clause de revoyure annuelle.

Sur initiative de la Ville et après accord de principe donné par le président du COS, il est proposé de réviser le taux de subventionnement prévu dans la convention triennale afin d'accorder au COS, au titre de l'année 2025, un montant de subvention identique à celui de l'année 2024, soit 254 000 €.

Par ailleurs, si sur proposition de la Ville, le COS venait à renouveler pour ses adhérents le dispositif 2023 de Beauvais shopping par le biais d'un chèque-cadeau de 20 €, la Ville lui verserait une subvention exceptionnelle représentant 75% de la valeur faciale du chèque, dans la limite de 15 € par chèque utilisé par les adhérents, par ailleurs salarié actif de la Ville.

Les conditions de ces dispositions font l'objet d'un avenant à la convention 2024-2026, joint en annexe.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n°1 à la convention COS 2024-2026, ci-annexé, et les documents liés à cette opération ;
- d'inscrire les crédits correspondants au budget impacté.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville durable et responsable » réunie le 10 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à l'unanimité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 44

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0246

Foncier – Convention de rétrocession avec l'Office Public de l'Habitat de l'Oise

M. Jacques DORIDAM, Conseiller municipal

L'OPAC de l'Oise envisage de réaliser à Beauvais sur un terrain situé Avenue Jean Rostand, cadastré section AG n°477 pour une contenance de 1ha 35a 19a un programme comprenant 87 logements (66 logements locatifs sociaux et 21 logements en accession sociale à la propriété).

Il est prévu dans le cadre de ce projet la création d'une voie destinée à desservir ces nouveaux logements ainsi que l'aménagement d'espaces verts.

S'agissant d'une voie ouverte à la circulation générale et d'espaces verts librement accessibles, il a été convenu entre les parties que la voirie, les réseaux et les espaces verts seront rétrocédés dans le domaine public de la commune.

Les parties se sont ainsi mises d'accord sur l'emprise d'environ 4 725m², un plan de repérage des surfaces à rétrocéder à la ville figure en annexe de la présente délibération.

Un document d'arpentage sera à établir à la fin des travaux de construction, aux frais de l'OPAC de l'Oise.

La convention ci-annexée fixe les modalités de rétrocession dans le domaine public de la voirie, des réseaux et des espaces verts desservant le projet.

Elle a notamment pour but de garantir à la ville que les voiries, les réseaux l'ensemble des espaces et équipements communs qui seront incorporés au domaine public communal seront exécutés de manière à ce que leur maintenance et leur entretien puissent être effectués dans des conditions optimales d'efficacité et d'économie.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de rétrocession de la voirie, des réseaux et des espaces verts qui seront aménagés dans le cadre du projet de construction de l'OPAC de l'Oise situé Avenue Jean Rostand, parcelle cadastrée section AG n°477,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

Le rapport a été présenté pour information à la commission ville durable et responsable du jeudi 14 novembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à l'unanimité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 44

20 – FONCIER – CONVENTION DE RÉTROCESSION AVEC L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'OISE

M. DORIDAM : Mes chers collègues, l'O.P.A.C. va construire 87 logements, 66 locatifs sociaux collectifs et 21 logements en accession sociale à la propriété, avenue Rostand, à côté de la clinique. C'est une offre de reconstitution de l'A.N.R.U. C'est quelque chose sur lequel on a déjà discuté.

Il s'agit, cette fois dans une convention, de fixer comment on va accepter la rétrocession dans le domaine public de la voirie, des réseaux et des espaces verts desservant le projet. On le fait maintenant bien avant, parce qu'il y a des opérations sur lesquelles on le fait après et ça pose parfois des problèmes. Il s'agit là de garantir à la Ville que les voiries, les réseaux, l'ensemble des espaces équipements communs, qui deviendront dans le domaine public, seront exécutés de manière à ce que leur maintenance, leur entretien, puissent être effectués dans des conditions optimales d'efficacité et d'économie. C'est ce qui vous est proposé au travers de ce projet.

Vous avez, à la fois sur un document, la voirie en rouge et rose et les espaces verts en bleu, qui nous seront rétrocédés. Le reste restant à la charge de l'O.P.A.C. ou des propriétaires qui feront l'acquisition des maisons en accession sociale, je vous le répète.

MME CLINCKEMAILLIE : Merci Monsieur le Maire. Alors ce n'est pas vraiment une question. En fait, et ce n'est pas non plus tout à fait sur la rétrocession, excusez-moi. Mais quand j'ai vu le plan de masse qui est donc annexé, j'ai quand même été frappée de l'emprise foncière, finalement, des 21 logements individuels par rapport à l'emprise foncière des 66 logements. C'est quasiment la même, voire supérieure. Et je me disais que ces 21 logements, si on avait refait un petit collectif à côté, ça donnait un espace vert commun, entretenu, arboré, avec une aire de jeux pour les enfants, un parc à chiens, enfin on pouvait imaginer plein de choses. Là, en fait, il y a un petit espace commun, certes, mais par rapport à ce que ça aurait pu être, je trouve que c'est un petit peu dommage.

M. LE MAIRE : Madame CLINCKEMAILLIE, j'entends ce que vous me dites. Néanmoins, on est quand même sur des parcelles très petites. On a bien conscience que même si ce sont des maisons individuelles, il n'est plus question de rétrocéder des terrains qui font je ne sais combien de centaines de mètres carrés. Mais je vais vous dire une chose, Madame CLINCKEMAILLIE, je pense que quand les Beauvaisiens vous interpellent, que veulent-ils ? Des maisons individuelles. Et nous, on s'est mis aussi dans cet objectif de pouvoir offrir, quand bien même il s'agit de logements sociaux, la possibilité d'obtenir des maisons individuelles ou, en effet, des petits collectifs qui sont la garantie d'une plus grande tranquillité publique et d'un bien-être, d'un cadre de vie assuré. Quand nous avons travaillé sur la rénovation urbaine du quartier Saint-Jean, que nous avons fait tomber la tour H et que des locataires se sont retrouvés dans des logements individuels, qui sont d'ailleurs sur Saint-Jean, puisqu'à l'époque, on pouvait reconstituer le patrimoine social dans le quartier prioritaire, je peux vous dire, qu'encore aujourd'hui, quand je me promène, les gens me remercient. Donc, j'entends qu'il faut être soigneux, vu le contexte du Z.A.N., essayer de limiter l'utilisation des terres agricoles, des terres disponibles. Mais en même temps, on a aussi ce souci de pouvoir répondre aux besoins, à la demande de nos concitoyens.

MME CLINCKEMAILLIE : Oui, c'est juste pour réagir. Oui, bien sûr mais comme je vous le dis, c'est que quand j'ai vu le plan de masse, ça m'a sauté aux yeux, parce que c'est quand même une énorme emprise foncière pour 21 familles.

M. LE MAIRE : C'est votre position. Nous, on estime que ce sera une belle opération, en tout cas j'espère que sera tout à fait bien ressentie par nos concitoyens.

MME CLINCKEMAILLIE : Les petits collectifs aussi seront une belle réalisation, Monsieur PIA, je n'en doute pas.

M. LE MAIRE : Oui, oui, mais il faut mixer, il faut du petit collectif et des logements individuels, pour notamment les grandes familles. Quand vous avez des familles où il y a plusieurs enfants, c'est quand même bien d'avoir son petit lopin de terre.

M. ENJOLRAS : Au niveau de ces voiries, est-ce qu'il était prévu que, si la rétrocession avait lieu après, ce soit malgré tout la Ville qui finance la réalisation de ces voiries-là ?

M. LE MAIRE : Alors là, c'est l'O.P.A.C. qui réalise la voirie et qui rétrocède ensuite, comme ça se fait régulièrement, dans le domaine public.

M. ENJOLRAS : Non justement, là l'idée, ce qu'a dit Monsieur DORIDAM, la rétrocession a lieu avant, de manière à ce qu'on soit certain de la qualité de réalisation. Ou alors, c'est moi, j'ai peut-être mal entendu.

M. DORIDAM : Non, en fait, la convention, on la passe avant pour être sûrs que ce qui va nous être rétrocédé corresponde. C'est pour graver dans le marbre...

M. LE MAIRE : C'est vrai que la question est importante, parce qu'il ne faut pas qu'on rétrocède n'importe quoi.

M. DORIDAM : Ce que je disais, c'est que les rétrocessions que l'on fait a posteriori, comme on en fait certaines, c'est, parfois, ni fait ni à faire, parce que ce n'est pas prévu d'avance. Là, il y a une convention qui définit bien les choses. Si ce n'est pas fait dans les règles, il faudra qu'ils reprennent leur copie.

M. LE MAIRE : Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée à l'unanimité.

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0243

Acquisition de la parcelle cadastrée section AX n°128 - Saint Just des Marais

M. Jacques DORIDAM, Conseiller municipal

Monsieur et Madame CAUCHY, propriétaires de la parcelle sise à Beauvais, lieudit « Saint Just » cadastrée section AX n°128 pour 703 m² ont sollicité la ville pour savoir si elle était intéressée par l'acquisition de cette parcelle.

Il s'agit d'une parcelle en nature de jardin située en zone UDe du PLU.

La ville est déjà propriétaire des parcelles attenantes et cadastrées AX n°129 et 130 ainsi que de nombreuses autres parcelles dans le secteur de Saint Just des Marais, accessibles par la rue Jean Jacques Fénot.

Ce secteur du quartier de Saint Just des Marais est classé en zone inondable plan de prévention des risques naturel (PPR) de type inondation nommé PPRI – Thérain aval.

Dans une volonté de poursuivre l'approche de prévention des risques sur ce secteur, la Ville a fait une offre à 5€ le m², soit 3515 €, que les propriétaires ont accepté.

Considérant que ce bien est localisé dans le périmètre de maîtrise foncière que mène la Ville sur ce secteur, il est proposé au conseil municipal :

- d'acquérir auprès de Monsieur et Madame CAUCHY la parcelle cadastrée section AX n° 128 d'une superficie totale de 703m² au prix de 5€ le m² soit un total de 3515 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville durable et responsable » réunie le 10 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à l'unanimité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 44

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0281

Reversement indemnités de la Ville de Beauvais à la communauté d'agglomération du Beauvaisis suite au transfert de compétence réseau de chaleur

M. Victor DEBIL-CAUX, Conseiller municipal

La Ville de Beauvais a conclu avec la société CRAM SAS un contrat de concession sous forme de délégation de service public, pour la construction et l'exploitation d'une chaufferie bois et d'un réseau de chaleur sur le quartier Saint Jean.

L'équipement a été mis en service en octobre 2010 et la durée de la concession est de 24 ans.

En application de l'article L. 2224-38 du code général des collectivités territoriales (CGCT), la compétence de création et d'exploitation d'un réseau public de chaleur a été transféré à la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis le 1er juin 2024.

Des désordres techniques sur le réseau sont apparus spécifiquement sur le quartier AGEL, hors périmètre de la responsabilité de CRAM. La Ville a perçu de la part des sociétés COLAS et WANNITUBE la somme de 327 236,70 € pour la réfection de ces désordres.

Ainsi, il convient donc de transférer le montant perçu par la Ville de Beauvais à la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis en vue de la réalisation de ces travaux en 2025.

Il est par conséquent proposé au Conseil Municipal de valider le reversement des indemnités à la communauté d'agglomération du Beauvaisis.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville durable et responsable » réunie le 10 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à l'unanimité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 44

22 – REVERSEMENT INDEMNITÉS DE LA VILLE DE BEUVAIS À LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BEUVAISIS SUITE AU TRANSFERT DE COMPÉTENCE RÉSEAU DE CHALEUR

M. DEBIL-CAUX : Comme je l'ai évoqué tout à l'heure, le réseau de chaleur est passé au Conseil Communautaire.

Et donc c'est une délibération un petit peu technique pour le premier réseau de chaleur où on avait un différent juridique avec la société CRAM et on a perçu une indemnité sur les travaux de la part de la société COLAS et WANNITUBE, mais ça a été perçu à la Ville parce que c'était un réseau qui appartenait à la Ville, et du coup, nous le rebasculons à la Communauté d'Agglomération.

MME MARAIS-BEUIL : Oui, tout à fait. C'était suite à des désordres, comme vous le marquez dans la délibération. Peut-on savoir de quels désordres il s'agit ? Et est-ce que tout a été déjà réparé ou ça va intervenir ? Pouvez-vous nous donner un peu plus d'informations s'il vous plaît ?

M. DEBIL-CAUX : Là, en fait, c'est la partie juridique. La partie travaux, on a avancé l'argent et c'est pour ça qu'on en a été remboursé. C'étaient des problèmes de soudure. On a eu le fabricant de tubes et le soudeur qui se sont renvoyés la balle et les deux ont été condamnés. COLAS qui a fait les trous et les soudures, et WANNITUBE qui a fourni les tubes.

MME MARAIS-BEUIL : C'était l'Agglo qui avait avancé l'argent ?

M. DEBIL-CAUX : Non, c'était la Ville.

MME MARAIS-BEUIL : La Ville, donc le remboursement là est fait à la Ville et vous transférez tout à l'Agglo. C'est là où je ne comprends pas. Si c'est la Ville qui a avancé l'argent...

M. DEBIL-CAUX : Cette dépense a été transférée...

MME MARAIS-BEUIL : La dépense a été transférée, d'accord.

M. LE MAIRE : Voilà, vous avez la réponse.

M. DEBIL-CAUX : La dépense a été faite par l'Agglo, et c'est le remboursement qui a été fait à la Ville et transféré à l'Agglo.

M. LE MAIRE : On se mélange un peu les pinceaux, ça arrive. Je vais mettre aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée à l'unanimité.

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0283

Signature d'une convention tripartite entre la commune de Saint-Léger-en Bray, Beauvais et GRDF relative au rattachement des canalisations et ouvrages associés de distribution publique de gaz naturel de GRDF au contrat de concession de la Ville de Beauvais

M. Mamadou LY, Maire Adjoint

GRDF est concessionnaire du service public de distribution de gaz pour la commune de Beauvais par un traité de concession entré en vigueur en date du 09 juin 1998 pour une durée de 30 ans.

Pour alimenter la commune d'Auneuil à partir de Beauvais, dont le réseau de distribution était le plus proche, une canalisation de gaz, mise en gaz en 1977 et exploitée par GRDF, passe pour partie sur le domaine public de la commune de Saint-Léger-en-Bray qui ne dispose pas d'un service public de distribution de gaz naturel sur son territoire.

Les ouvrages implantés sur la commune de Saint-Léger-en-Bray ont en conséquence pour seule finalité de permettre l'alimentation de la distribution publique de gaz naturel de la commune d'Auneuil.

Aux fins de régularisation, il est proposé d'inclure, par le biais d'une convention, les ouvrages implantés sur la commune de Saint-Léger-en-Bray dans le périmètre des biens de la concession de Beauvais.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le projet de convention entre la commune de Saint-Léger-en-Bray, Beauvais et GRDF relative au rattachement des canalisations et ouvrages associés de distribution publique de gaz naturel de GRDF sur le territoire de la commune de Saint-Léger-en-Bray (commune hors zone de gaz) au contrat de concession de la ville de Beauvais,

Vu les ouvrages sur le territoire communal qui sont une canalisation en acier de diamètre 114 et pression 16 bars sur une longueur de 1994 mètres, sur la commune de Saint-Léger-en-Bray.

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention tripartite ci-annexée.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville durable et responsable » réunie le 10 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à l'unanimité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 44

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0308

Adhésion de la Ville de Beauvais à l'association "Nos quartiers ont des talents" (NQT)

M. Ali SAHNOUN, Conseiller municipal

La Ville de Beauvais se distingue par son engagement en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. La commune abrite trois quartiers prioritaires de la Ville (QPV). Ces trois quartiers Argentine, St Jean et St Lucien concentrent 16 261 habitants soit 28,7% de population totale.

Dans sa mission d'accompagnement des jeunes, le service Jeunesse de la Ville de Beauvais, dans le cadre des Cités Educatives, souhaite conclure une convention de partenariat avec l'association NQT (Nos Quartiers ont des Talents).

Cette association propose un accompagnement personnalisé pour les jeunes diplômés issus des QPV ou de milieux défavorisés.

Ce partenariat qui s'apparente à un dispositif de mentorat propose notamment de s'ouvrir à un large réseau de partenaires.

Les objectifs de ce partenariat sont :

- De favoriser l'insertion professionnelle par diverses actions d'accompagnement personnalisé en mobilisant les entreprises locales et en travaillant avec des acteurs implantés sur le territoire (Service Jeunesse, Mission Locale et France Travail)
- D'offrir un mentorat personnalisé pour répondre aux problématiques spécifiques des jeunes issus des QPV
- Soutenir l'accès à des emplois qualifiés et adaptés aux compétences des jeunes diplômés
- D'organiser un événement annuel pour valoriser les jeunes diplômés et renforcer les liens avec les acteurs économiques,

Afin de soutenir ce partenariat qui débute le 1^{er} décembre 2024, une convention est donc proposée dans cette délibération pour adhérer à l'association NQT pour un montant total annuel de cotisation de 5382€.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer la convention ci-annexée.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville attractive et solidaire » réunie le 11 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à l'unanimité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 44

24 – ADHÉSION DE LA VILLE DE BEAUVAIS À L'ASSOCIATION "NOS QUARTIERS ONT DES TALENTS" (N.Q.T.)

M. SAHNOUN : Merci Monsieur le Maire. Je suis ravi de présenter cette délibération. Je pense qu'elle va faire consensus. Mais avant cela, on va faire un petit peu de géographie locale.

La ville de Beauvais se distingue par son engagement en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de la commune. La commune abrite trois Quartiers Prioritaires de la Ville (Q.P.V.). Ces trois quartiers, Argentine, Saint-Jean et Saint-Lucien, concernent 16 261 habitants, soit 28,7 % de la population totale.

Dans sa mission d'accompagnement des jeunes, le service jeunesse de la ville de Beauvais, dans le cadre des cités éducatives, souhaite conclure une convention de partenariat avec cette association Nos Quartiers ont du Talent. Cette association propose un accompagnement personnalisé sous forme de mentorat pour les jeunes diplômés du Bac, issus des quartiers prioritaires, qui sont aussi en milieu défavorisé. Ce partenariat, qui s'apparente à un dispositif de mentorat, propose notamment de s'ouvrir un large réseau de partenaires. Vous avez reçu cette convention. Le préambule de ce projet est très intéressant. L'association N.Q.T. a pour objet d'accompagner les jeunes vers l'emploi, des jeunes titulaires du Bac et plus, issus des quartiers prioritaires ou de milieux défavorisés. Elle met en œuvre des actions concrètes, permettant de décliner, en pratique, le principe d'égalité des chances, en donnant, parce que c'est de ça qu'il s'agit, c'est d'égalité des chances dans nos quartiers prioritaires, en donnant à tous, la même opportunité d'accéder à un emploi dans des traditions d'excellence, par le mérite. Je peux vous citer trois objectifs principaux de cette convention, qui sont, la plus importante, de favoriser l'insertion professionnelle par diverses actions d'accompagnements personnalisés, en mobilisant les entreprises locales et en travaillant avec des acteurs implantés sur le territoire, service jeunesse, Mission locale et France Travail ; d'offrir un mentorat personnalisé pour répondre aux problématiques spécifiques des jeunes issus des Q.P.V. ; de soutenir l'accès à des emplois qualifiés et adapter aux compétences des jeunes diplômés et d'organiser un évènement annuel pour valoriser les jeunes diplômés et renforcer le lien avec les acteurs économiques. Cette convention de partenariat, bien sûr, a un coût. Pour adhérer à cette association, un montant total annuel de cotisation de 5 382 €. Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer cette convention.

Le rapport a été présenté, pour information, à la Commission Ville attractive et solidaire, réunie le 11 décembre 2024.

M. LE MAIRE : Merci. On voit que tu es motivé sur cette action, merci.

MME MARAIS-BEUIL : Dans le cadre de cette convention, est-il prévu de nous faire des bilans réguliers sur les résultats et sur toutes ces actions ?

M SAHNOUN : Cette convention de partenariat débutera le 1^{er} décembre 2024, donc nous aurons, bien sûr, la possibilité de vous faire des bilans sur ce projet-là. Je dirais même régulièrement.

M. LE MAIRE : Pas de questions, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée à l'unanimité.

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0299

Culture - Le Quadrilatère, centre d'art - signature d'une convention avec le Centre Pompidou

MME. Corinne FOURCIN, Maire Adjointe

Le Centre Pompidou a pour mission de favoriser la création des œuvres de l'art et de l'esprit, de contribuer à l'enrichissement du patrimoine culturel de la nation, ainsi qu'à l'information et la formation du public, à la diffusion de la création artistique et à la communication sociale et de conseiller, sur leur demande, notamment dans le domaine architectural, tout organisme public ou privé intéressé.

Pour l'accomplissement de ses missions, dont le rayonnement s'établit à l'échelle nationale et internationale, le Centre Pompidou met en œuvre une politique active de coopération avec les institutions culturelles en région.

En prolongement de cette stratégie et à la veille de la fermeture de son bâtiment pour une importante opération de travaux (2025-2030), le Centre Pompidou a l'ambition de construire un nouveau modèle d'action territoriale fondé sur des collaborations repensées avec les partenaires locaux. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'accord de collaboration proposé entre le Quadrilatère et le Centre Pompidou pour l'année 2025.

Le partenariat porte sur la co-organisation du Festival intitulé Hors Pistes, un festival consacré aux images en mouvement, qui s'articule chaque année autour d'une exposition, de projections, de conférences, de performances et spectacles pluridisciplinaire. Il se déroule habituellement au Centre Pompidou.

En 2025, la 20^{ème} édition du Festival Hors Pistes s'installe hors les murs au sein du Quadrilatère et dans une commune du Beauvaisis : Hermes. Une programmation culturelle ainsi qu'un programme d'actions culturelles et de médiation seront proposés au sein des différents lieux du festival.

D'un point de vue financier, le Centre Pompidou contribue à hauteur de 20 000€ HT à la coréalisation (prise en charge en directe de productions artistiques), le Quadrilatère quant à lui s'engage également sur une enveloppe prévisionnelle du même montant.

La convention établie pour un premier partenariat en 2025, décline les engagements réciproques et l'engagement financier des partenaires ainsi que le cadre de mise en œuvre du festival prévu du 17 mai au 22 juin 2025.

Il est donc proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer la convention annuelle ci-annexée et de signer tout document y afférent.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville attractive et solidaire » réunie le 11 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à l'unanimité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 44

25 – CULTURE – LE QUADRILATÈRE, CENTRE D'ART – SIGNATURE D'UNE CONVENTION AVEC LE CENTRE POMPIDOU

Mme Corinne FOURCIN : Merci Monsieur le Maire. Comme vous le savez sûrement, le Centre Pompidou va fermer pour travaux entre 2025 et 2030. Il va donc développer une programmation hors les murs et nous pourrions, si vous en êtes d'accord, profiter de cette programmation hors les murs, via un partenariat, entre le Quadrilatère et le Centre Pompidou.

C'est bien l'objet de la délibération, d'autoriser la signature de cette convention, qui permettrait la mise en œuvre de la 20^{ème} édition du Festival Hors Pistes, donc un festival que déroule le Centre Pompidou depuis de nombreuses années déjà. Et, pour l'occasion, il serait rebaptisé Hors Champs et aurait une couleur rurale très affirmée, puisqu'en fait là, il s'agira d'associer à la fois la Ville à travers le Quadrilatère et une commune rurale, celle de Hermes. L'objectif sera de développer un festival de créations contemporaines, sur le thème du fantastique et de la ruralité. Et ça donnera lieu à des résidences d'artistes, à des expositions, à des concerts, des conférences, des projections de films. C'est complètement lié au Printemps de la ruralité qui, j'espère, a quand même de beaux jours devant lui, malgré l'incertitude qui pèse sur le poste du ministère de la Culture mais, en tout cas, ça s'inscrit dans cette volonté de développer la culture en ruralité.

L'engagement financier pour le Quadrilatère, et donc la Ville, se monterait à 20 000 €. Une participation égale pour le Centre Pompidou. Je vais rappeler les dates de l'évènement, entre le 17 mai et le 22 juin 2025.

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer la convention annuelle ci-annexée et de signer tous documents y afférent.

Le rapport a été présenté pour information à la Commission Ville attractive et solidaire, réunie le 11 décembre 2024.

M. LE MAIRE : Est-ce qu'il y a des questions ? Pas de questions, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée à l'unanimité.

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0301

Culture - Signature d'une convention avec l'association le Comptoir Magique et attribution d'une subvention

MME. Corinne FOURCIN, Maire Adjointe

Créé en 1996 par l'association le Comptoir Magique, le festival Le Blues autour du Zinc constitue un événement culturel reconnu qui participe à l'animation et au développement culturels de la ville et réunit un large public.

L'édition 2025 du festival se tiendra du 25 au 30 mars 2025 à Beauvais.

Dans cette perspective, il est proposé de signer une nouvelle convention et d'attribuer une subvention de 75 000 € pour l'organisation de cette 30^e édition.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer la convention ci-annexée ;
- d'attribuer une subvention de fonctionnement de 75 000 € qui sera prélevée sur les crédits inscrits au budget primitif 2025.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville attractive et solidaire » réunie le 11 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à l'unanimité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 44

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0300

Culture - Signature d'une convention avec l'Association pour le Rayonnement du Violoncelle et attribution d'une subvention

MME. Corinne FOURCIN, Maire Adjointe

Le décret du 6 juin 2001 pris pour l'application de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations impose à toute collectivité l'obligation de conclure une convention avec les organismes de droit privé bénéficiant de subventions dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 €. En vertu d'un principe de précaution, la Ville a décidé d'abaisser ce seuil de conventionnement à 15 000 €.

L'association pour le rayonnement du violoncelle est concernée par ces dispositions au titre du soutien financier apporté par la Ville pour la mise en œuvre du Festival de Violoncelle de Beauvais.

Porté par sa nouvelle directrice artistique, la 33^e édition se déroulera du 16 au 25 mai 2025. Madame Diana Ligeti, violoncelliste et professeure au Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, succède ainsi à Madame Emmanuelle Bertrand qui a assuré la direction artistique du festival depuis 13 ans.

Le festival des violoncelles contribuant à l'animation culturelle de la ville, il est proposé d'allouer une subvention à l'association afin d'accompagner son organisation en 2025.

Il convient également de signer une convention annuelle qui décline les engagements réciproques des partenaires, la programmation artistique du festival et fixe l'engagement financier de la collectivité.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer la convention ci-annexée ;
- d'allouer au titre de l'exercice 2025, une subvention de 62 000 € au bénéfice de l'association pour le rayonnement du violoncelle pour l'organisation du Festival de Violoncelle de Beauvais 2025. Ce montant sera prélevé sur les crédits inscrits au budget primitif 2025.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville attractive et solidaire » réunie le 11 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à l'unanimité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 44

27 – CULTURE – SIGNATURE D'UNE CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION POUR LE RAYONNEMENT DU VIOLONCELLE ET ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION

Mme Corinne FOURCIN : Exactement. Après le Festival du Blues autour du Zinc, arrivera en mai la 33^{ème} édition du Festival de Violoncelle, qui se déroulera du 16 au 25 mai 2025.

Cette édition sera marquée par deux évènements, d'abord le passage de relais entre Emmanuel BERTRAND qui a assumé la Direction artistique du festival depuis 13 ans, le passage de relais avec Diana LIGETI, qui est une violoncelliste célèbre aussi et professeur au Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Paris. Et cette édition, cette 33^{ème} édition sera aussi marquée et sera teintée aux couleurs des festivités des 800 ans de la Cathédrale, puisque le concert d'ouverture du festival s'inscrira dans ce qu'on appellera les nuits cathédrales, avec le concert des Pierres Enchantées.

Il vous est proposé de continuer à soutenir, comme nous le faisons depuis toujours, le Festival de Violoncelle, en signant une convention annuelle déclinant l'engagement réciproque des partenaires, donc en allouant au titre de l'exercice 2025 une subvention de 62 000 € au bénéfice de l'association Pour le Rayonnement du Violoncelle. Ce montant sera prélevé sur les crédits inscrits au budget primitif 2025.

Le rapport a été présenté pour information à la Commission Ville attractive et solidaire, réunie le 11 décembre 2024.

M. LE MAIRE : Merci. Est-ce qu'il y a des questions ? Pas de questions, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée à l'unanimité.

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0309

Service vie associative et relations internationales - soutien à l'Association des Amis des Fêtes Jeanne Hachette – Attribution d'une subvention pour 2025

MME. Corinne FOURCIN, Maire Adjointe

La Ville de Beauvais réaffirme son engagement à soutenir le tissu associatif local, en particulier les initiatives qui participent au rayonnement culturel et historique de la commune. Dans ce cadre, l'Association des Amis des Fêtes Jeanne Hachette, responsable de l'organisation des festivités annuelles célébrant le siège de Beauvais en 1472, a formulé une demande de subvention de fonctionnement pour l'année 2025.

Les actions de l'association s'inscrivent dans une convention triennale d'objectifs et de moyens pour la période 2024-2026. Cette convention précise les objectifs attendus ainsi que les modalités d'utilisation des subventions allouées dans le cadre du budget primitif.

Toutefois, l'association se trouve confrontée à une situation financière délicate. En concertation avec la Ville, un plan de redressement a été élaboré avec pour objectif de rétablir l'équilibre financier d'ici juillet 2025.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- de reconduire la subvention annuelle de fonctionnement au titre de l'exercice 2025, pour un montant de 75 000 €. Cette subvention sera versée conformément aux modalités prévues par la convention ;
- d'attribuer une subvention complémentaire de 20 000 €.

Ces subventions seront imputées sur les crédits inscrits au budget 2025.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville attractive et solidaire » réunie le 11 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à l'unanimité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 44

28 – SERVICE VIE ASSOCIATIVE ET RELATIONS INTERNATIONALES – SOUTIEN À L'ASSOCIATION DES AMIS DES FÊTES JEANNE HACHETTE – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR 2025

Mme Corinne FOURCIN : Donc, on avance, on avance toujours dans l'année 2025 et les réjouissances de 2025. Là, nous sommes en juin. Nous sommes le dernier week-end de juin, pour une nouvelle édition des Fêtes Jeanne Hachette.

Là aussi, il s'agit de renouveler notre soutien à l'association des Amis des Fêtes Jeanne Hachette et de lui permettre d'organiser cette nouvelle édition qui, elle aussi, sera colorée par les festivités autour des 800 ans de la Cathédrale.

L'association des Amis des Fêtes Jeanne Hachette a connu cette année des difficultés financières importantes et donc la délibération vise à octroyer une subvention de 75 000 € pour l'organisation de l'édition 2025. Mais elle vise également à attribuer une subvention complémentaire de 20 000 € pour soutenir l'association des Amis des Fêtes Jeanne Hachette qui, par ailleurs, a mis en place un plan drastique d'économies pour revenir à l'équilibre qu'elle a perdu cette année.

Il vous est donc proposé de reconduire la subvention annuelle de fonctionnement au titre de l'exercice 2025 pour un montant de 75 000 € ; d'attribuer une subvention complémentaire de 20 000 €. Ces subventions seront imputées sur les crédits inscrits au budget 2025.

Le rapport a été présenté, pour information, à la Commission Ville attractive et solidaire, réunie le 11 décembre 2024.

M. LE MAIRE : Merci. Est-ce qu'il y a des questions ? Pas de questions, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? La délibération est adoptée à l'unanimité.

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0310

Service vie associative et relations internationales – modification du règlement du prix écoresponsable

M. Franck_PIA, Maire

Lors du Conseil Municipal en date du 13 mai 2022, la Ville de Beauvais a instauré le Prix Écoresponsable, accompagné de son règlement. Ce dispositif a pour ambition de mobiliser et soutenir les associations locales engagées dans la transition écologique face à l'urgence climatique.

Objectifs du Prix Écoresponsable :

- Encourager et promouvoir les associations intégrant l'environnement et le développement durable dans leurs activités.
- Valoriser les innovations et initiatives favorisant le déploiement de solutions adaptées aux enjeux environnementaux.

Actuellement, deux catégories de prix sont dotées chacune de 1 500 € :

1. Prix « Manifestation écoresponsable », qui récompense les actions écoresponsables réalisées lors d'événements organisés durant l'année N-1 (exemple : installation de toilettes sèches ou usage d'éco-cups).
2. Prix « Écoresponsable au quotidien », qui distingue les initiatives appliquées dans la gestion quotidienne des associations (exemple : utilisation de produits d'entretien écologiques, réduction de l'usage de la voiture individuelle, éco-conception des supports de communication).

Afin de renforcer le dispositif et de permettre à un plus grand nombre d'associations d'être reconnues et soutenues, il est proposé au conseil municipal de modifier la structure et la dotation des prix :

- Augmenter le nombre de lauréats par catégorie :
 - o Prix « Manifestation écoresponsable » : Récompenser trois associations.
 - o Prix « Écoresponsable au quotidien » : Récompenser également trois associations.
- Redéfinir la dotation des prix :

Fixer la dotation à 500 € par prix et par lauréat.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville attractive et solidaire » réunie le 11 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à l'unanimité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 44

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0311

Subventions aux associations hébergées au sein de la Maison des associations Harmonie

MME. Farida TIMMERMAN, Maire Adjointe

Depuis le 1er janvier 2024, la Ville de Beauvais a repris la gestion pleine et entière de l'immeuble sis 25 rue Maurice Segonds dit Maison des Services et des Initiatives Harmonie (MSIH) en lieu et place de la communauté d'agglomération du Beauvaisis afin de transformer ce lieu en une maison des associations.

Dans cette nouvelle configuration, afin d'harmoniser les modalités d'accueil des associations locales, il a été décidé que l'ensemble des associations hébergées s'acquittent à compter du 1^{er} janvier 2024 d'un loyer fixé par les domaines à savoir :
loyer : 110 €/m²/ an / HT + charges : 30€/ m²/ an HT révisable.

Par ailleurs, dans le cadre de la dynamique de cette maison des associations, il est attendu des associations hébergées qu'elles participent à l'animation du lieu (mise en place de permanences juridiques, comptables, mise en place de formation de bénévoles...).

Il est donc proposé au conseil municipal d'approuver l'attribution des subventions suivantes au titre de l'année 2025 :

- **6269,68 €** à l'association « CIDFF » au titre de la prise en charge du loyer
- **8 064 €** à l'association du « PHOTO CLUB BEAUVAISIEN » au titre de la prise en charge du loyer
- **2 256,24 €** à l'association « SOSIE » au titre de la prise en charge du loyer
- **2472,96 €** à l'association « Comité de jumelage » au titre de la prise en charge du loyer
- **9283,68 €** à l'association « ITINER'AIR » au titre de la prise en charge du loyer
- **2352 €** à l'association « MEF » au titre de la prise en charge du loyer
- **16710,72 €** à l'association « Pole Mobilité du Beauvaisis » au titre de la prise en charge du loyer
- **4199,88 €** à l'association « URACEN » au titre de la prise en charge du loyer
- **4095,84 €** à l'association « LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT » au titre de la prise en charge du loyer

Les sommes ci-dessus fixées seront prises sur les crédits inscrits au budget primitif 2025.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville attractive et solidaire » réunie le 11 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à l'unanimité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 44

30 – SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS HÉBERGÉES AU SEIN DE LA MAISON DES ASSOCIATIONS HARMONIE

MME TIMMERMAN : Merci Monsieur le Maire. Cette délibération porte sur les subventions aux associations hébergées au sein de la Maison des associations Harmonie.

Depuis le 1^{er} janvier 2024, la ville de Beauvais a repris la gestion pleine et entière de l'immeuble sise 25 rue Maurice Segonds dite Maison des Services et des Initiatives Harmonie, en lieu et place de la Communauté d'Agglomération du Beauvaisis, afin de transformer ce lieu en une Maison des associations. Dans cette nouvelle configuration, afin d'harmoniser les modalités d'accueil des associations locales, il a été décidé que l'ensemble des associations hébergées s'acquittent, à compter du 1^{er} janvier 2024, d'un loyer fixé par les domaines, à savoir un loyer de 110 € Hors Taxes par m², plus une charge de 30 € Hors Taxes, révisables annuellement.

Par ailleurs, dans le cadre de la dynamique de cette Maison des associations, il est attendu des associations hébergées qu'elles participent à l'animation du lieu, par la mise en place de permanences juridiques et comptables et par la mise en place des formations des bénévoles.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver l'attribution de ces subventions suivantes pour l'année 2025 et au titre de la prise en charge des loyers. Ces dépenses seront prises sur les crédits inscrits au budget primitif 2025.

Le rapport a été présenté, pour information, à la Commission Ville attractive et solidaire, réunie le 11 décembre 2024, merci.

MME MARAIS-BEUIL : Oui Monsieur le Maire, c'est juste une question. Je voudrais comprendre les écritures comptables qu'il va y avoir suite à cette délibération. Donc, en fait, l'argent va être pris sur la ligne budgétaire des subventions. Vous allez le récupérer en recettes et il faudra attendre une décision modificative pour voir revenir cet argent en subvention ?

M. LE MAIRE : L'objectif, c'est qu'aujourd'hui, les associations payent les fluides et nous, en compensation, on verse une subvention pour amortir le montant de ces fluides.

MME MARAIS-BEUIL : En fait, vous versez pour éviter qu'il y ait une valorisation. Parce que normalement, on peut valoriser. Mais là, on va sortir l'argent et l'argent va nous être reversé, donc on va faire une dépense sur la ligne budgétaire subvention aux associations, donc on va enlever cette somme sur l'enveloppe globale des associations, des subventions aux associations...

M. LE MAIRE : Non, mais non. C'est sur le budget général Madame BEUIL.

MME MARAIS-BEUIL : Sur quelle ligne budgétaire alors ?

M. LE MAIRE : C'est sur le chapitre 65.

MME MARAIS-BEUIL : Et la ligne, et le sous-chapitre ? Et le sous-chapitre ?

M. LE MAIRE : Alors, ce sont les subventions aux associations, mais ça n'est pas listé sur les associations. Ce n'est pas pour prendre aux associations et redistribuer.

MME MARAIS-BEUIL : Mais c'est sur une enveloppe générale des subventions aux associations.

M. LE MAIRE : Non mais ne vous inquiétez pas, on ne va pas baisser pour autant le montant global du budget aux associations. Le principe, pourquoi est-ce qu'on fait ça ? Je sais qu'on peut valoriser, bien sûr. Mais l'objectif, c'est bien de responsabiliser les associations par rapport aux fluides, c'est tout. C'est de faire en sorte de leur donner conscience..., et d'ailleurs, ça n'a pas posé aucun sujet. Et ça faisait aussi partie de notre plan de sobriété énergétique, je le rappelle.

M. VIBERT : Je voulais juste ajouter que, au niveau des associations sportives, c'est déjà mis en place depuis plusieurs années, avec les associations sportives qui ont un équipement dédié. C'est-à-dire, notamment les clubs de tennis et le club de pétanque et ça se passe très bien.

M. ENJOLRAS : Clairement, le montant, dont on a parlé, de sanctuarisation des subventions sera augmenté du montant de ces « subventions liées à la facturation des loyers ». Enfin, qu'on soit clairs là-dessus quand même.

M. LE MAIRE : C'est le type de question très technique. Ce sont des questions budgétaires. Il y a des Commissions qui sont faites pour ça, où vous avez des techniciens qui sont à même de vous répondre. Vous avez la Directrice des Finances, vous avez le Directeur Général des Services. En l'occurrence, ça n'est pas pris sur le budget individuel des associations. C'est une ligne qui est prévue pour compenser le manque à gagner des associations, par rapport au montant des fluides qui sont à payer, c'est tout. Écoutez, on vous fera une explication de texte à la prochaine Commission. Précisément, vous aurez tous les éléments s'il le faut. On pourra aller dans le détail budgétaire, comme ça vous en aurez le cœur net. Et puis on fera un courrier. On fera un courrier très technique, très précis, le pourquoi du comment. En l'occurrence, vous auriez pu nous poser cette même question et nous prévenir avant pour qu'on puisse y répondre.

M. NARZIS : Je vais vous poser une question et je vais vous laisser le temps d'y répondre. Donc, vous pourrez nous faire un courrier, etc., très détaillé, il n'y a pas de souci. On voudrait vous demander officiellement à ce qu'on nous communique sur l'ensemble du mandat, c'est-à-dire depuis le début du mandat, les subventions année par année, l'ensemble des subventions, pas que celle-ci, versées au pôle mobilité du Beauvaisis. Si vous pouviez nous communiquer ça, vous avez le temps de nous le faire, il n'y a pas de souci, par écrit. On vous en remercie.

M. LE MAIRE : Je crois qu'on doit pouvoir le retrouver. De toute façon, comme pour toutes les associations, vous avez tout à fait la possibilité de retrouver tous les éléments dans le budget Monsieur NARZIS. Je ne sais pas pourquoi vous vous focalisez d'ailleurs sur le pôle mobilité. Je pense qu'il y a une arrière-pensée...

M. NARZIS : Je me permets, Monsieur le Maire, je vous fais une demande officielle, comme on le fait aussi parfois en Commission. On sait que ça met du temps à répondre mais ça répond en général, il n'y a pas de souci.

M. LE MAIRE : On fait ce qu'on peut.

M. NARZIS : Donc, je vous le formule, je vous le demande. Juste un petit point de détail par rapport à ce que vous avez répondu à Philippe ENJOLRAS, puisqu'il vous posait la question des lignes budgétaires. À l'inverse de nous, Monsieur le Maire, vous avez quand même aussi des techniciens ce soir derrière vous. On pense que vous êtes capable de nous répondre aux questions. Mais ce n'est pas grave si vous nous répondez quelques jours après ou quelques semaines après. L'important, c'est qu'on nous réponde aux questions, merci.

M. LE MAIRE : Alors, excusez-moi, parce que je n'avais pas pris le budget, c'est le chapitre, me dit-on, 6574. Mais on vous écrira précisément, ne vous inquiétez pas, vous aurez tous les éléments de réponse.

On va peut-être pouvoir passer au vote.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Tout ça pour ça.

M. AURY : Enfin, on peut quand même poser des questions, non mais... Enfin, pourquoi réagir comme ça ?

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0276

Sports - Subvention sur projet

M. Frédéric BONAL, Conseiller municipal

La ville de Beauvais a reçu une demande de subvention sur projet de la part d'une association à vocation sportive.

L'intérêt du projet et son attractivité justifient une aide financière, il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'accorder une subvention sur projet de 1 000 € à l'association BEAUVAIS BOUC SPORT TAMBOURIN, pour le projet d'organisation d'un plateau des phases finales du Championnat de France, qui a lieu du 1^{er} au 2 Février 2025 au gymnase de Tillé ;
- d'approuver les termes de la convention à passer avec l'association ;
- de prélever les dépenses correspondantes sur les crédits prévus à cet effet sur les budgets 2024 ou 2025 (sous réserve de son adoption par le conseil municipal);
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer toutes pièces nécessaires à la réalisation de ce dossier.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville attractive et solidaire » réunie le 11 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à l'unanimité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 44

VILLE DE BEAUVAIS

Délibération n° B-DEL-2024-0313

Economie-Commerce- Dérogation au repos dominical 2025

MME. Vanessa FOULON, Conseillère municipale

Le repos hebdomadaire et dominical a été institué par la loi du 13 juillet 1906 en faveur des salariés de l'industrie et du commerce. Les dispositions qui résultent de cette loi forment l'actuel article L.3132-26 du Code du travail, et ont fait l'objet d'une légère clarification par la loi n°2009-974 du 10 août 2009 et, en dernier lieu, d'un élargissement par la loi n°2015-990 du 6 août 2015 dite "Loi Macron" ainsi que d'un assouplissement par la loi n°2016-1088 du 8 août 2016.

Cette loi a porté de 5 à 12 dimanches par an les possibilités de dérogations accordées par le maire à la règle du repos dominical des salariés.

Lorsque le nombre de ces dimanches excède 5, la décision du maire est prise après avis de l'EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale). La Communauté d'Agglomération du Beauvaisis a retenu la liste des 12 dimanches ci-après afin de les porter au vote. L'avis rendu par l'EPCI a pour effet de lier le maire ; celui-ci est tenu de se conformer à cet avis.

La dérogation délivrée par le maire peut concerner les commerces de détail de toute nature, tant alimentaires que non-alimentaires. Ces établissements commerciaux n'ont donc besoin d'une autorisation administrative que s'ils souhaitent occuper leur personnel au-delà de 13 heures le dimanche.

La liste présentée en annexe a été établie après consultation directe auprès des différents acteurs économiques.

Dans un souci d'harmonisation et tenant compte des grandes périodes commerciales les dates suivantes ont été prises en compte lors de l'envoi de la consultation :

- Début des soldes d'hiver
- Début des soldes d'été
- Rentrée scolaire
- La période des fêtes de fin d'année

Il est donc proposé au conseil municipal d'approuver les dimanches listés en annexe, permettant, par branche d'activité, 12 ouvertures dominicales sur l'année 2025.

Le rapport a été présenté pour information à la commission « ville attractive et solidaire » réunie le 11 décembre 2024.

Après en avoir délibéré, le CONSEIL MUNICIPAL, décide d'adopter à la majorité le rapport ci-dessus.

Votes pour : 36

Votes contre : 5

Abstention : 3

32 – ECONOMIE-COMMERCE – DÉROGATION AU REPOS DOMINICAL 2025

MME FOULON : Merci Monsieur le Maire. Comme chaque année, la Ville propose la possibilité aux commerçants qui le souhaitent de bénéficier d'ouvertures dominicales en maximum de 12 selon l'activité.

Les dates ont été retenues suite à une concertation auprès des commerçants. Dans un souci d'harmonisation et tenant compte des grandes périodes commerciales, les dates suivantes ont été prises en compte, lors de l'envoi de la consultation : début des soldes d'hiver, soldes d'été, rentrée scolaire, la période des fêtes de fin d'année.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver les dimanches listés en annexe, permettant, par branche d'activité, 12 ouvertures dominicales pour l'année 2025.

Le rapport a été présenté à la Commission Ville attractive le 11 décembre.

M. NARZIS : Oui, je rebondis à ce que vous aviez dit il y a quelques minutes, en disant que vous répondiez aux questions. Qu'il fallait poser des questions en Commission. Écoutez, ça fait 4 ans qu'on demande, encore une fois, tous les ans, une évaluation, qu'on nous promet tous les ans, sur cette ouverture des 12 dérogations. Encore l'année dernière, Monsieur BARBARAS s'était engagé à ce que nous ayons communication de cette évaluation. J'ai relu encore une fois, parce que je ne veux pas parler à la place des gens ou écrire à la place des gens, donc j'ai relu les différents procès-verbaux et donc, effectivement, tous les ans, on nous les promet, Monsieur le Maire et tous les ans, on ne l'a pas.

Donc, on va reformuler à nouveau. Ne nous renvoyez pas vers la Chambre de Commerce ou autres, parce que ce n'est pas ce qu'on vous demande et c'est un peu trop facile et c'est surtout, ça c'est la nouveauté de cette année, parce que les années précédentes ce n'est pas ce sur quoi vous vous étiez engagé. Donc justement, vous vous étiez engagé à nous répondre tout à l'heure, j'espère qu'on aura l'assurance de votre part et pas d'attendre une année pour qu'on ait cette évaluation. Je trouve que c'est quand même important. On en a parlé. On en a débattu. On ne va pas revenir là-dessus. Vous connaissez nos positions, etc., sur ce point-là. Mais par contre, les promesses tenues, ça doit être tenu.

M. LE MAIRE : Excusez-moi, mais je n'ai pas entendu la première partie de vos propos. Vous demandez quelle évaluation exactement ?

M. NARZIS : Tous les ans, Monsieur le Maire, tous les ans, on vous demande, sur ces 12 jours, qu'il y ait une évaluation sur l'impact, c'est-à-dire, grosso modo, combien de commerces ouvrent, combien de commerces n'ouvrent pas, en centre-ville, etc. On vous a posé toutes ces questions-là. Non, non, mais, le chiffre d'affaires, est-ce qu'il y a évolution, pas évolution. Ce sont des données précises, comme dans toute politique, comme dans toute décision, on évalue. Tous les ans, Monsieur le Maire, tous les ans, et là, je ne veux pas polémiquer là-dessus. On est à la fin du Conseil Municipal. Mais tous les ans, on nous le promet. Et tous les ans, ce n'est pas fait et je vous invite à relire vos procès-verbaux. Donc, sans polémique, on vous le redemande une nouvelle fois et on espère que ce sera, cette fois-ci, tenu.

M. LE MAIRE : Oui, alors, la difficulté pour nous, au niveau des services, je ne suis pas certain qu'on puisse avoir les moyens de réaliser cette fameuse évaluation, parce que, d'abord, je ne suis pas certain que les commerçants s'y prêtent forcément. Je ne vais pas obliger les commerçants à donner leur chiffre. Après, peut-être qu'effectivement, la Chambre de Commerce peut peut-être nous donner des éléments d'information, je n'en suis pas convaincu.

MME FOULON : Après, effectivement, je crois que c'était au premier Conseil Municipal où j'avais présenté cette délibération. Effectivement, Roxane LUNDY me l'avait demandé. J'ai dit que je ne lui donnerais pas. Mon collègue Loïc s'était engagé, apparemment, à l'Agglo. Vous pouvez relire le compte rendu, j'avais précisé qu'effectivement, c'était trop compliqué pour avoir les données, donc je ne donnerai pas ces données ; je l'avais dit. Je tenais quand même à préciser encore une fois, parce que chaque année je le dis mais visiblement c'est compliqué à entendre, c'est une volonté des commerçants de pouvoir ouvrir le dimanche. Je parle effectivement de mon domaine centre-ville, commerçants cœur de ville, indépendants, qui souvent n'ont pas de salariés, donc on ne force pas les salariés à travailler. Même si de toute façon, ils ont le droit de dire non si on leur propose, ce qui a été le cas d'ailleurs d'un commerçant en centre-ville, les salariés ont dit « non, moi je ne bosserai pas le dimanche », la Mie Câline. Donc c'est vraiment une proposition et c'est une volonté des commerçants du centre-ville d'avoir plus de dimanches pour faire plus de chiffres d'affaires. Ca m'ennuie toujours un petit peu d'avoir ces remarques, puisque j'ai vraiment cette impression que vous êtes contre les commerçants et leur volonté. Et pourtant Monsieur AURY, là, pour une fois, on leur demande quels dimanches ils veulent ouvrir. Vous disiez tout à l'heure qu'il faut demander, concerter, on le fait et chaque année, vous allez contre eux et vous dites « et on ne doit pas ouvrir le dimanche - il faut savoir le chiffre d'affaires qu'ils font ». Ils sont indépendants. C'est leur boutique. En fait, qu'ils ouvrent ou qu'ils n'ouvrent pas, ils ont le choix de le faire. Mais en tout cas, ce soir, c'est une volonté des commerçants d'ouvrir le dimanche et ils nous le demandent.

M. ENJOLRAS : Non mais ce qui serait bien, déjà c'est de savoir le chiffre d'affaires, je veux bien qu'on ne puisse pas l'avoir.

MME FOULON : A quoi ça va vous servir ?

M. ENJOLRAS : Non, je vous dis, je veux bien qu'on ne nous le donne pas. Ce n'est pas la question. Mais déjà, savoir au moins combien il y en a qui ouvrent, combien de dimanches, centre-ville et ailleurs.

M. LE MAIRE : Monsieur ENJOLRAS, vous apprendrez qu'on demande la parole au Maire.

M. ENJOLRAS : Excusez-moi

M. NARZIS : Je rassure Madame FOULON, loin de là d'être anti petits commerçants. Mais enfin, vous savez très bien que la dérogation ne concerne pas que les petits commerces ; on est d'accord. Non, non, attendez, attendez, attendez, attendez, attendez. On est d'accord que ça ne concerne pas que les petits commerces. Donc, nous, chaque année, on vous dit deux choses. D'abord, on demande cette étude. Ce n'est pas nous qui disons « c'est infaisable ou ce n'est pas infaisable », on nous répond que oui. Non mais attendez, attendez, laissez-moi finir. On nous répond que oui, donc... Non mais, à l'Agglo, Monsieur BARBARAS est bien membre de cette majorité, oui ou non ? Il travaille bien aussi sur ces questions ? On est bien d'accord aussi Monsieur LOCQUET ? Donc, il travaille sur ces questions. Donc si on a un engagement, c'est normal qu'on demande. C'est tout à fait normal. Enfin, je veux dire, ne vous méprenez pas là-dessus. On a un engagement, on demande où en est l'engagement, c'est tout.

Et autre chose, vous parlez du petit commerçant indépendant qui se met en accord avec ses salariés, etc., je l'entends complètement. Enfin, je vous parle aussi d'une grande surface qui ne s'accorde pas toujours avec ses salariés et on en a aussi des témoignages. Et moi, je vais vous dire une chose, au-delà de ça, vous savez, moi, ce qui m'embête dans ce genre de décision, c'est que oui, il y a aussi des salariés derrière, et les salariés qui travaillent le dimanche, je suis désolé de dire qu'il n'y a pas que des étudiants. Il n'y a pas que des étudiants, parce que ça, ce n'est pas vrai. Il y en a, mais il n'y a pas que des étudiants. Il y a aussi, et c'est une problématique de notre Ville, avec les familles monoparentales, il y a aussi des femmes seules ou des hommes seuls qui travaillent également ces dimanches-là. Et moi je vais vous dire ce qui me questionne toujours. Qu'on ouvre 4-5 dimanches dans l'année, dans les périodes de Noël, etc., je trouve ça normal. Il n'y a pas de souci là-dessus. Quand on étend, parce que la loi nous le permet, parce que le Gouvernement nous le permet, j'ai toujours un petit problème avec ça quand je pense derrière à ces personnes-là qui n'ont pas de mode de garde, qui n'ont pas de dispositif, parce que c'est toujours la même chose. C'est-à-dire qu'on prend une décision, on pense effectivement aux commerces, aux commerçants, etc., mais il y a aussi le salarié derrière qui doit trouver des solutions. Et ça, on vous l'a débattu plusieurs fois aussi. Et finalement, on n'a pas de réponse sur l'accueil enfant, etc. Comment ces salariés-là... On s'en préoccupe ? C'est une vraie question. Et à un moment donné, ça pourrait faire partie aussi d'une unanimité, quand on pose toutes ces questions-là. Effectivement, de la garde d'enfants, etc. Moi, ce qui m'embête, c'est qu'on ne prend qu'un aspect de la question. Et on ne prend pas la totalité de l'aspect de la question. Et c'est pour ça qu'on vous demande aussi des évaluations. C'est pour ça qu'on vous demande aussi de travailler là-dessus. Ce n'est pas juste dire « la loi nous autorise ça et puis, on y va, on vote ». Bien sûr que je comprends complètement quand vous parlez du petit commerce. Il n'y a pas de souci là-dessus. Mais il n'y a pas que le petit commerce. Il y a aussi... Non, il n'y a pas que ça. Il n'y a pas que le petit commerce Madame FOULON. Je suis désolé de vous le dire. Mais ce n'est pas vrai. Ce n'est pas vrai. Ce n'est pas vrai. Donc, c'est prendre en compte l'ensemble des paramètres, c'est tout.

M. LOCQUET : Je pense que ça fait 15 ans qu'on a cette discussion. Ah peut-être vous avant moi, certainement. Le fait est que sur, des gens de votre groupe le savent, une ouverture un dimanche, elle a forcément un impact social, je l'entends. On ne peut pas le nier. Mais elle a un impact aussi économique. Si on arrivait, ce qui me paraît un peu compliqué, franchement, à avoir d'une grande surface qui ouvre le dimanche, une augmentation de chiffre d'affaires, il est lissé de toute façon sur la semaine. Aujourd'hui, les grandes surfaces travaillent comme ça. Et donc, du coup, ce serait très compliqué de pouvoir dire, et peut-être d'ailleurs ce serait même mentir que de dire « oui, un dimanche ouvert, ça donne plus de chiffre d'affaires », parce que peut-être que du coup, le jeudi, qui est moins portant, ils le retireraient. On pourrait demander aux grandes surfaces concernées, en l'occurrence, ce sont les grandes surfaces alimentaires, parce que pour le reste, les dimanches supplémentaires de chez BUT ou Carrefour, ce n'est quand même pas là où il y a le plus d'impacts. Mais bon, ça pourquoi pas.

Sur le reste, sincèrement, je ne me vois pas aller faire le tour des commerçants, aller leur dire, « est-ce que quand vous ouvrez dimanche prochain... ». Donc en fait, ce qui vous intéresse, pour être très clair, c'est juste quel est l'impact..., je ne peux pas vous le dire. Vous, vous en ferez quelque chose de ces chiffres, évidemment. Oui, mais on peut demander, je pense que ça, c'est possible à faire. Maintenant, s'ils ne nous donnent pas les chiffres... je ne sais pas ce que vous avait dit exactement Loïc sur le sujet, parce que franchement, calculer l'impact, en tout cas pour nous, c'est très compliqué à faire. Mais savoir le nombre de grandes surfaces qui demandent ou le nombre de commerçants qui demandent et est-ce qu'il y a un impact sur les chiffres d'affaires, c'est possible à demander. Maintenant, est-ce qu'ils répondront ?

M. NARZIS : Je vous remercie Monsieur LOCQUET de cette réponse, parce que je trouve au moins que vous, vous répondez de manière très correcte à l'opposition, donc je vous remercie.

M. LOCQUET : Ce n'est pas toujours le cas. C'est gentil, mais ce n'est pas toujours le cas !

M. LE MAIRE : Monsieur LOCQUET a un bon point de l'opposition. Le couple Vanessa-Charles n'est pas d'accord.

M. LOCQUET : Je propose qu'on se voit avec Arnaud DECOMBAT, qu'on regarde ça dans le détail et qu'on réponde avec ce qui est possible à Monsieur NARZIS, qui lui permettra d'avoir une réponse claire ou pas et peut-être définitivement clore ce sujet.

M. AURY : Monsieur le Maire, comme on a des pouvoirs, Mohrad LAGHRARI, Hatice KILINC et Mamadou BATHILY souhaitent s'abstenir. Et nous, on votera contre. Donc il y a, a priori, 5 membres de notre groupe qui votons contre. Et puis 3 abstentions.

M. LE MAIRE : 5 contres, 3 abstentions. La délibération est adoptée à la majorité. La séance étant terminée, je voudrais vous souhaiter un très joyeux Noël, de bonnes fêtes de fin d'année, en attaquant l'année 2025 en pleine forme, j'en suis sûr.

Et je vous invite, il y a un petit pot qui est servi juste à côté, pour fêter la fin de l'année.

LA SÉANCE EST LEVÉE A 22H00

COMPTE RENDU DES DÉCISIONS PRISES

Conformément aux dispositions de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, je vous rends compte des décisions que j'ai prises dans le cadre de la délégation que le conseil municipal m'a donnée par délibération en date du 9 septembre 2022.

1. **17 octobre 2024** : Passation d'un bail avec l'association photo club Beauvaisien, pour la mise à disposition de locaux au sein de la Maison Des Associations, compte tenu du changement de bailleur. Le montant de la location mensuelle s'élève à 672.00 € TTC.
2. **17 octobre 2024** : Demande de subvention d'un montant de 120 000.00 € au titre de l'exercice 2025 auprès du Conseil Départemental de l'Oise au titre de la célébration des 800 ans de la Cathédrale Saint-Pierre de Beauvais.
3. **04 novembre 2024** : Passation d'un contrat avec l'association No-Mad Production, pour la programmation artistique de l'édition 2025 du festival Malices et Merveilles. Le montant de la prestation s'élève à 5 860.00 € TTC.
4. **06 novembre 2024** : Attribution d'une subvention d'un montant de 875.00 € à l'association Beauvaisienne d'aquariophilie, pour la prise en charge des fluides pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2024.
5. **06 novembre 2024** : Attribution d'une subvention d'un montant de 3 391.00 € à l'association les amis des fêtes Jeanne Hachette, pour la prise en charge des fluides pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 août 2024.
6. **06 novembre 2024** : Passation d'un bail avec l'association A Domicile 60, pour la mise à disposition de locaux au sein de la Maison Des Associations, compte tenu du changement de bailleur. Le montant de la location mensuelle s'élève à 402.84 € TTC.
7. **07 novembre 2024** : Passation d'une convention avec madame Sandy DUSSOLIER, épouse BETTAHAR, pour l'occupation précaire du domaine public, du 29 juin au 29 août 2024, d'une parcelle d'une surface de 1 091m² en vue de l'utiliser à usage d'exploitation de structures ludiques. Le montant de la redevance mensuelle s'élève à 3 491.20 €.
8. **12 novembre 2024** : Modification de marché n° 3 conclu avec le groupement d'entreprise BC Nord, pour le marché global de performance pour la reconstruction de la piscine Bellier, pour ajuster les termes du contrat de performance afin de prendre en compte les ajustements programmatiques et les mettre en adéquation avec les performances attendues, pour une moins-value de 40 517.39 € HT, portant le montant du marché à 10 453 387.49 € HT.
9. **12 novembre 2024** : Passation d'un accord-cadre par le groupement d'achat du Beauvais avec la société Axe Signa, pour des travaux d'entretien et travaux neufs de marquage au sol. Le marché est un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un montant maximum annuel de 500 000 € HT. Il est conclu pour une année à compter de sa notification et pourra être reconduit 3 fois par période annuelle.

10. **14 novembre 2024** : Passation d'un contrat avec l'association Collembole et Cie pour la mise en place de trois ateliers « rappel aux bons gestes de compostage », à l'école maternelle Gréber. Le montant des prestations s'élève à 600.00 € TTC.
11. **14 novembre 2024** : Passation d'un contrat avec l'association Collembole et Cie, pour la mise en place de quatre ateliers « rappel aux bons gestes de compostage », à l'école élémentaire Lanfranchi. Le montant des prestations s'élève à 600.00 € TTC.
12. **14 novembre 2024** : Passation d'un contrat avec l'association Collembole et Cie, pour la mise en place de deux ateliers « rappel aux bons gestes de compostage », à l'école maternelle Lanfranchi. Le montant des prestations s'élève à 300.00 € TTC.
13. **15 novembre 2024** : Passation d'une convention avec LSM Formation, pour la participation de 5 agents de la collectivité à la formation « autorisation à intervenir à proximité des réseaux opérateurs ». Le montant des formations s'élève à 650.00 € HT.
14. **15 novembre 2024** : Passation d'une convention avec la ligue de l'enseignement, pour la participation d'un agent de la collectivité à la formation générale BAFD. Le montant de la formation s'élève à 490.00 € TTC.
15. **15 novembre 2024** : Passation d'une convention avec la ligue de l'enseignement, pour la participation d'un agent de la collectivité à la formation générale BAFD. Le montant de la formation s'élève à 490.00 € TTC.
16. **15 novembre 2024** : Passation d'une convention avec la ligue de l'enseignement, pour la participation d'un agent de la collectivité à la formation « Brevet d'Aptitude aux fonctions d'Animateur ». Le montant de la formation s'élève à 370.00 €.
17. **15 novembre 2024** : Passation d'une convention avec SAS Cotard Formation ECF, pour la participation d'un agent de la collectivité à la formation « permis C ». Le montant de la formation s'élève à 2 421.00 € TTC.
18. **15 novembre 2024** : Passation d'une convention avec SAS Cotard, pour la participation d'un agent de la collectivité à la formation « permis BE ». Le montant de la formation s'élève à 993.00 € TTC.
19. **15 novembre 2024** : Passation d'une convention avec SAS Cotard, pour la participation d'un agent de la collectivité à la formation « permis BE ». Le montant de la formation s'élève à 993.00 € TTC.
20. **18 novembre 2024** : Passation de l'avenant n°4 au marché conclu avec la société Vediaud Publicité, afin d'ajouter 7 panneaux de 2m² et 4 panneaux de 8m² sur le domaine public. Une redevance annuelle de 350.00 € par panneau sera réclamée à la société Vediaud publicité pour les panneaux de 2m².
Le conseil municipal a pris acte des décisions prises par Monsieur le Maire dans le cadre de ses délégations.